



معرض
الصحافة
PRESS
REVIEW
REVUE
DE PRESSE

2023

N° 22: Du 08 au 14 Mai 2023/the 8th to the 14th of May 2023

العدد 22: من 8 الى 14 ماي 2023

Le 08-05-2023

<http://adlitn.org/fr>



Tap.info.tn
08-05-2023

Two complaints filed against Ministers following case of conspiracy against state security (TAP) - The defence lawyers of defendants in the case of "conspiracy against state security," on Monday, filed two complaints with the Public Prosecutor's Office on behalf of their clients, announced lawyer Abdelaziz Essid.

The first complaint is against the Interior Minister, concerning the use of the mobile phone of member of the opposition National Salvation Front Chaima Issa, which was seized by the police since her arrest.

Internet users claim to have received friend requests from the accused's page, Essid added at a press conference at the "Lawyers' House" in Tunis.

The second complaint is against the Justice Minister for "forging the minutes of the initial investigation in this case."

The committee found «forged writings and changes in dates» when reviewing the case file, the lawyer noted.

He added that terms had also been crossed out and replaced, questioning the terrorist nature of the case; «it was a matter of announced political meetings and activities.» «The witness has not been heard to date despite the seriousness of the facts attributed to the accused,» he indicated, adding that the identity of this witness is systematically denied to the defence lawyers.

In turn, Lawyer Ayachi Hammami mentioned the widening of accusations in this case. Indeed, the investigating judge decided to entrust 23 rogatory commissions to investigate political activists and citizens.

He also decided to launch an investigation against four lawyers: Néjib Chebbi, Bochra Belhaj Hamida, Ayachi Hammami and Noureddine Bhiri.

«It is possible that we will be summoned to appear today before the investigating judge to be heard in this case,» he pointed out.

Over 20 lawyers are being prosecuted today for acts that fall within the scope of their work and that are labelled as political crimes, Hammami said.

«Some of them are being prosecuted for having defended Ennahdha leader Noureddine Bhiri.»

Moreover, lawyer Karim Marzouki said putting off the visit of the UN Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers scheduled for May 26 "is a first in post-revolution Tunisia.»



Businessnews.com.tn
08-05-2023

Kaïs Saïed : la Tunisie n'est pas une pièce à vendre ou à louer !

Le président de la République, Kaïs Saïed, a reçu lundi 8 mai 2023, la cheffe du gouvernement, Najla Bouden au Palais de Carthage.

Le président de la République a indiqué : « les rencontres s'enchaînent aujourd'hui en ce qui concerne la justice et la nécessité d'appliquer la loi à tous, peu importe leur position. Nous savons que nous faisons face à de grands défis, mais je reste convaincu que nous allons les relever et nous ne tournerons pas le dos à notre engagement envers le peuple. Nous voulons traverser ensemble notre chemin, sans aucune ingérence étrangère. Notre souveraineté n'est pas à prendre à la légère et la Tunisie n'est pas une pièce à vendre ou à louer. Nous voulons nous frayer un nouveau chemin dans l'histoire. Celui qui pense pouvoir nous tracer notre chemin se trompe. Nous voulons tracer un nouveau chemin loin des mines et des explosifs posés par ces gens-là, parce que la paix sociale n'a pas de prix. La route pavée par ces gens-là n'en est pas une, et ne constitue pas un chemin ».

Le président de la République a ajouté : «Tous les responsables au sein de l'État doivent se conformer à la loi et au devoir de réserve. Certains doivent arrêter de jouer sur

plusieurs tableaux. Ce genre de dépassements ne sera pas admis et chacun doit en assumer les conséquences, notamment, ceux qui veulent s'opposer à ce processus. Nous nous référerons à la loi et nous œuvrons à répondre aux revendications du peuple selon sa volonté. Nous sommes là pour servir l'État tunisien et les plus démunis. Celui qui pense agir contrairement à la volonté du peuple n'aura pas sa place au sein de l'État ».

<https://www.facebook.com/watch/?v=746552633840572>

LaPresse.tn
Lapresse.tn
08-05-2023

Poursuites judiciaires : Quel avenir pour Ennahdha ?

Le parti Ennahdha est au cœur de la tourmente. Pratiquement tous ses grands dirigeants sont liés à des affaires de justice, nombreux sont même en prison, y compris le parrain du temple de Montplaisir, Rached Ghannouchi.

Aujourd’hui le parti fait face à la phase la plus sombre dans son histoire post-révolution, et la suite risque d’être fatale pour ce parti qui déploie tous les efforts pour rester au-devant de la scène nationale.

La dernière affaire concerne le dirigeant Sahbi Atig qui a été arrêté récemment alors qu’il s’apprétait à voyager pour participer à un colloque scientifique.

En effet, le dirigeant du parti islamiste d’Ennahdha, Sahbi Atig, a été arrêté, samedi, après avoir été empêché de quitter le territoire, au niveau de l’aéroport de Tunis Carthage. Il semble que cette arrestation soit en rapport avec une ancienne affaire, au cours de laquelle, le domicile de Sahbi Atig aurait été cambriolé.

Mais son épouse nie tout en bloc affirmant que l’affaire n’existe même pas et que son arrestation est de nature politique. Elle a déclaré qu’elle ne sait toujours pas où se trouve son mari, et a décrit ce qui s’est passé comme « un enlèvement ».

« Mon mari est accusé injustement de possession de fausse monnaie et de blanchiment d’argent. Ces accusations lui ont été communiquées dans un procès-verbal d’information », détaille-t-elle.

En effet, selon son épouse, le dirigeant islamiste a été interpellé « sur fonds de fausses accusations portées par un individu qui dit avoir dérobé la somme de 1,5 million de dinars lors d’un cambriolage au domicile de Sahbi Atig. » Elle a ajouté que « les autorités avaient refusé de communiquer l’identité du présumé cambrioleur ».

Dans ce contexte, Ennahdha a indiqué, dans un communiqué, que « les autorités ont arrêté l’ancien dirigeant du mouvement, lorsqu’il s’apprétait à voyager pour participer à une conférence scientifique, et ce sur la base d’un fausse accusation d’une personne contre laquelle, Atig a intenté des plaintes pour dénigrement et calomnie, et que la justice n’a pas, jusque-là, tranchées ».

L’eau se resserre

Depuis les événements du 25 juillet, le parti Ennahdha fait face à tous les défis. Le parti déjà en implosion est rattrapé par une mauvaise gestion de la première décennie post-révolution, quand il tenait fermement les règnes du pouvoir.

Mais aujourd’hui la donne a changé. Il ne se passe pas un jour sans que l’on entende parler d’une arrestation d’un leader d’Ennahdha où d’une affaire de justice dans laquelle le parti serait impliqué. On rappelle en effet que Rached Ghannouchi, Noureddine Bhiri, Ali Laarayedh, Sahbi Atig sont en prison, sans évoquer les autres dirigeants peu connus par le grand public. Comment le parti compte-t-il sortir du gouffre ? Ennahdha peut-il dépasser tous ces problèmes et éviter le pire ?

En tout cas, pour les observateurs de la scène nationale, le parti Ennahdha risque même la dissolution au vu des poursuites judiciaires qui pèsent sur ses dirigeants. On rappelle également que toutes ses réunions et meetings sont interdits par la loi, son siège principal étant également fermé.

Une décennie de mauvaise gestion

Le parti Ennahdha semble payer cher la décennie de mauvaise gestion, ce que le président de la République appelle une décennie noire.

Durant cette longue période, le parti a multiplié les faux pas et les mauvaises décisions, chose qui explique également l’effritement de son réservoir électoral. Il faut également mentionner le fait que les alliances contre-nature menées par le parti ont considérablement nui à l’image de ce mouvement islamiste, même aux yeux de ces électeurs.

Autant dire que pour les observateurs de la scène politique tunisienne, le parti connaît l'une des phases les plus sombres de son histoire. Arrestations, divisions internes, pressions, accusations, tout va à l'encore de la stabilité du parti.

D'ores et déjà, avant les événements du 25 juillet, le parti avait connu une période de grande division et le renouvellement du mandat de Ghannouchi à la tête du parti était contesté.

Mais pour d'autres, le parti a toujours su dépasser ces périodes de turbulence et pourrait se repositionner au-devant de la scène politique, mais il semble que cette fois-ci la situation est tout autre et le parti risque en effet gros.

مقالات باللغة العربية



Noonpost.com
08-05-2023

سقوط سعيد حتمي.. كيف نساعد التونسيين في الدفاع عن ديمقراطيتهم؟
بالتدريج، ثم بشكل فجائي؛ أصبح مصير الرئيس التونسي قيس سعيد محدد بالفعل: رحيله من رئاسة الدولة أمر حتمي، وكذلك الفوضى التي سيحدثها فشله، وواجب الأوروبيين الآن هو العمل للحد من الضرر الذي يحدثه عندما يسقط، ويجب عليهم التأكد من أن تونس يمكن أن تنتقل إلى شيء أفضل بمجرد رحيله.

في الأشهر الأخيرة، اعتقلت السلطات التونسية عشرات القادة السياسيين ونشطاء المجتمع المدني ورجال الأعمال والقضاء والشخصيات الإعلامية بأمر من الرئيس، وتمثل حملة الاعتقالات هذه تصعيدياً كبيراً في استيلاء سعيد على البلاد بعد أن علق البرلمان متصرف عام 2021، ثم حل لاحقاً.

منذ أن استولى على السيطرة الكاملة، اعتمد سعيد على الأجهزة الأمنية والمحاكم العسكرية لإحكام قبضته على السلطة، فيما يجد التونسيون أنفسهم في السجن لانتقادهم الرئيس أو قيامهم بنشاط نقابية أو حتى لقاء مواطنين أجانب لمناقشة مستقبل بلدتهم، لكن جهاز "الانقلاب الذاتي" الخاص به لم يفعل شيئاً للمساعدة في الأمور، وبدلاً من معالجة المشاكل المتعددة التي تواجهها تونس، أمضى الرئيس وقته في إصلاح دستوري غير مجدٍ ولا يفعل الكثير لدعم التونسيين، ويسعى فقط لتوسيع سلطنته.

وإخفاء إخفاقاته؛ يلعب سعيد دور الشعبوي، ويقدم نفسه على أنه ضحية مؤامرة دولية، ويشرح الاضطرابات والاقتصاد المتدحرج على أنهما نتاج سياسات الاستعمار الجديد من الأوروبيين والأمريكيين والخونة المحليين، وكلما ساءت الأمور قدم كبس فداء. فوجّه سعيد أنظاره مؤخراً إلى المهاجرين السود، وحرض على اعتمادات جماعية عليهم من خلال الإشارة إلى مؤامرة جارية لتحويل تونس إلى "دولة أفريقية بحثة"، وهو خط بعيد تماماً عن كتاب نظرية "الاستبدال العظيم".

إذا عملوا معًا الآن، يمكن للاتحاد الأوروبي وشركائه البدء في بناء الخطط اللازمة لحفظ على تونس، حتى مع انهيار قيادتها كلّياً.

توقيت سلسلة الأزمات التي أحدها سعيد لا يمكن أن يكون أسوأ بالنسبة لتونس؛ فقد فشل الاقتصاد في التعافي من كوفيد-19، وتكافح البلاد لاستيراد السلع الضرورية، والتضخم المتضاعف يجعل هذه الأشياء لا يمكن تحملها عند وصولها. وكان الإجراء الحقيقي الوحيد الذي اتخذه سعيد حتى الآن في سنة 2023 هو تعيين وزير داخلية متشدد جديد يلقب بـ"ستلين".

كأكثر جار لتونس؛ ظل الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء فيه صامتين إلى حد كبير رداً على الأحداث في البلد الذي كانوا يأملون في أن يثبت قصة نجاح الانقلابات العربية في 2011. كانت الولايات المتحدة أكثر صراحة؛ لكن الهمسات الدبلوماسية الأخيرة تشير إلى أن واشنطن لن تظل منخرطة في البلاد دون أن يزيد الأوروبيون من دورهم. خيارات الأوروبيين لاتخاذ إجراءات فورية قليلة نسبياً، على الرغم من كونهم أكبر الشركاء التجاريين لتونس وأكبر الداعمين الأجانب للدولة التونسية، والوجهة لهروب الأفراد ورؤوس الأموال التونسية. ومع ذلك، يظل الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء فيه في أفضل وضع لدعم المجتمع المدني التونسي وعناصر الدولة التونسية للنجاة من هجوم سعيد، وتعتبر المساعدة بهذه الطريقة أيضاً ضمن المصالح الأوروبية حيث يتطلع الاتحاد الأوروبي إلى سلاسل التوريد الرئيسية "القريبة من الشاطئ" مثل الطاقة وتعزيز العلاقات مع الجيران، خاصة وأن الصورة الجيوسياسية تزداد ضبابية.

وعلى الرغم من الموقف القاسي؛ فإن الآمال معلقة في بعض العواصم الأوروبية في أن يكون سعيد رجلاً قوياً فعلاً يساعد في إدارة الهجرة ودعم المصالح الأوروبية الأخرى. لكن هذا مضلل؛ إذ يجب أن يكون الهدف النهائي للأوروبيين الآن هو الاستعداد لسقوط سعيد الحتمي والتخطيط لطرق بناء للمضي قدماً في أعقابه. للقيام بذلك؛ ينبغي عليهم: بناء "تحالف من المعنيين" من الشركاء الدوليين من الغرب وعبر الشرق الأوسط وشمال أفريقيا؛ وتحديد طرق للحفاظ على استمرار دعم الحياة المالية في تونس؛ والضغط بقوة من أجل إطلاق سراح السجناء السياسيين للسماح بتطور معارضة عضوية موحدة، وأيضاً أن يستخدموا نفوذهم مع الأجهزة الأمنية التونسية، والتي هي تعكس على نحو متزايد تقل سعيد الوحيد في البلاد.

إذا عملوا معًا الآن، يمكن للاتحاد الأوروبي وشركائه البدء في بناء الخطط اللازمة لحفظ على تونس، حتى مع انهيار قيادتها كلّياً.

من بطل إلى لا شيء

في تموز/يوليو 2021؛ فرض الرئيس التونسي حالة الطوارئ، مستخدماً المادة 80 من دستور البلاد آنذاك لتعليق عمل البرلمان وإقالة رئيس الوزراء. وعلى الرغم من النفعية القوية من الاستبداد الوشيك؛ احتفل العديد من التونسيين؛ حيث عبر عدد كبير من الناس عن استيائهم من فشل الطبقة السياسية في معالجة همومهم اليومية، وأصبح التونسيون

العاديون غاضبين من روایات لا نهاية لها عن الفساد والاحتیال الداخلي بين الأحزاب السياسية، والتي رسمت السنوات السبع التي سبقت انقلاب سعيد. كانت الإدارات الحكومية مليئة بالمعينين السياسيين، مما أدى إلى استئناف البريوفراطيين المحترفين، وخلق خطوط سلطة مشوّشة، وقتل الإنتحاجية حيث تناقضت مكاتب متعددة على المشاريع، وكان العديد من عملوا في الحكومة أو معها يأملون في قيادة وسيطرة أوضح على السياسة والعمل.

قضى سعيد جزءاً كبيراً من قرابة عامين في السيطرة الكاملة مستهلاً مشروعًا سياسياً لإعادة إنشاء النظام الدستوري في تونس، لكن النتيجة خيبة آمال الكثرين. فعندما استولى على السلطة لأول مرة؛ سارع التونسيون والدبلوماسيون المنخرطون سياسياً إلى إعادة قراءة خطابات ونشرات حملته القيمة في محاولة لفهم شكل السياسة المقبلة؛ حيث تشكل الانطباع عن فيلسوف رائف رفض السياسة التمثيلية للديمقراطية المباشرة، وتمسك بقيم محافظه، وجسد العديد من المبادئ الاشتراكية المتمحورة حول السيادة للبيكتوريين القوميين العرب في تقليد جمال عبد الناصر في مصر. لكن تنفيذ أيديولوجيته السياسية - التي يفترض أنها الحلم الذي راه أستاذ القانون الدستوري منذ فترة طويلة - كان مخزيًا، مع تعديلات متعددة مطلوبة للدستور بعد إقراره. باختصار؛ لم تفع إصلاحاته الدستورية سوى القليل لتوضيح الديمقراطية المباشرة ولكنها قدمت الكثير لخلق رؤساء استبدادية. ومن المخيب للأمال بالنسبة للكثيرين الذين رغبوا في العمل معه؛ أن هذه الإصلاحات وأسلوبه في الحكم حتى الآن يظهران القليل من الجوهر بخلاف الاستبداد المطلق (بما في ذلك ازدراء التقويض)، وفهم شيء للمسائل الاقتصادية والإدارية، والتصرف العشوائي والارتباك والتجrog بنظرية المؤامرة.

على مدى الأشهر الـ 18 الماضية، تراجع شعبية الرئيس بشكل مطرد، ودعا سعيد إلى إجراء انتخابات عديدة لأسباب متنوعة لدعم حكمه، لكن قلة من التونسيين يكفون أنفسهم عناء المشاركة في التصويت. وفي الواقع، جذب أحدث انتخابات برلمانية ثانية أقل نسبة مشاركة في الانتخابات الوطنية في أي مكان في العالم منذ عام 1945. ومع ذلك؛ لا يزال سعيد أمّاً نسيبياً في منصبه، فلا يزال العديد من التونسيين يعتبرونه الأفضل على الإطلاق، ويأملون في أن يعالج مشاكل تونس مرة واحدة خالية من قيود البرلمان السابق، وأن يفعل ذلك مع الحفاظ أيضًا على الطابع الديمقراطي للبلاد والحرفيات الشعبية التي يعتز بها التونسيون العاديون.

في الواقع؛ تؤكد استطلاعات الرأي في سنة 2022 أن العديد من التونسيين يشعرون بعدم الانخراط في السياسة لكنهم يعتبرون الاقتصاد والفساد أكبر تحدياتهم. وبعد عقد من الخلل الوظيفي؛ قال 81 بالمائة من التونسيين إنهم لا يثقون على الإطلاق في برلمانهم السابق (وبالتالي، الطبقة السياسية الأوسع)، بينما يوافق أكثر من 75 بالمائة على أنهم لا يهتمون بـ "نوع الحكومة طالما أنها تحل مشاكلهم الاقتصادية"، ويعتقد أكثر من 80 بالمائة أنهم بحاجة إلى قائد "يخالف القواعد إذا لزم الأمر لإنجاز الأمور". لكن المثل الديمقراطي لا تزال شائعة لدى التونسيين، وهو الأمر الذي قد يجعل الحياة صعبة على سعيد: فـ 72 بالمائة يعتبرون الديمقراطية أفضل من الأنظمة الأخرى "على الرغم من مشاكلها"، تؤمن أغلبية كبيرة بأهمية الحرفيات المدرجة في الاستطلاع، مثل حرية الصحافة وحرية المشاركة في الاحتجاج السلمي.

يعد سعيد معروفاً برغبته في التنمّر على الآخرين للخصوص، كما يتضح من حديث مدته 18 دقيقة لموظفي الخدمة المدنية في وزارة الداخلية، عندما حث المسؤولين على تجاهل جميع الإجراءات القانونية الواجبة ومعاملة خصومه كأربابين

مع تلاشي دعم الرئيس؛ يبدو أن الإدراك يتزايد في جميع أنحاء تونس بأنه يفشل في معالجة أزمات البلاد مع تجريد من الحرفيات الأساسية للشعب، وهذا يشكّل تحدياً كبيراً لسعيد، وذلك نظراً لأن النظام السياسي الذي أنشأه ينفصل رسميًا عن النظام القديم، فلن يكون قادرًا بعد الآن على لوم الآخرين بشكل مقنع على إخفاقاته، كما أنه يخاطر بفضح شخصيته الحقيقة. وأصبح النقد الشعبي لسعيد أكثر وضوحاً بالفعل؛ بعد الانتخابات البرلمانية في كانون الثاني/يناير 2023، خرجت ظاهرة ضخمة واجهتها الشرطة بخراطيم المياه، على طول شارع بورقيبة، الطريق الرئيسي في تونس، وهو موقع مفعم برموز ثورة 2011.

حاول سعيد صرف الانتباه عن الاضطرابات والإقبال المحرج على الانتخابات هذا العام من خلال اعتقال نشطاء المجتمع المدني البارزين والقضاة والسياسيين وغيرهم؛ حيث يبدو أن هذه هي طريقة في استعادة صورته القوية، حتى أن بعض المعتقلين توقعوا أن يحدث هذا بمجرد انتهاء الانتخابات وأن يشعر سعيد بحرية أكبر في التعبير عن غرائزه الاستبدادية مع وجود نظامه السياسي في مكانه بالكامل. ومن بين المعتقلين شخصيات إعلامية شهيرة مثل نور الدين بوطار، مدير أكبر منفذ إخباري مستقل في تونس، وشخصيات تجارية وسياسية بارزة. ومن بين هؤلاء أيضًا خيام التركي، الذي التقى بدبلوماسيين أجانب وسياسيين تونسيين لمحاولة بناء توافق سياسي وتطوير أفكار لعكس اتجاه الانحدار التونسي.

في أعقاب ثورة 2011؛ كان المجتمع المدني المزدهر في تونس هو أول تعبير شعبي عن الحرفيات الجديدة، ومع توقف التحول الديمقراطي في تونس، أصبح المجتمع المدني وسيلة مهمة لتمثيل الآراء الشعبية التي أصبحت مهمشة من قبل الطبقة السياسية المهيمنة بأنفسها بشكل متزايد. على سبيل المثال؛ توافت الأحزاب السياسية عن تنفيذ عناصر التحرر الرئيسية في الدستور، مثل تشكيل لجان للتحقيق في الفساد أو إنشاء محكمة دستورية. وبهذه الطريقة؛ أصبح المجتمع المدني المنتمي الوحيد للمواطنين المحررمين لمحاولات تنظيم آليات المراقبة والمساءلة، وتنظيم مقاومة القوانين الخطيرة مثل قانون مكافحة الإرهاب لعام 2015، أو مناقشة حلول لقضايا مثل الفساد التي لم تعد لهم طقة السياسيين بمجرد أن أصبحوا في السلطة. نتيجةً لذلك؛ في السنوات التي سبقت وصول سعيد إلى السلطة، انقلب القادة السياسيون على منتقدي المجتمع المدني في تجسيد للحديث المزدوج عن نظام ديمقراطي معلن ذاتياً بدا أنه يقدر الحرفيات الديمقراطية أقل من المواطنين العاديون.

وبالتالي؛ فإن شخصاً سياسياً أكثر ذكاءً من سعيد كان سيعرف بالمجتمع المدني باعتباره وسيلة مهمة يمكن من خلالها للرئيس وفريقه التفادي الصغير زيادة انتشارهم وتعزيز قدرتهم السياسية، ولكن بدلاً من ذلك؛ وجد المجتمع المدني نفسه في ظل حكمه أكثر تهميشاً واضطهاداً. وحتى المنظمات غير الحكومية الأكثر نفوذاً، مثل النقابة العامة

التونسية، تتعرض الأن للهجوم بعد تدهور العلاقة بين أمينها العام والرئاسة، كما تم اعتقال أنيس الكعبي، رئيس فرع الطرق السريعة في الاتحاد العام التونسي للشغل، **مؤخراً** في منزله بسبب تنظيمه إضراباً لعمال كشك الرسوم. ويعتبر سعيد معروفاً برغبته في التنمّر على الآخرين للخضوع، كما يتضح من **حديث** مدته 18 دقيقة لموظفي الخدمة المدنية في وزارة الداخلية تمّ به على فيس بوك في شباط/فبراير 2023، عندما حثّ المسؤولين على تجاهل جميع الإجراءات القانونية الواجبة ومعاملة خصوصه كأهالي.

قصة عكاشة هي حكاية مفيدة تعكس تجربة الكثرين الذين اعتقدوا أن الرئيس يشاركون هدفهم المتمثل في دولة تدار بشكل جيد، ليجدوا أنفسهم يتعرضون للخيانة والعقاب بدلاً من ذلك.

تولد حرب سعيد على المجتمع المدني مشاكل أكبر من مجرد فقدان القدرة على الاستقادة من مواهبه؛ فهي تولد الأضطرابات في البلاد وتتشلّل القدرة على تشكيل تحالفات يمكن أن تعمل لمعالجة العديد من الأزمات التي تواجهها تونس. على سبيل المثال، يؤثر صراع سعيد المتتصاعد مع الاتحاد العام التونسي للشغل وأخرين بشكل مباشر على قدرة الدولة على الحصول على قرض تستدّد الحاجة إليه من صندوق النقد الدولي، حيث إن التعاون النقابي أمر بالغ الأهمية في تنفيذ أي من الإصلاحات المطلوبة.

إلى جانب أعمال القمع التي قام بها، ركز سعيد على صنع السياسات في مكتب الرئاسة في قرطاج، وربما يكون قد نجح في طرد المعينين السياسيين من الوزارات الحكومية، لكن هذه الخطوة المركزية لم تؤدِّ إلى خلق شكل جديد من الجمود، وفيما يتعلق بأهم أسلمة اليوم وكيفية معالجتها، يسود الصمت الآن.

في الواقع، استغرق سعيد شهوراً حتى لتعيين حكومة. وعندما فعل ذلك أخيراً، بدا أنه غير متمنٍ ولا يعتمد عليه في التوجيه والسلطة، وترك هذا الأمر رئيسة الوزراء الجديدة، نجلاء بودن، في موقف صعب يتمثل في العمل في نفس الوقت كواجهة للإدارة بينما تكون عاجزة بشكل فعال عن التصرف، على الرغم من أنها غالباً ما تثير إعجاب أولئك الذين تصادفهم بنهجها المدروس لمشاكل تونس.

أدى فريق سعيد الصغير المرهق وأسلوبه الشخصي الذي لا يرحم إلى **خسارة حلفاء** وكوادر من السياسيين والتكتوقراط الذين كانوا في السابق مفتاحين على الأقل على إمكانية العمل معه. وقد أدى ذلك إلى استقالات من دائرة المقربة، والأكثر إثارة المتعلق برئيسة الأركان السابقة ومستشارته الرئيسية نادية عكاشة. وبصفتها "ملازم" موثوق بها منذ فترة طويلة، ترددت ساعات عن أن عكاشة كانت واحدة من مهندسي انقلابه، لكنها استقالت بعد ستة أشهر فقط بعد ذلك بسبب **"خلافات جوهيرية"** حول مصالح تونس الأسمى". بعد بضعة أشهر، ظهرت رسائل صوتية مسربة منسوبة إلى عكاشة احتوت على مزاعم مروعة حول صحة الرئيس العقلية وحالة إدارته، وعلى الرغم من نفي أنها صاحبة الصوت المسموع في التسريبات، إلا أنه قد **حكم** عليها مؤخراً بالسجن 14 شهراً غيارياً.

قصة عكاشة هي حكاية مفيدة تعكس تجربة الكثرين الذين اعتقدوا أن الرئيس يشاركون هدفهم المتمثل في دولة تدار بشكل جيد، ليجدوا أنفسهم يتعرضون للخيانة والعقاب بدلاً من ذلك. بشكل حاسم، يبدو أن سمات سعيد السلبية تزداد سوءاً، وأن تونس في道امة من الانحدار وستستمر مشاكلها السياسية والاجتماعية والاقتصادية في التدهور منذ أن تولى سعيد الحكم، وهو بالكاد ليس بحکم.

سعيد وبناته الاقتصادية الموقنة

يتم الكشف عن القيود العميقية لشكل الحكم الشخصي الذي لا يمكن التنبؤ به وغير الواعي من خلال إجراءات سعيد غير الملائمة في مجال الاقتصاد، فقد يكون الفساد وسوء الإدارة المرتبطين بـ كوفيد-19 فضائلاً استغلها سعيد للإطاحة بالنظام القديم، لكنه فشل في التعامل مع الإرث الاقتصادي للوباء. ففي سنة 2020، سجلت تونس أكبر ركود في تاريخها، مع انكماس **نسبة 8.7 بالمائة**. هدأت الآثار في العام التالي، لكن الانتعاش لم يبدأ حقاً حيث بلغ النمو في ذلك العام **3.3 بالمائة فقط**.

خلال 2022 - أول عام كامل له في السيطرة الكاملة - انخفض نمو الناتج المحلي الإجمالي الحقيقي إلى 2.2 بالمائة، وتسبب الغزو الروسي الشامل لأوكرانيا في ارتفاعات تضخمية في جميع الأسواق العالمية، مما أدى إلى ارتفاع أسعار المستهلك التونسي **نسبة 10.4 بالمائة** بحلول شباط/فبراير 2023. مع معدل البطالة الرسمي بنسبة 15 بالمائة - على الرغم من اعتباره عموماً أسوأ بكثير مما تشير إليه الأرقام الرسمية - فإن هذه الديناميكيات تدمّر مستويات المعيشة التونسية. ومنذ 2022، بدأت السلع الأساسية مثل السكر والأرز والزيت النباتي تختفي من الرفوف. وساهم ذلك في اندلاع احتجاجات متفرقة قرب نهاية 2022، مع صرخات مألهفة من الحقبة الثورية "العمل والحرية والكرامة" في الشارع، قبل أن يعمّها الغاز المسيل للدموع.

كان ينبغي على الرئيس أن يجعل من المصاعب الاقتصادية العميقة في تونس أولويته، لكنه بدلاً من ذلك ظل يركز على صياغة دستوره الجديد. كان الرد الذي أرسله هو اتهام تجار الجملة المحليين بـ "**المضاربة**" من خلال تخزين البضائع، وأمر وزير الداخلية بقمع القطاع. أدت هذه الهجمات إلى **نتائج عكسية**؛ حيث توقف التجار التونسيون عن التخزين للتعامل مع الطلب الموسمى، مما أدى إلى تفاقم النقص، مثل نقص إمدادات المياه المعابة خلال الصيف. على أي حال، فإن اللوم يقع أقرب إلى الوطن: يتم دعم واستيراد العديد من السلع النادرة من قبل الدولة، **يشكوا** التجار بانتظام من أنها محتجزة في الميناء أو على متن سفن النقل في انتظار وصول مدفوعات الدولة.

تعاني تونس من مشاكل اقتصادية هيكلية أعمق إلى جانب هذه القضايا العاجلة، مثل اقتصاد الظل الذي **يقدر** أنه يشكل 53 في المائة من الناتج المحلي الإجمالي في 2021. لكن أحدث دوامة للبلاد مدفوعة بشكل مباشر بمزيج من نقص النقد الأجنبي والقطاع الخاص غير قادر على تعزيز النمو.

وتوصل صندوق النقد الدولي إلى استنتاجات مماثلة، و**عرض** ضخ السيولة التي تشتد الحاجة إليها مقابل إصلاحات معالجة عجز الحساب الجاري لتونس، والذي بلغ في كانون الأول/ديسمبر 2022، **8.6 بالمائة** من الناتج المحلي الإجمالي. ويشمل ذلك إصلاحات مثيرة للجدل لخفض الإنفاق الحكومي، مثل خفض فاتورة الأجور واستبدال الدعم بالتحويلات المباشرة إلى الفئات الضعيفة، فضلاً عن الإجراءات التي تستهدف القطاع الخاص، مثل إصلاح

الشركات المملوكة للدولة، وتنفيذ إصلاحات سهلة في مجال الأعمال، والاستثمار في مصادر الطاقة المتجددة وزيادة الشفافية، والمطالب متازع عليها ومثيرة للجدل داخل المجتمع التونسي ورأي الخبراء.

ومع ذلك، فإن المشكلة الرئيسية التي تواجهه سعيد هي الافتقار إلى الاقتناع بين الشركاء الدوليين الرئيسيين بأنه سيتابع مثل هذا البرنامج؛ فقد طالب صندوق النقد الدولي **بإجراءات التقى** ليؤكد لنفسه أن الإرادة السياسية والقدرة موجودة لأربع سنوات من الإصلاحات الصعبة، وكانت عملية مناقشة الإصلاحات جارية بالفعل مع صندوق النقد الدولي قبل الحكم الذاتي لسعيد، ولكن منذ أن استولى على السلطة؛ غالباً ما يتسرّع أولئك الذين يعملون على صنفية صندوق النقد الدولي على عدم قدرة الرئيس على الالتزام على الرغم من عدم وجود طريقة أخرى واضحة للمضي قدماً في البلاد، كما أنهم يأسفون لميله للاعتماد على نظريات مؤامرة ضحلة لا أساس لها حول "استعادة" المال التونسي. فشل سعيد في الإلقاء بأي تصريح علني لصالح المضي في الصفة، ولقد **راوغ** - على ما يبدو - ووافق على ذلك ذات يوم، ثم هاجم صندوق النقد الدولي باعتباره مفترساً في اليوم التالي، و**اقتصر** أن أصدقاء الآثرياء (دول الخليج العربية) سوف ينذونه.

هذه السلسلة من الأحداث المؤسفة هي نموذجية لاعتماد سعيد على العاطفة عند الحكم، فلا تزال قطاعات كاملة من السياسة العامة الحيوية، مثل الإصلاح الاقتصادي، دون معالجة، ويتجسد أسلوب حكمه في التردد والمرأوغة، ثم يحيل الأمور إلى رئيس وزرائه، الذي من المرجح أن يحافظ على الإنكار المعقول. الاتفاق مع صندوق النقد الدولي جاهز الآن للتوقيع السياسي، لكن **عدم رغبة** سعيد في إعطاء التزام صارم ببرنامج الإصلاح يمنع تونس من الحصول على القرض.

كأقرب قوة كبرى في تونس، يقع على عاتق الاتحاد الأوروبي مسؤولية دعم الشعب التونسي في لحظة حاجته الحالية.

سعيد ليس بمنأى تماماً عن فكرة بناء تحالفات لإنجاز الأمور، ففي العام الماضي؛ دخل في محادثات مع النقابات العمالية ومنظمات الأعمال، توجت باتفاق تم التوصل إليه في 12 آب/أغسطس 2022 بشأن "عقد اجتماعي" لدعم الإصلاحات ومفاوضات صندوق النقد الدولي. في 14 أيلول/سبتمبر، أشار **اتفاق** مع الاتحاد العام التونسي للشغل لتحديد زيادات أجور القطاع العام إلى أن هذا النهج كان يوتي ثماره. ولكن بعد أسبوع قليلة، انهارت العلاقة، وبحسب ما ورد **قدمت** الحكومة هذه الاتفاقيات المحددة كصفقة شاملة، وفي 16 تشرين الأول/أكتوبر تم الإعلان عن الاتفاقية مع صندوق النقد الدولي. لكن الأمين العام للاتحاد العام التونسي للشغل، نور الدين الطبوبي، هدد بعد ذلك عناً بالإضراب، بحجة أن العديد من القضايا الرئيسية لا تزال دون حل.

تدهرت العلاقات منذ ذلك الوقت، حيث اتّخذ الطبوبي موقفاً قوياً ضد الانتخابات البرلمانية في كانون الأول/ديسمبر، وأصفّ الرئيس بأنه **نهيّد للديمقراطية**. (كان الطبوبي سابقاً غير مبالٍ بالبرنامج السياسي للرئيس، إن لم يكن داعماً له). بحلول أوّل آخر كانون الأول/ديسمبر، أصدر سعيد قانون المالية لسنة 2023 من خلال **مرسوم**، والذي يتضمّن أحكاماً أساسية لسن إصلاحات صندوق النقد الدولي لرفع الفاude الضريبية في تونس وتقليل عجز الميزانية.. ولكن بدلاً من طمأنة صندوق النقد الدولي، فإن الافتقار إلى التزام سياسي أوسع، واستخدام المرسوم العدائي ضد **أصحاب** المصلحة الاقتصادية الرئيسيين، يعني أن الثقة الدولية في قدرة تونس على تنفيذ هذه الإصلاحات لا تزال ضعيفة. في غضون ذلك، استمرت معركة سعيد مع الاتحاد العام التونسي للشغل، وتبع ذلك أيام أخرى من الإضرابات للاحتجاج على "**تمهيد الحكومة للشركات العامة**" في صفقة صندوق النقد الدولي. ولم يحدد مجلس إدارة صندوق النقد الدولي حتى موعداً للتصويت على الإفراج عن الأموال.

هناك أيضاً مسألة خطيرة تتعلق بالدعم الأجنبي الأوسع أو بالأحرى النقص فيه؛ حيث سيقدم صندوق النقد الدولي حوالي 1.9 مليار دولار فقط ويتوقع أن يقوم الآخرون بسد الفجوة، وبينما كان من **المتوقع** في البداية أن يقوم تحالف دول مجلس التعاون الخليجي بذلك، ولكن يبدو أنهم تراجعوا. وكل هذا يضع الكراة بقوة في ملعب الأوروبيين لتلبية هذا الشرط الرئيسي للصفقة، ومع ذلك - خلال هذه الفترة - تسبّبت المشاكل الاقتصادية في البلاد في انخفاض تصنيفها الائتماني. بشكل ملحوظ، إذا هبطت تونس إلى أدنى تصنيف ائتماني، فإن اللوائح الداخلية تعني أن العديد من الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي لن تكون قادرة على الإفراج عن المزيد من القروض. هذا الوضع، إلى جانب الصعوبة العامة في العمل مع الرئيس، يعيّد بالفعل توصيل أطر الدعم من الولايات المتحدة، فإذا تركت المساعدات المالية لتونس دون ردّ، فستستمر في الخروج من المساعدات التنموية إلى **المساعدات الإنسانية**، وهذا تغيير هيكلّي له تداعيات على مقدار ما يمكن أن تحصل عليه تونس (بالنظر إلى العديد من الحالات الأخرى للبلدان المحتاجة في جميع أنحاء العالم) وكيف يتم تسليم هذه الأموال.

كأقرب قوة كبرى في تونس، يقع على عاتق الاتحاد الأوروبي مسؤولية دعم الشعب التونسي في لحظة حاجته الحالية. يجب أن تبدأ الكلمة في وضع الهيكل لمساعدة اقتصاد الدولة والمجتمع - مهما استمرت الفترة المضطربة لحكم سعيد.

قلق واهتمام الأوروبيين

يستثمر الاتحاد الأوروبي بعمق في إضفاء الطابع الديمقراطي على تونس، فقد **تلقى** الدولة 1.9 مليار يورو في شكل منح و800 مليون يورو آخر في شكل قروض من الاتحاد الأوروبي منذ سنة 2011، مما يجعلها المنافي الرئيسي لدعم الاتحاد الأوروبي للفرد في أي مكان في العالم.

كان هذا الاستثمار دليلاً واضحاً على القيم الأوروبية في العمل ومثّل محاولة لإنشاء سابقة لآخرين في منطقة تونس ليتبعوها كنموذج للتحول الإيجابي. علاوة على ذلك، كان جزءاً من جهد منسق إن لم يكن واعياً تماماً لتوسيع الفوز الأوروبي عبر البحر الأبيض المتوسط على أمل خلق بيئة بيرورقاطية واقتصادية متوافقة يمكن أن تتفاعل بسهولة مع السوق الموحدة للاتحاد الأوروبي. على هذا النحو، **سرعان** ما حصلت تونس على وضع شراكة متميّز، وتم الإسراع بإبرام اتفاقية تجارة حرة مع الاتحاد الأوروبي، وأبرمت شراكات مختلفة مع مؤسسات مختلفة تقدم "المزيد

<p>والمزيد" من المساعدة الفنية والمالية، لكن في النهاية؛ أثبتت هذه الجهود أنها غير فعالة إلى حد كبير في مواجهة عدم الاستقرار الداخلي في تونس وعجز الأوروبيين عن التعامل مع محركات الركود في البلاد.</p> <p>في الآونة الأخيرة؛ كان الأوروبيون معروفين بغيرتهم النسبية عن الأعمال الدرامية التي أثارها سعيد منذ استيلائه على السلطة، فلم يقم أي مسؤول أوروبي كبير بزيارة تونس إلا بعد شهور من الانقلاب. وعلى النقيض من ذلك؛ ردت الولايات المتحدة بقوة على هجوم سعيد على الديمقراطية؛ حيث سافر وفد من الكونغرس إلى تونس في أيلول/سبتمبر 2021، وأصدرت واشنطن بيانات تختلف قوتها مع تحفظ الأوروبيين وتناقصهم، وعملت الولايات المتحدة وراء الكواليس لتشجيع سعيد على تعديل مساره وسعت إلى حشد ضغط متعدد الأطراف على البلاد للعودة إلى دستورها السابق. لكن الولايات المتحدة تفكر الآن في فك ارتباطها بتونس وستعمل ذلك على الأرجح ما لم يوضح الأوروبيون مدى أهمية البلد بالنسبة لهم ويقدمون مساهمتهم الخاصة.</p> <p>كالعادة؛أدته المواقف المتباعدة للأوروبيين إلى الحد من فعاليتهم، فلا تنظر الدول الأعضاء في شمال الاتحاد الأوروبي عموماً إلى تونس كأولوية في السياسة الخارجية، وبينما ظلت الدول الأعضاء الجنوبية حتى وقت قريب داعمة بهدوء لسعيد، مذيلة للانطباع بشعبية. كان الكثير يأملون سراً في أن يتمكن هذا الرجل القوي من تحقيق الاستقرار في المشهد ومساعدتهم على تأمين المصالح الرئيسية، سواء كانت اقتصادية أو سياسية أو تتعلق بالهجرة. كان البرلمان الأوروبي أكثر صوتاً في الدعوة إلى حماية الديمقراطية التونسية، ولكن إلى حد أنه يأتي بنتائج عكسية></p> <p>حيث وصف أحد أعضاء البرلمان الأوروبي سعيد "بالنوح" في لجنة الشؤون الخارجية. ومع ذلك، مع تدهور الوضع داخل تونس، واتضح دور الرئيس في إثارة الأضطرابات ودفع الخراب الاقتصادي، نمت مجموعة مشتركة من القلق، والتي كان الأوروبيون يعلمون مرة أخرى، بهدوء على معاجلتها. وقدمت الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي مئات الملايين من اليورو كمساعدة للميزانية لدعم الاقتصاد التونسي، بينما تعمل عبر مؤسسات مثل لجنة البندقة التابعة لمجلس أوروبا للضغط من أجل معايير ديمقراطية أعلى.</p> <p>على الرغم من استجابة الأوروبيين الصامدة نسبياً، هاجمهم سعيد باعتبارهم متطرفين ينتهكون السيادة التونسية، وهذه حيلة شعبوية تجد بعض الصدى بين عامة التونسيين ويحظى الأوروبيون حساسين تجاهها، وحربيين على تجنب مثل هذه الاتهامات، على عكس الولايات المتحدة التي دافعت علناً عن هذه التهمة، كما أنه يغازل الصين وروسيا كشريكين بديلين محتملين.</p>
<p>ومع ذلك؛ فإن شبكة المصالح بين تونس وأوروبا تخلف ضرورات مشتركة تربطهما معاً. على سبيل المثال؛ الرابط الأقصى بين تونس وأوروبا هو العدد المتزايد بسرعة من المهاجرين غير الشرعيين الذين يعودون من تونس إما عبر البحر الأبيض المتوسط عبر إيطاليا أو عبر البلقان، والتي على الرغم من تأكيداته لإيطاليا، فشل سعيد في إيقاف هذا الاتجاه، في حين كانون الثاني/يناير وأيلول/سبتمبر 2022؛ وصل 13700 تونسي إلى الساحل الإيطالي - بزيادة قدرها 18 بالمائة على أساس سنوي. هذا حتى مع قيام البحرية التونسية باعتراض 23217 مهاجراً محتملاً، فيما جعلت الحكومة اليمينية في إيطاليا الهجرة أولوية رئيسية في السياسة الخارجية، والتي من المحتمل أن تنتهي عن اتخاذ موقف أكثر حزماً ضد الانزلاق غير الديمقراطي في تونس؛ حيث وقعت إيطاليا اتفاقاً معززاً مع ليبيا المجاورة وعرضت تسهيل المزيد من الهجرة القانونية لتحفيز تقلص الطرق غير النظامية خلال رحلة على المستوى الوزاري مؤخراً إلى تونس. كما تدخل الاتحاد الأوروبي للمساعدة في إغلاق طريق البلقان بالضغط على صربيا لإنها السفر بدون تأشيرة للتونسيين. إن دوافع الهجرة من تونس عديدة ومتنوعة، لكن سوق العمل والوضع الاقتصادي الكساد في البلاد يعني أن العديد من الشباب التونسي يواصلون المغادرة.</p>
<p>بالنسبة للأوروبيين، يعتبر الاستقرار والنمو الاقتصادي في تونس من الاهتمامات الرئيسية على المدى المتوسط والطويل إذا أرادوا حل أزمة الهجرة الحالية والانتقال في نهاية المطاف إلى وضع يبدأ فيه كل من التونسيين ورأس المال بالتراجع. كما تمنى المصالح الأوروبية لتشمل القضايا الأمنية الحساسة ومسألة الاستقرار الإقليمي.</p>
<p>تخلق فترة طويلة من الصراع في تونس سبلاً للقوى الإقليمية للتاثير على الفاعلين المحليين أو أجنداتهم، مما يحول البلاد إلى ساحة جديدة للمنافسة. إن دور مصر المشاع بقوه في تسهيلقيادة الذاتية لسعيد هو مثال على ذلك، وقد ينذر تأثير الرئيس المصري عبد الفتاح السيسي على سعيد بظهور ديناميكية على النمط الليبي للقوى الإقليمية التي تؤثر بشكل مدمر على اللاعبين السياسيين المحليين. وقد يتسبب ذلك في احتكاك مع الجارتين الجزائر وليبيا و يؤدي إلى بحث خصوم مصر الجيوسياسيين عن حلفاء سياسيين خاصين بهم داخل تونس.</p>
<p>كانت تونس أيضاً مصدراً رئيسياً للمقاتلين الأجانب للحركات الجهادية في جميع أنحاء الشرق الأوسط وشمال إفريقيا. لذلك، هناك احتمال مقلق بالنسبة للمعسكرات والجماعات السياسية المحلية الأكثر تطرفاً في تونس لمحاولة استئصال أي نضال مطول ضد سعيد. بعد سنة 2011، اختلفت هذه الجماعات مع حزب النهضة الإسلامي الديمقراطي، المتحالف مع عناصر من النظام السابق. لقد انتقدوا تبني النهضة لسياسة الإجماع. هذه الحركات متقدمة بعمق في الجنوب التونسي، وتشعر بأن اضطهاد النظام السعيد لحركة النهضة قد ثبتت صحتها. يمكن لأي قتال طويل الأمد بين أجهزة أمن الدولة والسكان في المناطق الجنوبية والشرقية في تونس أن يتحول إلى صراع يشمل الجهات المنطرفة أو الجهاديين العائدين، الذين سيسعون إلى وضع أنفسهم في معركة وجودية مع دولة قمعية.</p>
<p>من الموضوعات الفورية للغاية التي تحظى باهتمام استراتيجي قصير الأمد بالنسبة للاتحاد الأوروبي موضوع يقترب من كونه مسألة تتعلق بالأمن القومي: الحفاظ على خط أنابيب عبر البحر الأبيض المتوسط لتصدير الغاز الطبيعي من الجزائر إلى إيطاليا عبر تونس؛ فقد يؤدي عدم الاستقرار السياسي في تونس أو العلاقات السيئة مع الاتحاد الأوروبي إلى تعريض التشغيل السلس لخط الأنابيب للخطر. وأنه بستة تصصل إلى 33.5 مليار متر مكعب؛ وهذا الخط عنصر أساسي في المحاولات الأوروبية لتتوسيع إمدادات الغاز في أعقاب الغزو الروسي الشامل لأكرانيا. كما أنه من الضروري تحقيق آمال الاتحاد الأوروبي بالجزائر في زيادة مبيعات الغاز إلى أوروبا خلال السنوات المقبلة، كما أن قرب تونس الجغرافي من إيطاليا يجعلها موقعًا محتملاً لخطط الطاقة الخضراء، على سبيل المثال لتحويل حرارة الصحراء التونسية إلى كهرباء يمكن تصديرها إلى أوروبا.</p>

وفي الواقع، أعاد الغزو الروسي لأوكرانيا وأثاره غير المباشرة تنشيط المحادثات الأوروبية حول "الاقرابة" من الصناعات الرئيسية والتصنيع بشكل عام، ففي حين أن بلدانًا مثل تركيا والمغرب هي المستفيد الإقليمي الأساسي حتى الآن، فإن تونس لديها إمكانات غير عادية لتصبح حلقة رئيسية في شبكة العلاقات العالمية المنظورة للاتحاد الأوروبي. فهناك الموقع الجغرافي للبلد، وشباب كثير منه يمتلك مؤهلات التعليم العالي في القطاعات الرئيسية مثل التجارة الأخيرة بين تونس والمملكة المتحدة، وإمام القوى العاملة بالمعايير الأوروبية، وهذا كلّه يجعلها شريكاً جذاباً، كما تعزز اتفاقية تكنولوجيا المعلومات، والإمام القوى العاملة بالمعايير الأوروبية، وهذا كلّه يجعلها شريكاً جذاباً، كما تعزز اتفاقية الاستقرار السياسي في تونس وعدم الاتساق البيروقراطي، وكلاهما فاقمه سعيد، يقوض تحقيق مثل هذه الأمال، لكن إمكانات البلاد الهائلة لا تزال قائمة.

بشكل حاسم؛ أدى التداعيات الجيوسياسية للحرب الروسية في أوكرانيا إلى تصعيد التناقض بين القوى الخارجية وزيادة المخاوف الأوروبية بشأن الأنشطة الروسية في شمال إفريقيا. وفي حين أن مجموعة "فاغنر" الروسية متربعة في ليبيا منذ فترة طويلة، والتي تستخدمها كمنصة انتلاق لأنشطة في إفريقيا جنوب الصحراء؛ تنتشر الشائعات بأن سفارة روسيا في تونس قد تمت ترقيتها مؤخراً إلى مقر إقليمي لمديرية المخابرات الروسية الرئيسية. منذ استيلاء سعيد على السلطة، كانت الدبلوماسية الروسية منشغلة في تعزيز العلاقات مع السلطات التونسية، كما أن لروسيا علاقات جيدة طويلة الأمد مع مصر والجزائر. لذلك تحافظ موسكو بالقدرة على التأثير في التطورات في تونس من خلال وسائل متعددة.

إن الاحتفاظ بهمّتهم الجيوسياسية في هذا السياق ليس مهمّة مستحيلة بالنسبة للأوروبيين. إن الأداء العسكري الضعيف لروسيا في أوكرانيا والجهود غير المجدية لتبرير وجودها في المنتديات المتعددة الأطراف يضر بسمعتها. هذا هو الأهم في الجزائر التي تتطلع الآن إلى تقليل اعتمادها العسكري على روسيا وتحديد نطاق تحالفات جديدة محتملة. قد تكون الجهود المبذولة لتحقيق الاستقرار في تونس واقتصادها بمثابة المصلحة المشتركة التي يمكن أن يبدأ الاتحاد الأوروبي والجزائر بناءً عليها في بناء علاقة أفضل، مع إمكانية القيام بمزيد من الأنشطة المشتركة. علاوة على ذلك؛ في حين أن تهديدات سعيد باستبدال أوروبا بالصين أو روسيا خالية - حيث لن يكون أي منها على استعداد لتحمل العبء الاقتصادي لتونس - ستراقب القوى المتنافسة عن كثب ما يفعله الاتحاد الأوروبي في جواره الجنوبي ومدى نجاحه في إبراز نفوذه هناك. على هذا النحو، ترتبط سمعة الأوروبيين وحماية مصالحهم ارتباطاً وثيقاً باستقرار تونس وتحولها، لا سيما بالنظر إلى استثماراتهم العميقية على مدى العقد الماضي.

بالإضافة إلى العمل الوثيق مع الولايات المتحدة؛ سيكون الأوروبيون أكثر نجاحاً في هذا المسعى إذا سعوا أيضاً إلى العمل مع شركاء آخرين لدعم تونس. منذ الحكم الاستبدادي لسعيد؛ رأى القوى المجاورة مثل مصر ودول الخليج العربية أن سعيد هو انتصارها النهائي على وعد الانقضاضات العربية بارساد الديمقراطية. بشكل عام، تدعم الأنظمة الاستبدادية في الشرق الأوسط وشمال إفريقيا سعيد، بينما يضغط الاتحاد الأوروبي والولايات المتحدة، إما بهدوء أو بصوت أعلى، من أجل العودة إلى المعايير الديمقراطية. على الرغم من ذلك، فإن العمل مع اللاعبين الإقليميين الرئيسيين لوقف انتلاق تونس يظل فرصة للأوروبيين لتحسين مجموعة علاقاتهم الأوسع. حتى الأنظمة الاستبدادية الإقليمية تستثمر في الاستقرار التونسي، خوفاً من العدوى المحتللة إذا استمرت تونس في التدهور. علاوة على ذلك، تندوذ دول الخليج العربية موقفاً متزايداً كقيادة إقليميين، لأن المساعدة في إدارة قضية مثل تونس دبلوماسياً تمثل المنصة المثالية لها لإثبات هذه المزاعم على سكان المنطقة والعالم بأسره.

هناك نقاط قوة مميزة لكل من التونسيين والأوروبيين للاستفادة منها، وهم يفكرون في كيفية إعادة البلد إلى طريق الديمقراطية. على الرغم من مشاكلها، كانت تونس عاملًا من عوامل الاستقرار في منطقتها، وكانت بمثابة نموذج لسياسة التوافق، والتحولات الديمقراطية، وإدماج المسلمين في الإجراءات الديمقراطية. على مدى العقد الماضي، استوعبت أيضاً آلاف المهاجرين الليبيين وتتجاوزت بذلك تعقيدات السياسة المشتركة بين دول شمال إفريقيا للحفاظ على علاقات جيدة مع جميع البلدان الأخرى في المنطقة (على عكس، الخصومات الموجودة بين مصر والمغرب والجزائر، على سبيل المثال). هذا أكثر أهمية في البيئة الجيوسياسية الأوسع نطاقاً اليوم بشكل خاص. وسط هذا الاضطراب، تظل رؤية الاتحاد الأوروبي المبكرة لمستقبل تونس كدولة شريكية ديمقراطية ومتغيرة اقتصادياً أكثر أهمية من أي وقت مضى. يجب على الأوروبيين التمسك بهذه الرؤية وهم يبتكونون طرقاً جديدة للمساعدة في استقرار البلد.

ما يجب على المجتمع الدولي فعله

يلحق حكم سعيد ضرراً بالغاً بالاستقرار الاجتماعي في تونس، والآفاق الاقتصادية، والحربيات الديمقراطية والثقافة، ويبعد أنه غير قادر على وضع استراتيجية أو اتخاذ قرارات ترقى إلى مستوى الأزمة التي تمر بها البلاد. ويفاقم الرئيس الأمور من خلال تركيز اهتمامه على إسكات المنتقدين وتقويض الحريات الديمقراطية، وهو يفشل في الارتفاع إلى مستوى الحدث على الساحة الدولية من خلال توفير الثقة في قيادته.

يتخلّى سعيد عن فرص كبيرة للعمل عن كثب مع الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء فيه لتحسين آفاق عامة التونسيين ومساعدة البلد على الإزدهار والازدهار حتى في البيئة الجيوسياسية الصعبة الحالية. قبل كل شيء؛ من المؤكد أنه سيتعذر بينما تدور رياح التجمع. هذا أمر مقلق بالنسبة للاتحاد الأوروبي المتدافع لتحديد ما يمكنه فعله للحفاظ على الاستقرار في تونس. ولكن، نظرًا لعناد سعيد وصعوبات التعامل معه، يجب على الأوروبيين توقيع زيادة الاحتجاجات، وتفاقم الاقتصاد، وزيادة قمع سعيد. خلال هذا الوقت، يمكنهم الاستعداد لنهاية اللعبة.

للقیام بذلك، على الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء فيه والأوروبيين الآخرين: بناء "تحالف من المعنيين"، هدفه العمل مع الشركاء في تونس لقليل أثار خروج الرئيس المحظوظ وإعطاء الأولوية لحماية المؤسسات والمجتمع المدني والعناصر الأخرى التي ستحتاجها تونس للتعافي.

حشد "تحالف المعنيين"

في الوقت الذي يدخل فيه سعيد مرحلته الثالثة مع إعادة تشكيل النظام السياسي، في عمق المعارك مع القضاء والمجتمع المدني، وانخراطه في دائرة تنقلص باستمرار من الموالين، سيحتاج الأوروبيون إلى البدء في تحديد الحلفاء الذين يمكنهم المساعدة في التأثير على الرئيس وتحقيق حدة الموقف في نهاية المطاف ينطظم، وهذا يشمل القوى الأخرى في المنطقة، والولايات المتحدة، والأجهزة الأمنية في تونس، كما يجب أن يشتمل التواصل المباشر مع التونسيين بطرق جديدة وسهلة المنال.

تكوين شراكات إقليمية

أقرب شريكين إقليميين لسعيد هما السيسي والرئيس الجزائري عبد المجيد تبون. كما يقيم علاقات وثيقة مع قادة دول الخليج مثل السعودية والإمارات. ونظرًا لطابع هذه الأنظمة فإن نطاق أي شراكة محتملة بينها وبين الاتحاد الأوروبي محدود، على سبيل المثال، لن يكون أحد متخصصاً لاحتلال تحقيق المزيد من الديمقراطية، حيث يمكنهم جميعاً التأثير على سعيد. وللجزائر مصلحة مشتركة في الاستقرار التونسي وقد تحركت بالفعل في الآونة الأخيرة لمحاولة ضمان الهدوء في البلاد. ينبغي على الاتحاد الأوروبي أن يشجع دول الخليج على الاضطلاع بدور بُنَاء في تحقيق الاستقرار وإثبات ادعاءاتهم بأنهم قادة إقليميون.

يجب على الأوروبيين العمل مع هؤلاء الشركاء لمحاولة كبح غرائز سعيد في اللحظات الحاسمة، وصياغة قوات اتصال مفتوحة والحفاظ عليها استعدادًا لمزيد من التدهور في الوضع. إلى جانب ذلك، يمكنهم العمل معًا لتحديد مشاريع مشتركة محددة. على سبيل المثال، يمكن لدول الخليج أن تساعد في إبقاء تونس واقفة على قدميها اليوم في مقابل أن يتتحمل الاتحاد الأوروبي لاحقًا عبئًا ماليًا أكبر في المساهمة في حزمة إصلاح صندوق النقد الدولي في نهاية المطاف. يمكن للجزائر الاستفادة من علاقاتها الجيدة مع مجموعة متعددة من المؤسسات والسياسيين والنقابات التونسية للمساعدة في تحسين العلاقات بين سعيد والآخرين حتى يتمكنوا من دفع خطة الإصلاح الاقتصادي. يجب أن تكون تونس أيضًا موضوعًا بشكل عام في المناقشات رفيعة المستوى مع هذه البلدان، والتي يمكن للأوروبيين من خلالها توسيع حدود علاقتها عمل فعالة للمساعدة في استقرار تونس خلال الأشهر المقبلة.

تعزيز التعاون مع الولايات المتحدة

إلى جانب ذلك، يجب على الأوروبيين العمل على وضع سياسة مشتركة مع الولايات المتحدة للمساعدة في الحفاظ على السلام والهوية الديمقراطية في تونس بطريقة أكثر شمولية. غالباً ما تقوم الولايات المتحدة بدور "الشرطي السيئ"، مما يتيح للأوروبيين مساحة أكبر للمناورة، لكن لا يمكن للأوروبيين ترك واشنطن لفعل كل شيء. بالنظر إلى الانقسامات داخل الاتحاد الأوروبي، والإحجام الأوروبي عن تحدي سعيد، وفك ارتباط الولايات المتحدة المحتمل بتونس، يجب على الأوروبيين توضيح مدى أهمية البلاد بالنسبة لهم ووضع استراتيجية مشتركة.

يجب أن يكون جوهر هذا النهج المشترك هو الضغط الجاد على سعيد بشأن القضايا الرئيسية مثل إعادة تشكيل استقلال القضاء. وسيشمل ذلك أن تكون القضايا المحددة ذات أولوية على جدول أعمال كل اجتماع بين سعيد أو موظفيه ونظرائه من الولايات المتحدة والاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء الرئيسية والشركاء الإقليميين ذوي الصلة.

يجب على الولايات المتحدة والأوروبيين استغلال هذه الفرصة لتوضيح المعايير التي يتوقعون أن تلتزم بها تونس والتحذير من أن الانتهاكات ستتجعل الأمور أكثر صعوبة على الرئيس - على سبيل المثال، عندما يفقد شركاء مثل صندوق النقد الدولي الثقة في الدولة التونسية. في الأيام الأولى لعهد سعيد الاستبدادي، عملت الولايات المتحدة والأوروبيون والجزائر معًا **بنجاح** باستخدام هذا النهج لإقناع الرئيس بإعلان الحكومة ووضع خارطة طريق. يجب على الأوروبيين أن يدركون أن الفشل في القيام بذلك سيعني أن تونس تجعل نفسها غير مؤهلة لبرامج شراكة الاتحاد الأوروبي المرحبة.

العمل مع الأجهزة الأمنية التونسية

لا تزال الولايات المتحدة **مولاً رئيسياً** للجيش التونسي، في حين أن الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء لديهم علاقات وبرامج واسعة مع مختلف الأجهزة الأمنية التونسية، بما في ذلك من خلال الناتو، وهذه هي المصادر الرئيسية للضغط الذي يجب على الأوروبيين استخدامها لمحاولة تحسين الوضع الحالي والتخطيط لانتقال ناجح. وهذا مهم بشكل خاص بالنظر إلى أن الأجهزة الأمنية تلعب دورًا حاسماً في تسهيل حملة سعيد، وهي آخر مؤسسة تونسية لها أي تأثير عليه.

ولهذا يجب على الأوروبيين والأمريكيين أيضًا تنشيط العلاقات على الفور عبر وزارة الداخلية التونسية لتشجيع الالتزام بمعايير الشرطة، فقد يساعد ذلك في ضمان لا تؤدي عمليات الشرطة الفاسدة إلى تحول الاحتجاجات المناهضة لسعيد إلى أعمال شغب وطنية.

ويجب على الولايات المتحدة والأوروبيين العمل عن كثب مع الجيش التونسي للتأثير على سعيد لامتناع عن التحركات التي تولد عدم الاستقرار، لا سيما بالنظر إلى أن آخر المقربين من الرئيس يجدون أنه **رئيس المخابرات العسكرية**، وسيكون هذا أمراً حاسماً حيث من المرجح أن يستمر الرأي العام في التحول ضد سعيد على الرغم من أخطار انتقاده. ويجب على الولايات المتحدة والأوروبيين البدء في التخطيط لأن للضغط على الجيش لامتناع عن القيام بانقلاب أو الاستمرار في تأييد سعيد حتى عندما يصبح موقفه غير مقبول.

وبدلاً من ذلك، ينبغي عليهم محاولة تحفيز الجهات الأمنية القيدية للحفاظ على النظام وتوفير مساحة للمجتمع المدني التونسي للتخطيط لانتقال سلمي إلى انتخابات جديدة. ويمكن القيام بذلك من خلال مزج من سياستي العصا والجزرة؛ فتكون العصا العقوبات وحظر السفر، بما في ذلك التي يتم فرضها بموجب تدابير قانون ماغنتسكي لمسؤوليتهم القيادية في أي انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان؛ وتكون الجزرة الحفاظ على التمويل الأوروبي، وتقديم شراكات أوافق مقابل السلوك المسؤول خلال هذه الفترة الصعبة.

تعزيز التواصل الاستراتيجي مع الجمهورية التونسية

إن التاريخ الاستعماري الأوروبي، وقضايا أخرى مثل معاملة المهاجرين في أوروبا، تجعل أوروبا هدفاً سهلاً لسعيد عندما يزيد صرف انتبه التونسيين عن إخفاقاته، لكن الأوروبيين جعلوا مهمة الرئيس سهلة بالنسبة له من خلال إخفاقهم في إيصال أنشطتهم بشكل فعال للجمهور الأوسع. لمعالجة هذا الأمر؛ ينبغي لوفد الاتحاد الأوروبي إلى تونس، وسفارات الدول الأعضاء، وأحياناً كبار المسؤولين من الدول الأكثر مشاركة مثل فرنسا وإيطاليا وإسبانيا الاستثمار بشكل أكبر في اتصالات وسائل التواصل الاجتماعي والتواصل مع وسائل الإعلام التونسية، ويجب أن يستلزم ذلك أخذ رسائل سعيد حول الاستعمار الجديد من خلال تحديد الطرق التي يرغب الاتحاد الأوروبي من خلالها في مساعدة تونس لتصبح شريكاً متطرراً اقتصادياً.

ويجب على الأوروبيين أن يوضحوا أيضاً أنهم يعملون بجد لإبقاء الاقتصاد التونسي قائماً على قدميه، كما يجب أن تشارك هذه القنوات المعلومات حول الدعم الأوروبي بطرق جذابة وسهلة المنال.

يجب أن يختلف هذا الناتج عن الأشكال التقليدية للاتصال الدبلوماسي، ويجب على الأوروبيين استخدام هذه الوسائل الراسخة للتغيير عن الطرق التي يؤدي بها سوء إدارة سعيد إلى الإضرار بالاقتصاد، كما يجب عليهم التأكيد من أن هذه العوائق ترتكز بشكل مفصل قدر الإمكان على العقبات التي تمنع الاتحاد الأوروبي من تقديم المزيد من الدعم الاقتصادي والبرامي - أي تلك العقبات التي أوجدها إجراءات الرئيس، مثل الفشل في الموافقة على صفقة صندوق النقد الدولي والتراجع عن الاستقلال القضائي؛ حيث إن ضمان أن يكون كل هذا في المجال العام سيساعد المجتمع المدني التونسي على توجيهه مع تجنب أي إشارة إلى أن مثل هذه الرسائل هي هجوم شخصي على الرئيس. ويجب أيضاً أن تكون العلاقات العامة الفعالة حجر الزاوية في الجهود الأوروبية لجذب الجمهور التونسي إلى جانب، والحد من مساحة سعيد لانحراف، وتقديم الحجج لاستهلاك العام حول القضايا الرئيسية مثل الحاجة إلى الاستقرار المالي والاقتصادي. ويعود إنشاء مثل هذه المنصة والإستراتيجية للاتصالات الفعالة أداة "قوة ناعمة" لا تقدر بثمن، ومن شأنها تعزيز السياسات الأوروبية الأخرى.

سد الاعتقادات السياسية

يمكن للاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء أن يعلنو للشعب التونسي أنهم يقفون إلى جانبهم، وإلى جانب الديمقراطية التونسية، من خلال الرفض بقوه وبشكل واضح لحملة الاعتقادات التي يقوم بها سعيد، ويمكنهم القيام بذلك عن طريق توجيه انتقادات علنية بالإضافة إلى ممارسة ضغط خاص في الاجتماعات الثنائية مع سعيد وموظفيه. وتوجد أسس قانونية قوية للدعوة إلى إطلاق سراحهم، وهذا أمر ملح بشكل خاص بالنظر إلى المزاعم القوية بإساءة معاملة السجناء، حتى أن بعض المعتقلين بدأوا اضراباً عن الطعام، كما أن الإجراءات تجري خارج النظام القانوني الصحيح في المحاكم العسكرية التي لا ينبغي أن يكون لها اختصاص بنظر "الجرائم" التي يتهم بها الأفراد الموقوفون، حتى أن البعض تم اتهامهم بأشياء لا يتم تعريفها في أي مكان على أنها جرائم، مثل الاجتماع مع دبلوماسيين أوروبيين. وسيساعد نهج الاتحاد الأوروبي الصريح أيضاً في تمكين منظمات حقوق الإنسان من العمل مع الضحايا نحو وضع تدابير للمساءلة مثل الحظر والعقوبات (كما تفعل عائلات الضحايا بالفعل) أو حتى جمع أدلة على التعذيب وغيره من انتهاكات حقوق الإنسان للسماح للمدعين العاملين الأوروبيين بتقديم لوائح اتهام بموجب الولاية القضائية العالمية. وهذا بدوره قد يجعل من الصعب على سعيد التصرف بهذه الطريقة وتحفيز الأجهزة الأمنية والموظفين القضائيين الذين ينفذون أوامرها على البدء في إطلاق سراح السجناء بدلاً من ذلك.

مساعدة التونسيين على الاستعداد للانتقال المُقبل

يجب على الأوروبيين العمل على بناء "روافع" تضمن قدرة التونسيين على حكم البلاد بعد انهيار سعيد. ويمكنهم القيام بهذا العمل الحيوي بعدة طرق.

توفير الدعم الاقتصادي للحياة

تحتاج تونس إلى خطة إصلاح وضخ السيولة التي وعد بها صندوق النقد الدولي، لكن هذا غير مرحب به حتى حد كبير بينما لا يزال سعيد في السلطة. لذا على الأوروبيين على المدى القريب أن يحاولوا الاستثمار "تسليط الضوء" على تونس، مدركين أن ان Bhar الإقتصاد التونسي، مع أزمة الغذاء وفقدان الواردات الأخرى، يمكن أن تؤدي إلى مزيد من الأضطرابات المحلية. ومثل هذا التدهور يمكن أن يساهم في عدم الاستقرار على نطاق أوسع في المنطقة وينتسب في توجه المزيد من المهاجرين إلى أوروبا. وبينما يجادل البعض بأن تقديم الدعم الاقتصادي لتونس لا يؤدي إلا إلى تمكين سعيد، فإن عدم القيام بذلك يهدد بحدث كارثة إنسانية، فلن يغير سعيد أسلوبه، ولذا فإن الأوروبيين قد يغطون ما في سعيهم.

لتحقيق ذلك، يجب عليهم الاستثمار في تقديم دعم مباشر للميزانية لضمان استمرار دخول الواردات الحيوية إلى البلاد. من الناحية المثالية، سيتم تقديم هذه المساعدة كدعم للتنمية الإدارية - وليس كمساعدات إنسانية مباشرة إلى المجتمعات - لمنع الأنظمة الحالية للمشتريات الحكومية والتوزيع من الانهيار. إلى جانب ذلك، يجب على المسؤولين الأوروبيين التعامل مع وكالات الائتمان للتأكد بالضبط مما قد يدفعهم إلى تخفيض تصنيف تونس مرة أخرى، حتى يتمكنوا من محاولة منع مثل هذا التطور أثناء الضغط على الوكلالات من أجل وقف التنفيذ. ويمكن للأوروبيين بعد ذلك العمل مع مؤسسات مثل صندوق النقد الدولي أو نادي باريس لتحديد تدابير الطوارئ لحفظ على التدفقات النقدية ووقف التخلف عن السداد الذي قد يلحق الضرر بالائتمان في المستقبل. ويمكن أن تشمل مثل هذه التدابير إعادة هيكلة الديون الإبداعية أو آليات تخفيف عبء الديون مثل استبدال بعض الديون ببرامج التنمية، وهو أمر تمت تجربته دون جدوى من قبل فرنسا قبل بضع سنوات ولكن لا يزال من الممكن أن ينجح إذا تم تسوية عيوب التنفيذ. وبدلاً من ذلك، يمكن للحكومات الأوروبية التبرع بعض حقوق السحب الخاصة بها مع صندوق النقد الدولي للسماح للحكومة التونسية بالحصول على العملات الأجنبية التي تحتاجها لدفع ثمن الواردات بدون ديون. قد يكون هذا نهجاً جديداً لدعم الميزانية يكون فعلاً نسبياً من حيث التكلفة بالنسبة للأوروبيين، نظراً لأنه من غير المرجح أن يحتاجوا إلى حقوق السحب الخاصة لأنفسهم.

يجب على الأوروبيين أن ينقلوا إجراءات الدعم الاقتصادي هذه إلى التونسيين لتعزيز الرسالة التي مفادها أن رئيسهم يخالهم لكن الأوروبيون ينبعون أيضًا أن يضعوا إطاراً لآليات حماية الائتمان كضرورة قصيرة الأجل. وذلك لمحاولة حمائية قدرة تونس على التعافي والإصلاح (بالإضافة إلى حزمة صندوق النقد الدولي) بمجرد استعادة الاستقرار السياسي.

مساعدة الخدمة المدنية

يجب على الأوروبيين التركيز على مساعدة صانعي السياسة التونسيين على تحسين مهاراتهم وخبراتهم في تصميم السياسات وتنفيذها، حيث يمكن أن يعود ذلك بفوائد اقتصادية من خلال مساعدة بيروقراطية الدولة على أن تصبح أكثر كفاءة وبالتالي تحسين آفاق ازدهار الأعمال التجارية التونسية.

إن دعم الخدمة المدنية سيشمل التحريض على بناء الشراكة والتوازنة بين مختلف مستويات الدولة التونسية، من الوزارات إلى البلديات، ويمكن للاتحاد الأوروبي القيام بذلك من خلال سياسة الجوار وكذلك من خلال برامج ومبادرات التوأمة مع الاتحاد الأوروبي مثل اللجنة الأوروبية للمناطق، التي وضعت برامج توأمة لمساعدة الحكومات المحلية في البلدان النامية الأخرى مثل ليبيا. ويمكن أن يساعد التركيز على القضايا التكنوقراطية مثل التنظيم المؤسسي وإدارة المشاريع الأوروبيين على تعزيز فعالية الدولة التونسية مع تقليل فرص تعرض مثل هذه المساعدة للهجوم على أنها تدخل استعماري جديد.

دعم المجتمع المدني

يجب على الأوروبيين التركيز على حماية عمل المجتمع المدني التونسي مع توجيه التمويل إلى المجالات الرئيسية اللازمة لدعم قدرة الدولة على العمل وخلق السياسة، ولذلك يجب على الاتحاد الأوروبي توجيه التمويل نحو دعم مراقبي المساعلة المحليين، مثل وسائل الإعلام والمنظمات الأخرى، ويجب أن يقترن ذلك بالجهود الدبلوماسية الموضحة أعلاه للرد على الإضطراب السياسي للمجتمع المدني.

ومن الضروري أن تكون منظمات المجتمع المدني التي تركز على السياسة والدعم من الأولويات الأخرى لدعم التمويل، حيث يجب أن يغفر الاتحاد الأوروبي هذه المنظمات على دراسة تجاربها الخاصة للغير على أمثلة على المكان الذي نجحت فيه في إحداث تغيير يمكن أن يلهم الآخرين. في غضون ذلك، يمكن للأوروبيين أن يشجعوا السلطات التونسية على إصلاح الانقسامات بين الخدمة المدنية والمجتمع المدني، على سبيل المثال؛ من خلال تشجيع المؤسسات التونسية على إنشاء عمليات وفرق عمل مشتركة توفر آليات رسمية للمجتمع المدني للإسهام في وضع السياسات، وبهذه الطريقة يمكن للأوروبيين المساعدة في إنشاء هيكل للدفاع عن الفضاء المدني وسط تشديد الاستبداد.

إن تعزيز هذا النهج المشترك سيضمن عدم انخراط الأوروبيين في شكل من أشكال التدخل الخارجي في الشؤون السيادية، ولا يُنظر إليهم على أنهم يفعلون ذلك. علاوة على ذلك، فهو يساعد على ضمان قيام تونس ببناء حوكمة أكثر فاعلية تحتاجها.

أخيراً، عند التعامل مع أعضاء المعارضة السياسية، يجب على الأوروبيين تذكيرهم بأن تصنيفاتهم لا تزال أقل من درجات سعيد، وأن مستقبلهم يعتمد على التوافق مع المجتمع المدني. ويجب أن ينصحوا المحاورين السياسيين بإعادة التركيز على الإصلاحات الاقتصادية، والحكومة، ومكافحة الفساد التي يريدها السكان. إن تشجيع النخبة السياسية على العمل على رؤى ذات مصداقية لإصلاح الاقتصاد، ومحاربة وحشية الشرطة، ومعالجة الفساد سيساعد على تطوير معارضة سياسية ذات صلة ومشتركة بدلاً من المجموعة الحالية من الدعاة وجوتهم.

خاتمة

لا شك أن تونس في وضع بائس؛ إذ سيطر سعيد بشكل مطلق على البلاد منذ عام ونصف، ويبدو الآن أنه يقود البلاد نحو الهاوية. قواعي الرغم من الانطباعات عن شعبيته أنه رجل قوي، إلا أن أسلوب حكمه غير الحاسم - والمثير للانقسام - في طريقه لخلق فترة من عدم الاستقرار المتزايد. ويبدو أن الرئيس عازم على الاستمرار في مهاجمة مجموعة أكبر من المعارضين والدخول في حرب مع المجتمع التونسي الأوسع، كما أن اقتصاد البلاد فاشل ويهدد بتحفيز السخط القائم وتوسيع الانقسامات الاجتماعية والسياسية.

لدى الأوروبيين سلسلة من المصالح القوية، ليس فقط في منع تونس من تحمل عدم استقرار اجتماعي وسياسي واقتصادي أعمق، ولكن أيضًا في البلاد نفسها، حيث أصبحوا حليفةً ذا مغزى من خلال بناء علاقات تجارية وشعبية أقوى عبر البحر الأبيض المتوسط. إن قيود الموقف الحالي للأوروبيين واضحة؛ فليس فقط من الصعب التأثير على سعيد، ولكن الأسهم الأوروبية بين التونسيين منخفضة، والخلفاء التقليديون محاصرون أو خلف القضايان. والأمر الأكثر إثارة للقلق هو أن عدم الاستقرار السياسي الحالي في تونس يعني أنه على الرغم من الحاجة هذه اللحظة، فإن تونس غير قادرة على الوفاء بالالتزامات التي تعهدت بها صندوق النقد الدولي وغير قادرة على تضمين سياسة من أي تعقيد، مثل الإصلاحات الاقتصادية الهامة.

يجب على الأوروبيين تجنب التورط في أزمات تونس اليومية والعمل على المدى الطويل لمحاولة زيادة نفوذهم على سعيد وتقليل تأثير الإضطرابات المستقبلية

علاوة على ذلك، لا يزال سعيد أكثر شعبية من خصومه السياسيين، مما يعني أن هذه القصة لا يزال أمامها بعض الطريق. لكن في نهاية المطاف، فإن رحيل الرئيس - أو الإطاحة به - هو مسألة متى ستحدث وليس ما إذا كانت ستحدث أم لا؛ حيث إن أعضاء من الجيش وجهاز الأمن الداخلي، الذين اعتقادوا أن سعيد سعيدقيادة الحاسمة والنظام إلى تونس، هم آخر الداعمين المتبقين للرئيس، لكن مطالبته العنيفة توتر علاقات الأجهزة الأمنية مع أولئك الذين يفترض أن تحميهم، ولن يرضي هذا المسار الرغبات الديمocratique لعامة التونسيين. سيكون إرث فراق سعيد عن البلاد نظاماً سياسياً مختلاً يحفز الاستبداد والديكتاتورية، وكل هذا يعني أن الانتقال النهائي للسلطة يستحق تقديرًا أكثر بكثير مما يتلقاه حالياً صانعو السياسة الأوروبيون أو التونسيون.

ولهذا، يجب على الأوروبيين تجنب التورط في أزمات تونس اليومية والعمل على المدى الطويل لمحاولة زيادة نفوذهم على سعيد وتقليل تأثير الأضطرابات المستقبلية، وهذا يعني بناء تحالفات وشراكات واسعة للمساعدة في إدارة تونس، والحفاظ على المساعدة الاقتصادية للبلاد، والمساعدة في دعم المعارضة السياسية، وتطوير القدرات المؤسسية وقادة المجتمع المدني التي ستحتاجها تونس للحكم بمفرد رحيل الرئيس.

مع وجود هذه الأسس؛ سيكون الأوروبيون في وضع أفضل للتعامل مع أي من الاحتمالين: أو لا؛ سيناريو يتراجع فيه سعيد للسماح لحكومته بتنفيذ برنامج سياسي أكثر إيجابية - وفي هذه الحالة سيتمكن الموظفون المدنيون والمجتمع المدني من الشروع بمصداقية في خطة إصلاح صندوق النقد الدولي وتطوير استراتيجيات تكميلية للنمو الاقتصادي. ثانية، في السيناريو الذي يظل فيه سعيد قوة مزعجة للاستقرار يصبح موقفه في نهاية المطاف غير محتمل، فسيكون لدى الأوروبيين علاقات قوية خارج معسكره وسيكون التونسيون قادرين على اجتياز أي مرحلة انتقالية.

لقد تركت سنوات من الانقسام الداخلي في الاتحاد الأوروبي، وقصر النظر بشأن قضايا مثل الهجرة، وصنع السياسات المضطلة، الأوروبيين في حيرة من أمرهم في استجابتهم للتدهور المفاجئ في تونس. تماماً كما كانت البلاد ذات يوم الطبيعة الرمزية لحملة الاتحاد الأوروبي لإرساء الديمقراطية بعد الانقضاضات العربية؛ أصبح لدى الكتلة الآن فرصة لاستخدام مقاربتها تجاه تونس لإظهار قدرتها على تطوير سياسة خارجية أكثر مراعاة وإستراتيجية. فمن خلال تعزيز الشراكات في تونس وعبر المنقطة الإلكترونية، يمكن للأوروبيين ابتكار طرق لمساعدة تونس وتحقيق الاستقرار في البلاد.

عندما أخطأت جائزة نوبل للسلام

استضافت قنوات تلفزيونية خاصة الأمين العام الأسبق للاتحاد العام التونسي للشغل، حسين العباسي، والاتحاد أعرق النقابات في العالم العربي وأكبرها إشعاعاً دولياً، ليذكي في أثناء حماورته بتصريح شكل صدمة حقيقة، غير أنه مرّ تحت صمت رهيب، ووقف ضغط "دّوامة الصمت" التي حددت ملامحها عالملا الاجتماعي إلى يومنا هذا. أبدعـتـ، في سبعينيات القرن الماضي، تحليلـ آليـاتـ إقصـاءـ الرأـيـ المـخـالـفـ، حتىـ فيـ ظـلـ الـديـمـقـراـطـيـاتـ الـعـرـيقـةـ، يـقـولـ الرجلـ بكلـ تـفاـخـرـ، مـتـبـاهـيـاـ بالـدورـ الـذـيـ لـعـبـهـ الـاتـحادـ خـالـلـ الـعـشـرـيـةـ الـآخـرـةـ: "لـمـ تـنـرـ حـرـكـةـ الـنهـضـةـ تـانـقـطـ أـنـفـاسـهـ". وجاءـ فيـ تصـريـحـاتهـ الـتـيـ تـعدـدتـ فـيـ مـخـتـلـفـ الـقـوـاتـ الـتـيـ اـسـتـدـعـتـهـ لـاحـقاـ علىـ عـدـةـ تـقـاصـيلـ عـنـ مـبـارـاتـ عـدـهاـ إـنـجـازـ، حينـ دـفـعـتـ "الـنهـضـةـ" إـلـىـ تـلـكـ الـإـخـفـاقـاتـ الـذـرـيعـةـ.

ورث الاتحاد تراثاً وطنياً ونضالياً مجيداً، فهو الذي بذل مؤسسه في الحقبة الاستعمارية، الراحل فرحت حشاد، روحه فداء للوطن ونضالاً من أجل رخاء طبقة الشغيلة. استهدفته يد الاستعمار وأغتالته قبيل استقلال البلاد. ومع نشأة الدولة الوطنية عرف الاتحاد مندرجات عديدة طبعت تحالفات قياداته أحياناً مع السلطة الحاكمة وتمرّداتهم أحياناً أخرى عليها. ظلت المواقف ملتبسة متعددة ومختلفة، ولكنها اتسمت عامة بهذا الميل إلى الجنوب، رغم ضغوط القيادات البيروقراطية من حين إلى آخر، والتي وصلت إلى حد الطرد لمن أراد تجاوز الخطوط الحمراء التي ترسمها لهم السلطة في حيز المعارضنة تلك.

ساهم الاتحاد مساهمة فعالة في الثورة من خلال معارضات ضخمة قادها في جهات عديدة تحديداً في مدينة صفاقس، وذلك تحت ضغط القواعد النقابية التي ناهضت موافق القيادة التي ظلت تراهن على بن علي، مخيرة بين الوقف على الحياد والتردد، وشكل ذلك منعطفاً حاسماً في انتصار الثوار ورحيل زين العابدين بن علي.

حضرت أكثر من حكومة الى املاءات الاتحاد، وذلك ما أثقل ميزانية الدولة

غير أن مواقف الاتحاد ستتغير كلّياً مع انتخابات 2011، والتي ستصعد "النهضة" وحلفاءها إلى سدة الحكم. عمل الاتحاد من خلال تحطيم أرقام قياسية في الإضرابات بلغت، حسب إحصائيات المكتب الدولي للعمل، الآلاف خلال سنة. كان الاتحاد قد دخل في معركة كسر العظام مع من حكموا إبان فترة الترويكا و حتى ما بعدها. استغل تلك الفرصة التي كان فيها الحكم آنذاك ضعيفاً من أجل تمرير كل مطالبه التي استجابت لها الحكومات صاغرة، أي تلك الزيادات الكبيرة في الأجر من دون مراعاة صعوبات الظرف. ابتنى الحكومات المتعاقبة من أجل مراكمة غائم الحرب التي أعلنتها ضد من حكموا. كان أكثر من مليون عاطل عن العمل ينتظرون تشغيلهم، غير أن الاتحاد من الأولوية المطلقة للزيادة في الأجر. خضعت أكثر من حكومة إلى إملاءات الاتحاد، وذلك ما أتقل ميزانية الدولة. ولم يقف الأمر عند هذا، بل تعطلت آلية الإنتاج في جل مواقعها، لعل أهمها الفوسفات. تحولت تلك الشركة إلى دجاجة تبيض الذهب، والكل يتکالب على ذبحها، حتى غدت عبئاً على الدولة التي تدخلت في مرات عديدة من أجل إعادة رسم توازناتها المالية، وهي التي عجزت أحياناً عن دفع أجور موظفيها. غادرت تونس ترتيبها وخرجت أصلاً من المراتب العشر الأولى، وخسرت حرفيتها، وشلت جل القطاعات المنتجة الأخرى على غرار البترول والسياحة، فضلاً عن جل الخدمات العمومية على غرار الصحة والتعليم... الخ.

لا يمكن فهم تجربة الانتقال الديمقراطي وإخفاقها في تونس من دون إدراج الدور الذي لعبه الاتحاد في هذه المallas الحزبية

ما الذي يبرر كلَّ هذا الذي قام به الاتحاد؟ لا أحد يجد تفسيراً ميرراً لكلَّ ما حدث، خصوصاً أنَّ حركة النهضة لم تبادر مطلقاً، رغم كلِّ ما استهدفتها منه إلى محاكمة أي نقابي، والاتحاد يراكم ميزانية طائلة من هذه الموارد العمومية. والتفسir الوحيد هو موقف السياسي المدمر الذي يسري في قناعات يسار متogrر يرهن الاتحاد التونسي العام للشغل إلى إرادته، وكان مستعداً لحرق التجربة والبلاد معاً، على ألا تحكم حركة النهضة التي عجز اليسار عن هزيمتها من خلال صناديق الاقتراع، فاتخذ من الاتحاد قلعة خاض بها ومنها حروبه معها.

يعي الأمين العام السابق للاتحاد أنَّ الأمر لم يكن مجرَّد نضال نقابي مطابق، المراد منه تحسين الوضع المادي للعمال، بل كان الموقف سياسياً محضاً، يتعلُّق تحديداً بإنهاء التجربة وتحقيق ما عجز عنه خصوم "النهاية". علينا أن نتصوَّر ماذا كان يخططه عناة اليسار، حين ندرك أنَّ الرجل كان ولا يزال محسوباً على الخط العاشوري (نسبة

إلى الزعيم الحبيب عاشور) المعتدل.

فاز الاتحاد، مع ثلات منظمات أخرى، بجائزة نوبل للسلام عن الحوار الوطني الذي رعاه، والذي كان من أهم نتائجه خروج "النهضة" من الحكم، غير أنها عادت إليه بعد انتخابات 2014، وذلك ما سيدفع الاتحاد إلى العودة إلى محاربة حركة النهضة، حتى ولو وقع السقف على الجميع. وهو إن الاتحاد يقف شاهد زور على الانقلاب يتزلف إليه تارة ويعاتبه تارة أخرى ولا يقدر حتى على المطالبة بإطلاق النقابيين الذين سُجنوا بسبب ما كان يعدّ نضالاً نقابياً. وبذلك كله، لا يمكن فهم تجربة الانتقال الديمقراطي وإخفاقها في تونس من دون إدراج الدور الذي لعبه الاتحاد في هذه الملايات الحزينة.

Le 09-05-2023



Amnesty.org
09-05-2023

Tunisia: Authorities add human rights lawyers to trumped-up conspiracy case

The Tunisian authorities' decision to broaden a criminal **investigation** based on unfounded accusations of "conspiracy" by adding four dissidents to the list of accused is a deeply worrying sign of growing repression, Amnesty International said today. The newly accused include prominent human rights lawyer Ayachi Hammami, feminist lawyer Bochra Belhaj Hamida and two opposition political figures Nejib Chebbi and Noureddine Bhriri.

"The Tunisian authorities have already done enough damage to the right to freedom of expression and the rule of law by arbitrarily detaining dissidents on unfounded accusations. They should urgently close this investigation, immediately release all those who have been detained in relation to it and end their instrumentalization of the judiciary as a tool of repression," said Heba Morayef, Amnesty International's Director for the Middle East and North Africa.

"With Tunisia's economic crisis steadily deepening, the authorities should be seeking to promote healthy debate over the country's future. Instead, authorities are deliberately targeting eminent lawyers and political opposition members who have for years fought for a better future for Tunisia to spread fear and silence dissent, sending a chilling message that anyone who dares to oppose President Saied risks reprisal."

In February 2023, the Tunisian authorities opened a criminal investigation against 17 suspects and arrested 12 of them. A judge later released at least one suspect pending investigation.

The president has **publicly branded** those arrested as "terrorists" and **accused them** of plotting to attack the state and foment social tension. An investigative judge at Tunisia's anti-terrorism court is investigating them under ten articles of the Penal Code – including Article 72, which mandates the death penalty for trying to "change the nature of the state" – and more than a dozen articles of a 2015 counterterrorism law.

The Tunisian authorities have already done enough damage to the right to freedom of expression and the rule of law by arbitrarily detaining dissidents on unfounded accusations.

Heba Morayef, Amnesty International

On 3 May, the General Prosecutor for the Tunis Court of Appeal informed the Tunis Bar Association that the judge overseeing the investigation was adding four new people – all lawyers – to the list of suspects, according to lawyers familiar with the case. In informing the bar association, the prosecutor followed official procedures for criminal investigations targeting lawyers.

The four new individuals under investigation are Ayachi Hammami, a lawyer who has represented other political opposition leaders being investigated in the case; veteran opposition leader Nejib Chebbi; prominent activist Bochra Belhaj Hamida; and Noureddine Bhriri, a senior member of opposition party Ennahda.

Hammami is already being investigated under a **draconian cybercrime law** for publicly criticizing the authorities. Separately, Bhriri, a former Justice Minister, was **arrested** on 13 February for allegedly "seeking to change the nature of the state" and has remained in detention since.

Since suspending Parliament and claiming emergency powers on 25 July 2021, President Saied has adopted a **new constitution** that threatens human rights and issued decree-laws that undermine **judicial independence** and **freedom of expression**.

	Tunisian authorities have targeted critics and perceived opponents of the president with criminal investigations and prosecutions amid a <u>broader regression</u> in human rights.
BROOKINGS Brookings.edu 09-05-2023	<p>It's not too late: How to save Tunisian democracy</p> <p>Tunisian democracy is dying. If there was ever any doubt, the last few months have revealed to all that President Kais Saied's moves on July 25, 2021, were a coup d'état. Saied has seized all powers, <u>arrested</u> journalists and dissidents of all stripes, and <u>incited violence</u> against migrants and black Tunisians. Tunisia is no longer classified as free by <u>Freedom House</u> or as a democracy by the <u>Economist Intelligence Unit</u>, and it has tumbled nearly 50 spots <u>since 2021</u> (73 to 121) in Reporters Without Borders' <u>Press Freedom Index</u>.</p> <p>Tunisia's backsliding has represented a major test for U.S. President Joe Biden's stated desire to prioritize democracy in his foreign policy. Thus far, the Biden administration's reaction has been tepid. While the United States has expressed concern and cut economic assistance, it has <u>largely continued</u> military assistance, offered its support for a \$1.9 billion International Monetary Fund (IMF) loan, invited and <u>(literally) embraced</u> Saied in Washington, and <u>praised</u> his world-record-low <u>11%-turnout</u> elections as "an essential initial step toward restoring the country's democratic trajectory." There is no doubt that Saied feels emboldened to <u>crack down</u> on dissidents today by what he perceives as a green light from the United States.</p> <p>In view of Saied's escalating crackdown, the two of us have assembled a wide array of former diplomats, senior officials, and other members of the policy community to sign an <u>open letter</u> calling on Biden to reorient U.S. policy toward Tunisia. In it, we urge Biden to call a spade a spade. This was a coup, and the United States should not reward such behavior with aid, loans, praise, and photo-ops. Indeed, the United States is <u>legally bound</u> to suspend aid in the wake of military coups or civilian coups in which the military plays a decisive role, as it did in Tunisia by shuttering the democratically-elected parliament. As the IMF's largest shareholder, the United States should also <u>hold off</u> on supporting the pending loan to Tunisia until Saied releases political prisoners and establishes a genuinely inclusive national dialogue. We should not fall into the trap of enabling and subsidizing dictatorship, a decision that will haunt the United States and Tunisia in the long term.</p> <p>We believe that such sustained pressure represents the best possible way to reverse Tunisia's backsliding. Even if it does not change Saied's calculus, it may change that of those around him, limiting the damage Saied can do to the system. After all, the swift and universal <u>condemnation</u> of Saied's racist rhetoric against migrants in February did lead his government to take some measures for their protection.</p> <p>This is also bigger than Tunisia. If the United States is truly serious about shoring up democracies worldwide, it must send a consistent signal that there are costs to democratic backsliding. Lending our taxpayer dollars and legitimacy to Saied will only encourage other populist leaders to believe that they too can get away with dismantling democratic institutions. Moreover, our approach here sends a signal for the great power competition that is to come about where we stand and about how we differentiate ourselves from our rivals.</p> <p>We do not expect all readers to agree with our policy recommendations. But we hope to spark a serious debate about how to reset U.S. policy — since it is clear that the current approach is not working.</p>
TN Tunisienu... om 09-05-2023	<p>Tunisie – Djerba : Communiqué officiel du ministère de l'intérieur</p> <p>Le ministère de l'intérieur vient de publier sur sa page facebook, un communiqué pour expliquer ce qui s'est passé, ce soir à Djerba.</p> <p>Le ministère assure, qu'un agent relevant du poste de la garde maritime à Aghir Djerba, a tué son collègue en utilisant son arme de service, puis lui a volé ses munitions.</p> <p>Il a, par la suite, essayé de se rendre au temple d'El Ghriba, en tirant de façon anarchique sur les patrouilles qui se trouvaient dans les parages, qui ont réussi à l'empêcher de passer et à l'abattre.</p>

L'opération s'est soldée, selon le communiqué, par la blessure de six agents de l'ordre, de lésions plus ou moins graves. L'un de ces agents est décédé des suites de sa blessure. De même deux visiteurs ont été tués, et quatre personnes ont été blessées.

Le ministère assure que le temple a été sécurisé et encerclé, et l'enquête a démarré afin de déterminer les motifs de cette attaque.



Kapitalis.com
09-05-2023

Tunisie : plaintes contre les ministres de l'Intérieur et de la justice

Les avocats de la défense des prévenus dans l'affaire d'«association de malfaiteurs contre la sûreté de l'Etat», ont déposé lundi 8 avril deux plaintes auprès du parquet au nom de leurs clients, a annoncé Me Abdelaziz Essid.

La première plainte est dirigée contre le ministre de l'Intérieur, concernant l'utilisation du téléphone portable de Chaima Issa, membre du Front de salut national (opposition), après sa saisie par la police suite à son arrestation.

Des internautes affirment avoir reçu des demandes d'amitié de la page de l'accusée, a ajouté Me Essid lors d'une conférence de presse à la Maison des avocats à Tunis.

La deuxième plainte est dirigée contre le ministre de la Justice pour avoir «falsifié le procès-verbal de l'enquête initiale dans cette affaire».

Le comité de défense a constaté «des faux documents et des changements de dates» lors de l'examen du dossier, a noté l'avocat, ajoutant que des termes avaient également été biffés et remplacés, remettant en cause la nature terroriste de l'affaire. «Il s'agit de réunions et d'activités politiques», a-t-il précisé et qui n'ont rien à voir avec l'accusation de complot contre la sûreté de l'Etat.

«Le témoin n'a pas été entendu à ce jour malgré la gravité des faits imputés à l'accusée», a indiqué l'avocat, ajoutant que l'identité de ce témoin est gardée secrète pour les avocats de la défense.

De son côté, l'avocat Ayachi Hammami a parlé de l'élargissement du cercle des accusés dans cette affaire. En effet, le juge d'instruction a décidé de confier 23 commissions rogatoires pour enquêter sur des militants politiques et des citoyens. Il a également décidé d'ouvrir une enquête contre quatre avocats : Néjib Chebbi, Bochra Belhaj Harnida, Ayachi Hammami et Noureddine Bhiri, ce dernier étant déjà incarcéré. «Il est possible que nous soyons cités à comparaître aujourd'hui devant le juge d'instruction pour être entendus dans cette affaire», a-t-il précisé.

Plus de 20 avocats sont poursuivis aujourd'hui pour des actes qui entrent dans le cadre de leur travail et qui sont qualifiés de crimes politiques, a déclaré Me Hammami, ajoutant que «certains d'entre eux sont poursuivis pour avoir défendu le dirigeant d'Ennahdha Noureddine Bhiri.»

Par ailleurs, l'avocat Karim Marzouki a déclaré que le report de la visite du rapporteur spécial de l'Onu sur l'indépendance des juges et des avocats prévue le 26 mai «est une première dans la Tunisie post-révolution».

مقالات باللغة العربية

ts Tuniscope
Tuniscope.com
09-05-2023

رئيس المرصد التونسي لحقوق الإنسان يحذر: الصانفة القادمة ستكون مأساوية
حذر رئيس المرصد التونسي لحقوق الإنسان، مصطفى عبد الكبير، من أن الصانفة المقبلة ستكون مأساوية وستتضاعف عدد المهاجرين غير النظاميين الهالكين والمفقودين.

وشدد عبد الكبير في تصريح له "شمس أف أم" على ضرورة وضع استراتيجية مشتركة من قبل دول البحر الأبيض المتوسط للسيطرة على ظاهرة "الحرقة"، معتبراً في سياق متصل أن إيطاليا أصبحت تسير على خطى بريطانيا التي

	<p>تعمل على منع جميع المهاجرين غير النظاميين من دخول أراضيها بكل الأساليب على غرار الطرد التعسفي والاحتياز القسري.</p> <p>وأضاف مصطفى عبد الكبير، أن السلطات التونسية مطالبة بإلزام هذه الدول بالاتفاقيات الدولية المضدية عليها.</p> <p>وشدد عبد الكبير على أن عمليات الترحيل القسري خطيرة على المستوى النفسي والإنساني والاجتماعي والاقتصادي وستكون له عديد الأضرار الكبيرة التي ستتحملها تونس.</p>
 Alaraby.co.uk 09-05-2023	<p>مرصد حقوق الإنسان التونسي يندد بسياسة إيطاليا ضد المهاجرين</p> <p>تونس (وات)</p> <p>مرصد حقوق الإنسان في تونس يستنكر إفراط إيطاليا في استعمال القوة عبر المرصد التونسي لحقوق الإنسان، في بيان أصدره الإثنين، عن استغرايه من الخطوات "المتوترة والمخيفة" للسلطة الإيطالية تجاه المهاجرين وملف الهجرة واللجوء عموماً، مشدداً على أن العلوية القانونية في أي دولة تكون للدستور.</p> <p>كما أبدى المرصد، في ذات البيان، مخاوفه الكبيرة من عزم إيطاليا التمديد في مدة الاحتفاظ والإيقاف للمهاجرين في مراكز تجميع تفتقد لأبسط متطلبات العيش الكريم في خرق صارخ لكل الاتفاقيات الدولية.</p> <p>كما عبر المرصد عن استنكاره الشديد لعزم إيطاليا غلق حدودها وتشديد المراقبة والتقليل من عمليات التدخل في الإنقاذ البحري مما سيسبب كوارث إنسانية وارتفاع عدد المفقودين و عدد الهالكين.</p> <p>كما أشار المرصد إلى تفاجئه من إقدام إيطاليا على تطبيق سياسات المملكة البريطانية في "مقاومة الهجرة والمعروفة بسياسة التشدد والغطرسة والعنصرية والإفراط في استعمال القوة" وفق تعبيره.</p>
 Arabi21.com 09-05-2023	<p>النازلة التونسية الثانية</p> <p>ينتذر التونسيون عامة والسياسيون منهم خاصة النازلة التونسية الأولى، وهم يعيشون النازلة الثانية بعد قرنين.</p> <p>النازلة الأولى أو القضية هي عملية السرقات المالية التي قام بها وزراء الخزانة (أو المالية) في دولة البيانات في القرن 19 وهرولتهم بالخزنة إلى إيطاليا، وقيام الدولة بمتابعتهم قضائياً لدى المحاكم الأوروبية وفشلها في استعادة الأموال. وتفاصيل النازلة القضية يجدها المؤرخون المهمتون في كتاب "صفرة الاعتبار" لمحمد بيرم الخامس، وهو العالم الذي كلف بمتابعة الملف ولم يفلح إلا في التاريخ له، أما الأموال العامة فقد صارت ذكرى. النازلة الأولى انتهت باحتلال تونس وإخضاعها لاستعمار مباشر دام قرناً إقليلاً.</p> <p>النازلة الثانية مختلفة بعض الشيء، لكننا نرى نتيجتها أو نتوقعها ببقين أن الخروج منها سيكون -ما لم يتحد معارضو الانقلاب- باحتلال ثان لا يحتاج فيه المحتلون النزول بجيشهم الجرارة.</p>
	<p>الأموال العامة ليست النازلة الأهم</p> <p>هنا نعثر عن سبب آخر للنازلة الثانية، إنه خلافات الذين ادعوا وصلاً بالثورة وبالديمقراطية وكشف الانقلاب أنهم أصغر من ذلك، وأن صغارهم أودى بهم وأودى بالبلد وحوله إلى نازلة على طاولة الخارج الذي يتذمّر له مستقبلاً طبقاً لمصالحه الاستعمارية</p> <p>لو حصرنا النازلة الثانية في الأموال العامة المنهوبة من قبل نظام بن علي وأصحابه وكانت نازلة مرعبة لوحدها، ولكن أبعد من الأموال التي أغفلت دونها الأبواب فلم يصل إليها قاض رغم مكانها المكتشوف، فإن النازلة الحقيقة هي منع البلد من التحرر الفعلي عبر تكميله مهمات الثورة الاقتصادية والاجتماعية، والتي حيل دونها بالانقلاب فعاد البلد إلى نقطة الصفر السياسي بعد أن كان خطاب الثورة يرتب أحلاماً حول المستقبل قائمة على الحرية والديمقراطية.</p> <p>النازلة الأولى مهدت للاحتلال والنازلة الثانية تمنع من التحرر، يمكن للمؤمنين بالمؤامرة أن يجدوا خطراً رابطاً ومفيناً أيضاً، فاللعبة تقاصد دوماً من الخارج وتنتهي لصالح الخارج ضد مواطني البلد. وهذا ليس فتحاً علمياً وإن بدأ؛ إنما هي حقائق التاريخ تتواتي بنفس المنطق؛ منطق العجز عن فهم الصورة الكاملة والتعامل معها في كليتها. هنا نعثر عن سبب آخر للنازلة الثانية، إنه خلافات الذين ادعوا وصلاً بالثورة وبالديمقراطية وكشف الانقلاب أنهم أصغر من ذلك، وأن صغارهم أودى بهم وأودى بالبلد وحوله إلى نازلة على طاولة الخارج الذي يتذمّر له مستقبلاً طبقاً لمصالحه الاستعمارية.</p>
	<p>سنقول إن النازلة التونسية الثانية ليست مالية بأساس (وليس عجز الانقلاب إلا تعبيراً جزئياً عنها) إنما النازلة في فقدان نخبة البلد لتصور تحرر شامل يقدم الحرية والسيادة على منافع الأشخاص وغذائم السلطة. هذا الجهل أو العمى السياسي هو الذي حكم بعد ثورة 2011، زاداً مما أن الحرية قد حصلت وأن البلد قد صار رقاً قوياً يمكن به فرض الخيارات السياسية في المحيط والجوار. لقد كانت ثورة تحرر حوتتها النخب العميماء القاصرة سياسياً إلى مغامن صغيرة فسقط البلد من أيدي الجميع.</p> <p>احتمالات الاستدراك؟</p> <p>حتى لا نعيد تردد الواح القائم عن عمي النخبة، نرافق ونتساءل: هل هناك احتمالات استدرك سياسي لاستعادة</p>

مسارات بناء الحرية والسيادة بشروط الديمقراطية ووسائلها؟ بالألماني قد يكون، بالوقائع هذه نخبة مستنفدة وقد أساءت فهم المرحلة وأساءت فهم الثورة إلى حد اليأس من احتمال ميلاد فكر مختلف من أرحاهم السياسة العقيمية.

علامات سوء الفهم المحبطة نراها في الدخول المرتكب على معارضته الانقلاب بوسائل النضال الحقوقى وحدها، ثم الوقوع في موقع الضاحية مستجذبة العدل من غير مذهبة ومن غير أهله، دون شعور بالذنب في أن الانقلاب جاء نتيجة الجهل وسوء الطوية السياسية الذي حكم قبله. ننتظر منذ أول الانقلاب أن يقول السياسيون لقد أخطأنا إلى حد عدم الانتباه إلى القوى المتسللة من خلف الثورة على ظهر شخص لم يتبه لوجوده أحد

الكاتب من خلف شاشته يزيد على قيادات مناضلة تقع في السجون.. نعم سُيئهم هذا الكلام بهذا المعنى على الأرجح، ولكن للكاتب الحق في البحث عن علامات ذكاء يراجع سوء الفهم النخبوى للثورة ومصادرها.

علامات سوء الفهم المحبطة نراها في الدخول المرتكب على معارضته الانقلاب بوسائل النضال الحقوقى وحدها، ثم الوقوع في موقع الضاحية مستجذبة العدل من غير مذهبة ومن غير أهله، دون شعور بالذنب في أن الانقلاب جاء نتيجة الجهل وسوء الطوية السياسية الذي حكم قبله. ننتظر منذ أول الانقلاب أن يقول السياسيون لقد أخطأنا إلى حد عدم الانتباه إلى القوى المتسللة من خلف الثورة على ظهر شخص لم يتبه لوجوده أحد، ولأننا أخطأنا قبل الانقلاب فيجب أن نصح ما بعده بالاعتراف أولاً بالقصير والعفلة المخجلة ثم ننشئ اتفاقات جديدة.

على هذا الاعتراف تبني سياسات وموافق جديدة وتوسيع تحالفات عملية على قاعدة مطالب الثورة. لم يحدث شيء من هذا، بل ما زال الحديث يجري بمنطق الغفلة الأولى، وأهم أساس قامت عليه تلك الغفلة هو الروح الاستئصالية التي فرزت بين الناس وخولت نفسها شهادات نضالية وحقوقاً في الحكم لم تخولها لغيرها من الشركاء.

في تقديرى المعاشرة التونسية للانقلاب لم تقيم مواقفها مما قبله حتى اللحظة، ولذلك لم تقدر حجمضرر السياسي الذى انبى على ممارسات استئصالية، ولهذا بالذات فإن الجمهور الواسع لم يلتحق بالمعارضة وظل في وضع المراقب، وكثير منه يطبق قاعدة قبول السبي هروباً من الأسوأ، أو نكابية في غباء المعاشرة ناصراً الانقلاب الغبي.

لقد تقلص حجم الحضور الجماهيري في وقفات جبهة الخلاص الأخيرة وسمعت عبارات التذمر واليأس وفقدان الأمل (طبعاً بقية الطيف المعارض من غير الجبهة لا يخرج إلى الشارع وقد توقف عن إصدار البيانات). سبب هذا التقلص هو مقدار الشماتة في اعتقال الغنوشى؛ ليس من داخل أنصار الانقلاب بل من داخل أطياف معارضة أخرى.

لقد تقلص حجم الحضور الجماهيري في وقفات جبهة الخلاص الأخيرة وسمعت عبارات التذمر واليأس وفقدان الأمل (طبعاً بقية الطيف المعارض من غير الجبهة لا يخرج إلى الشارع وقد توقف عن إصدار البيانات). سبب هذا التقلص هو مقدار الشماتة في اعتقال الغنوشى؛ ليس من داخل أنصار الانقلاب بل من داخل أطياف معارضة أخرى

لقد كشفت بيانات مساندة المعتقلين عن كم من العقد الاستئصالي المفضوح الذي لا يعتبر قيادات النهضة من ضمن الطيف السياسي، ويقبل ضمنيا التهم غير الأخلاقية التي يوجهها لها الانقلاب. وهو الأمر الذي أحبط جمهور حزب النهضة وحدّ من سيره في النظاهر، إنه الشعور بالإقصاء يتجلّى لهم ويعلمهم إنهم ليسوا مقبولين إلا كسجناء، كأنهم يقولون للمعارضين "اذهروا فهاتوا جمهوراً غيرنا يسير وراءكم".

هنا تكشف النازلة التونسية الثانية، وهنا يتنفس الانقلاب وأجهزته وجهاته الراعية، هنا ينكشف قصر نظر المعارضين، هنا نجد عقل ما قبل الانقلاب وعجزه عن فهم اللحظة وعدم استيعاب الحدث الانقلابي وبالتالي استمرار أسباب الفشل في إنهاء الانقلاب.

كل الدروس ماثلة للعيان، لقد ضمن بن على بقاءه بالاعتماد على الروح الاستئصالية وتنكيتها بالرشاوي السياسية والمالية ويستمر الانقلاب (الفاشل في كل شيء) بهذه الروح التي لا تقتصر على أسماء استئصالية صريحة، بل على طيف واسع يزعم الديمقراطية لكن دون إقامتها على العدل في المشاركة.

هل تنتهي النازلة الثانية باحتلال جديد؟ لن نتوهم معجزات لكننا نعيش ما يجري حولنا. تونس ملف على طاولات القوى الدولية المحبيطة وعارضو الانقلاب يختصمون حول كيف حكم بهم دون إسلاميين؟ سيمكثون طويلاً في نفس الحفرة.

قيس سعيد يدعو للالتزام بالقانون: تونس ليست غرفة للإيجار أو البيع أكد الرئيس التونسي قيس سعيد، أنه لا شيء يمكن أن يتحقق بدون قضاء مستقل وناجز وعادل يتساوى أمامه الجميع، لافتاً إلى وجود تحديات كبيرة تواجهها البلاد في الوقت الحالي، كما تعهد بمواصلة العمل على ما تم معاهدة الشعب عليه.

اقرأ أيضاً. الخارجية التونسية: عودة العلاقات الدبلوماسية مع سوريا تخدم البلدين وأضاف الرئيس قيس سعيد خلال لقائه نجلاء بودن رمضان رئيسة الحكومة، اليوم الإثنين "نريد أن نشق معاً طريقة بدون أي تدخلات خارجية فسيادتنا ليست كلمة هينة وتونس ليست غرفة للإيجار أو البيع، نريد أن نشق طريقة جديدة في التاريخ".

وبتابع، "من يعتقد أنه يمكن أن يشق طريقاً لنا فهو واهم، نريد أن نشق طريقة جديدة بعيداً عن الألغام والمتغيرات التي وضعها هولاء لأن السلم الأهلي في تونس لا يقدر بثمن".

وقال قيس سعيد: "على الجميع داخل الدولة إن يلتزم بالقانون لأنه مسئول داخل الدولة"، مؤكداً أن مثل هذه التجاوزات لن تكون مقبولة ولابد من أن يتحمل تبعاتها من يعمل على مواجهة هذا المسار ونحن نحتم إلى القانون ونعمل على الاستجابة لمطالب الشعب التونسي وفق إرادته ولا يمكن أن نقبل بأي تجاوز للقانون ولا لإرادة الشعب، جئنا إلى هنا معاً لنخدم الشعب التونسي والدولة التونسية.

وشدد الرئيس قيس سعيد على أن الكثيرين يعتقدون أنهم فوق المسائلة أو فوق أجهزة الدولة ولكن لن يكون لهم مكان في أجهزة الدولة إذا كانوا سيعملون ضد إرادة الشعب، مضيفاً، لقد عاهدنا الشعب على تحقيق آماله وسنعمل بكل جهد على أن نحقق إرادته وأن نرفع آماله إلى مستوى تتحقق فيه مطالبته وإرادته وهذا شأننا بالأمس واليوم وغداً.

قيس سعيد يواجه انتقادات حادة وواجه الرئيس التونسي قيس سعيد انتقادات حادة بعد حملة اعتقالات لمعارضين خلال الفترة الماضية، فيما وصفت منظمة "أنا يقطن" الحقوقية التونسية، المحاكمات الأخيرة بأنها محاولة للتغطية على فشل الحكومة التونسية.

وتشهد تونس أحداثاً متسرعة خلال الأيام الأخيرة، كان آخرها، إصدار قاضي التحقيق في المحكمة الابتدائية في تونس مذكرة إيداع بالسجن ضد رئيس حركة "النهضة"، راشد الغنوشي.

وقال حساب الغنوشي على "تويتر": "بعد جلسة استماع، قاضي التحقيق يتخذ قراراً بتوجيه تهمة التآمر على أمن الدولة للشيخ، والتي يمكن أن تص归 عقوبتها إلى الإعدام ويقضى بإيداعه السجن انتظاراً للمحاكمة".

ونددت حركة النهضة، في بيان لها، بهذا "التطور الخطير جداً"، مطالبة بإطلاق سراح الغنوشي فوراً، والكف عن استباحة النشطاء السياسيين المعارضين.

كما دعت الحركة "كل الأحرار إلى الوقوف صفاً واحداً في وجه هذه الممارسات القمعية المنتهكة للحقوق والحريات، ولأعراض السياسيين المعارضين"، على حد قول البيان.

Le 10-05-2023

<http://adlitn.org/fr>

 Rfi.fr 10-05-2023	<p>Tunisie: une attaque fait plusieurs morts sur l'île de Djerba en plein pèlerinage juif de la Ghriba</p> <p>Le pèlerinage juif de la Ghriba en Tunisie, plus grand rassemblement juif du continent africain, s'achève dans le sang. Une attaque armée y a fait quatre morts mardi 9 mai soir dont deux civils. L'assaillant a, par ailleurs, été abattu. Un assaut qui rappelle aux Tunisiens de bien mauvais souvenirs. Le lieu de culte avait déjà été la cible d'une attaque terroriste en 2002.</p> <p><i>Avec notre correspondante à Tunis, Amira Souilem</i></p> <p>Toute la soirée, des vidéos montrant des pèlerins confinés dans l'enceinte de la synagogue de Djerba ont circulé sur les réseaux sociaux tunisiens sans que l'on sache bien ce qui s'y passait. Une confusion à laquelle le ministère de l'Intérieur a mis fin tard dans la nuit en confirmant qu'une attaque qui visait le pèlerinage de la Ghriba avait bien eu lieu.</p> <p>C'est un membre de la garde nationale maritime qui, toujours selon les autorités tunisiennes, aurait tué un de ses confrères, lui aurait dérobé son arme et se serait ensuite dirigé vers la synagogue. Aux abords du lieu de culte, il a alors ouvert le feu sur les forces de l'ordre qui le sécurisaient. L'assaillant fait alors un nouveau mort dans le rang des forces de l'ordre et tue aussi deux civils.</p> <p>Milliers de pèlerins</p> <p>L'attaque fait ressurgir dans les mémoires l'attentat au camion citerne de 2002 qui avait fait 21 morts. Le pèlerinage de la Ghriba qui draine, chaque année, des milliers de pèlerins, était depuis sous très haute surveillance des autorités tunisiennes.</p> <p>Organisé au 33e jour de la Pâque juive, le pèlerinage de la Ghriba est au cœur des traditions des Tunisiens de confession juive, qui ne sont plus que 1 500, majoritairement installés à Djerba, contre 100 000 avant l'indépendance en 1956, écrit l'AFP. D'autres</p>
---	---

pèlerins viennent aussi traditionnellement de pays européens, des États-Unis ou encore d'Israël, mais leur nombre a considérablement diminué après l'attentat de 2002.

Condamnation

« *Toujours, sans relâche, nous lutterons contre la haine antisémite* », a prévenu mercredi Emmanuel Macron sur Twitter. « *L'attaque contre la synagogue de la Ghriba nous bouleverse. Nous pensons avec douleur aux victimes, au peuple tunisien, nos amis. Nous sommes aux côtés de la famille de notre compatriote assassiné* », a ajouté le président français dans un message publié sur Twitter.

Plus tôt, Paris avait condamné « *avec la plus grande fermeté* » l'attaque, dénonçant un acte « *odieux* » par la voix de la porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

« *Nous nous tenons aux côtés de la Tunisie pour poursuivre la lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de fanatisme* », a souligné par ailleurs Anne-Claire Legendre.

« *Les États-Unis déplorent l'attaque perpétrée en Tunisie, qui coïncide avec le pèlerinage juif annuel attirant à la synagogue de la Ghriba des fidèles du monde entier. Nous exprimons nos condoléances au peuple tunisien et saluons l'action rapide des forces de sécurité tunisiennes* », a également réagi sur Twitter Matthew Miller, le porte-parole du département d'État.



Africanmanager.co

m
10-05-2023

Saïed appelle l'UE au « respect de la souveraineté de l'Etat tunisien »

Le président de la République, Kais Saïed, a reçu, mercredi 10 mai 2023, au palais de Carthage, les ministres des Affaires étrangères de Belgique et du Portugal.

Il a saisi cette occasion pour réaffirmer l'attachement de la Tunisie aux « excellentes relations d'amitié historiques qui l'unissent à l'Union européenne » et son souci constant de renforcer davantage les importantes relations de coopération et de partenariat dans divers domaines dans le cadre tant bilatéral que multilatéral, ainsi que d'œuvrer en commun pour formuler de nouveaux mécanismes et moyens qui renforcent les opportunités de compréhension mutuelle et d'élaboration de solutions efficaces aux différentes questions soulevées et ce dans le cadre du respect mutuel et de l'intérêt commun, souligne un communiqué de la présidence de la République.

Le chef de l'Etat a souligné que le rôle social de l'État ne peut être abandonné, ni aucun diktat accepté. Il a appelé au respect de la volonté du peuple tunisien et de la souveraineté de l'Etat tunisien, ajoute la même source.

La réunion a également abordé un certain nombre d'autres questions, notamment la coopération financière et d'investissement à la lumière des défis économiques et sociaux auxquels la Tunisie est confrontée, outre les dossiers d'immigration, les échanges scientifiques et culturels et la lutte contre le terrorisme.

Le Monde

Lemonde.fr

10-05-2023

A Djerba, un membre de la garde nationale tunisienne ouvre le feu dans la synagogue de la Ghriba et fait cinq morts, dont un Français

La fusillade s'est déroulée lors d'un pèlerinage juif rassemblant plusieurs milliers de fidèles. L'assaillant a été abattu.

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du [Monde](#), est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos [conditions générales de vente](#).

Pour toute demande d'autorisation, contactez syndication@lemonde.fr.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/10/a-la-synagogue-de-la-ghriba-a-djerba-un-membre-de-la-garde-nationale-tunisienne-ouvre-le-feu-et-fait-trois-morts-dont-un-francais_6172704_3212.html

Deux gardes nationaux tunisiens et deux fidèles participant à un pèlerinage juif ont été tués, mardi 9 mai au soir, par un autre gendarme tunisien qui a ouvert le feu devant la synagogue de la Ghriba, sur l'île tunisienne de Djerba, a annoncé le ministère de l'intérieur. Les deux pèlerins tués sont un « *un Tunisien de 30 ans* » et « *un Français de*

42 ans », précise le communiqué, sans plus de détails sur leur identité. Mercredi, un autre membre des forces de sécurité a succombé à ses blessures, alourdisant le bilan à cinq morts.

L'attaque a eu lieu en deux temps, selon le ministère. Le gendarme auteur des tirs a d'abord tué l'un de ses collègues par balle et s'est emparé de ses munitions. Puis il s'est rendu aux abords de la synagogue où il a ouvert le feu avant d'être abattu.

Un membre des forces de l'ordre assurant la sécurité du lieu et deux « visiteurs » de la synagogue ont été tués par les tirs de l'assaillant, et cinq autres personnes ont été blessées et évacuées vers un hôpital, a ajouté le ministère.

Investigations en cours

Les tirs ont été entendus depuis la synagogue, provoquant un mouvement de panique parmi les centaines de fidèles participant au pèlerinage juif annuel, selon les médias. Des renforts policiers ont été déployés autour de la synagogue pour sécuriser les pèlerins.

« *Les investigations se poursuivent pour élucider les motifs de cette agression lâche* », a ajouté le ministère, se gardant à ce stade d'évoquer une attaque terroriste.

A la suite de l'attaque, l'ambassade de France à Tunis a annoncé avoir ouvert « *une cellule de crise* » et mis en place un numéro d'urgence.

« *Toujours, sans relâche, nous lutterons contre la haine antisémite* », a prévenu mercredi Emmanuel Macron. « *L'attaque contre la synagogue de la Ghriba nous bouleverse. Nous pensons avec douleur aux victimes, au peuple tunisien, nos amis. Nous sommes aux côtés de la famille de notre compatriote assassiné* », a ajouté le président français dans un message publié sur [Twitter](#).

« *Les Etats-Unis déplorent l'attaque perpétrée en Tunisie, qui coïncide avec le pèlerinage juif annuel attirant à la synagogue de la Ghriba des fidèles du monde entier. Nous exprimons nos condoléances au peuple tunisien et saluons l'action rapide des forces de sécurité tunisiennes* », a réagi sur Twitter Matthew Miller, le porte-parole du département d'Etat.

Un pèlerinage majeur

Selon les organisateurs, plus de 5 000 pèlerins juifs, essentiellement venus de l'étranger, ont participé cette année au pèlerinage de la Ghriba, plus ancienne synagogue d'Afrique, qui a repris en 2022 après deux ans d'interruption en raison de l'épidémie de Covid-19.

Organisé chaque année au 33^e jour de la Pâque juive, le pèlerinage de la Ghriba est au cœur des traditions des Tunisiens de confession juive, qui ne sont plus que 1 500, majoritairement installés à Djerba, contre 100 000 avant l'indépendance, en 1956.

Des pèlerins viennent aussi traditionnellement de pays européens, des Etats-Unis ou encore d'Israël. Leur nombre avait considérablement diminué après l'attentat-suicide au camion piégé contre la synagogue, en 2002, qui avait fait vingt et un morts.

Le Monde avec AFP

LaPresse.tn

Lapresse.tn
10-05-2023

Kais Saied : « La Tunisie restera un pays paisible et sûr malgré les vaines tentatives de la déstabiliser »

La Tunisie restera un pays paisible et sûr malgré les vaines tentatives de la déstabiliser, a déclaré le président de la République Kais Saied en présidant, mercredi, le Conseil de sécurité nationale qui se tient sur fond de l'attaque criminelle survenue la veille à Djerba aux alentours de la Ghriba.

L'État est debout, il est fort de ses institutions qui fonctionnent, de ses forces armées et de la vigilance et de la lucidité de son peuple, a-t-il ajouté, dénonçant « un acte criminel lâche et odieux ».

« Se trompe celui qui met en doute les capacités de l'État », a-t-il martelé.

Tous les Tunisiens connaissent pertinemment les plans de ces criminels qui se dévoilent chaque jour un peu plus, a affirmé le président de la République qui a insisté sur l'engagement à préserver la paix et la stabilité dans le pays et au sein de la société tunisienne. Il a rappelé que de nombreux pays en Europe et ailleurs ont connu des actes similaires.

Grâce à la vigilance de nos forces de sécurité et de l'Armée, l'assaillant n'a pas réussi à atteindre la Ghriba dans une vaine tentative de semer la discorde, saper la saison touristique et porter atteinte à l'État, a-t-il fait observer.

Et de réaffirmer, nous sommes déterminés à répondre aux attentes des Tunisiens et à bâtir un avenir basé sur la justice, la liberté et la souveraineté nationale. Il a tenu à rassurer les Tunisiens et le monde entier que nul ne pourra attenter à la sécurité de la Tunisie, terre de tolérance et du vivre ensemble. Le président Kais Saïed a présenté ses condoléances aux familles endeuillées, souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

مقالات باللغة العربية

 <p>Akhbarelyoum.com 10-05-2023</p>	<p>الرئيس التونسي يؤكد تمسك بلاده بروابط الصداقة التاريخية والمميزة مع الاتحاد الأوروبي</p> <p> أكد الرئيس التونسي قيس سعيد، تمسّك بلاده بروابط الصداقة التاريخية والمميزة مع الاتحاد الأوروبي، وحرصها الثابت على مزيد تعزيز علاقات التعاون والشراكة الهمامة في شتى المجالات في إطار ثانوي ومتعدد الأطراف، فضلا عن العمل سويا من أجل صياغة آليات ووسائل جديدة تعزّز فرص التفاهم المتبادل وبلورة حلول ناجحة لشتى المسائل المطروحة، وذلك في إطار الاحترام المتبادل والمصلحة المشتركة.</p> <p> جاء ذلك خلال لقاء الرئيس سعيد اليوم الأربعاء مع حجة لحبيب وزيرة الشؤون الخارجية والشؤون الأوروبية والتجارة الخارجية والمؤسسات الثقافية الفدرالية البلجيكية، وجواو كرافينيو، وزير الشؤون الخارجية البرتغالي والذي تم خلاله التطرق إلى جملة من المواضيع من بينها التعاون المالي والاستثماري في ظل التحديات الاقتصادية والاجتماعية التي تواجهها تونس، علاوة على ملفات الهجرة والتبادل العلمي والثقافي ومحاربة الإرهاب.</p> <p> وشدد الرئيس التونسي على أنه لا يمكن التخلّي عن الدور الاجتماعي للدولة، كما لا يمكن القبول بأي إملاءات، داعيا إلى احترام إرادة الشعب التونسي وسيادة الدولة التونسية.</p>
 <p>Shemsfm.net 10-05-2023</p>	<p>وزير الخارجية : "الاعتداء الجبان لن يؤثر على صورة تونس وستظل أرضنا أرض تسامح واعتدال وتعيشن سلمي"</p> <p> استقبل نبيل عمار، وزير الشؤون الخارجية والهجرة والتونسيين بالخارج، اليوم الأربعاء 10 ماي 2023، كلا من Hadja Lahbib وزيرة الشؤون الخارجية والشؤون الأوروبية والتجارة الخارجية والمؤسسات الثقافية الفيديرالية البلجيكية و Joao Gomes Cravinho ، وزير الشؤون الخارجية البرتغالي، الذين يزدian زيارة عمل إلى بلادنا.</p> <p> وقد قدم المسؤولان الأوروبيان، في مستهل اللقاء، تعازيهما الحارة للحكومة والشعب التونسي وعائلات الضحايا إثر العملية الجبانة التي جدت يوم أمس بجزيرة جربة، معربين عن كامل تضامن الاتحاد الأوروبي ودوله الأعضاء مع بلادنا.</p> <p> ومن جهة أخرى، شدد الوزير على أن هذا الاعتداء الجبان لن يؤثر على صورة تونس التي ستظل أرض تسامح واعتدال وتعيشن سلمي بين كافة الأطياف والأديان منها بجهازية ونجاعة الوحدات التونسية في سرعة التصدي لهذا الحادث المزعول.</p> <p> ودعا الوزير نظيريه لإبلاغ رسائل طمأنة لكافة الشركاء حول جاهزية بلادنا لحسن استقبال وضيافة وحماية كافة زوارها المجلين خلال الفترة الصيفية القادمة.</p>
 <p>Pressbee.net 10-05-2023</p>	<p> كما أكد الوزير على ضرورة تفهم الشريك الأوروبي لدقة وخصوصية المرحلة التاريخية التي تمر بها بلادنا والد الواقع الموضوعية التي مهدت لمسار 25 جويلية 2021، مع التذكير بحرص تونس على تعزيز خيارها الديمقراطي وحماية الحقوق والحريات الأساسية وتأسيس منوال اقتصادي واجتماعي يستجيب لتطلعات الشعب التونسي.</p> <p> وعبر نبيل عمار عن تطلعه لتكثيف الاستثمارات الأوروبية لاسيما النوعية منها وذات القيمة المضافة في بلادنا ودعا إلى تخفيض الحواجز الجمركية وتعزيز تنقل الأفراد بين تونس والفضاء الأوروبي.</p> <p> من جانبه، عبر الجانب الأوروبي على استعداده لمواصلة دعم مسار الإصلاحات في بلادنا وحرصه على معايدة الجهود التونسية لمجابهة التحديات الراهنة والإسهام في دفع نسق التنمية وتعافي الاقتصاد التونسي لما فيه مصلحة الجانبين المشترك.</p> <p> كما مثل هذا اللقاء فرصة متعددة نوّه من خلالها الجانبان التونسي والأوروبي بالشراكة الاستراتيجية المتميزة بين الطرفين واتفقا على مواصلة التشاور لمزيد تعميقها وتنويعها والارتقاء بها إلى أرفع المراتب من أجل رفع التحديات الراهنة خدمة للمصلحة المشتركة وسعياً لتأمين مقومات التنمية العادلة والشاملة من خلال تشجيع الاندماج والتكامل الاقتصادي ودفع الاستثمارات في المجالات ذات القيمة المضافة العالية التي يوفرها الانتقالين الرقمي والبيئي والطاقات البديلة والمتعددة.</p>
	<p>برلمان تونس الجديد بـ6 كتل مؤيدة لمسار انقلاب قيس سعيد.. دون معارضة</p> <p> أخبار عربية برس بي .. صحيفة العربي الجديد شاهد برلمان تونس الجديد بـ6 كتل مؤيدة لمسار انقلاب قيس سعيد.. دون معارضه والآن مشاهدة التفاصيل.</p> <p> يستعد البرلمان التونسي لإعلان توزيع كتلته البرلمانية هذا الأسبوع، بعد تشكيل نحو 6 كتل برلمانية جديدة تتفق جميعها في مساندة مسار 25 يوليوجوز في غياب لأي معارضه داخل مجلس الشعب.</p> <p> مشاهدة برلمان تونس الجديد بـ6 كتل مؤيدة لمسار انقلاب قيس سعيد دون معارضه</p> <p> كانت هذه تفاصيل برلمان تونس الجديد بـ6 كتل مؤيدة لمسار انقلاب قيس سعيد.. دون معارضه نرجوا بأن تكون قد وفقنا بإعطائك التفاصيل والمعلومات الكامله.</p>

Le 11-05-2023

<http://adlitn.org/fr>



Hrw.org
11-05-2023

Tunisia: Move to Dismantle Country's Largest Opposition Party

Prominent Leaders Arbitrarily Arrested; Party Headquarters Shut Down

(Tunis) – **Tunisian authorities** have intensified their attack on opponents of President Kais Saied’s 2021 power grab, moving to neutralize the country’s largest political party, Ennahda, Human Rights Watch said today.

Since December 2022, the Tunisian government has arrested at least 17 current or former members of the party, including its leader, and shut its offices across the country. The authorities should immediately release all those arbitrarily detained and end restrictions on freedom of association and assembly.

The arrests have continued following **a wave** in mid-February that targeted figures of various political affiliations, bringing the number of public figures deemed critical of Saied behind bars to at least 30. Most have been accused of “conspiring against state security.” The Ennahda-linked detainees include four former ministers and several former parliament members. The party President and former speaker of parliament Rached Ghannouchi and two party vice presidents, Ali Laarayedh and Nourredine Bhiri, are among them. None has been formally charged.

“After demonizing the Ennahda Party and making **serious accusations** without proof, President Saied’s authorities have moved to effectively dismantle it,” said **Salsabil Chellali**, Tunisia director at Human Rights Watch. “Tunisian authorities’ latest tactic to muzzle critical voices consists of tossing around conspiracy charges left and right against all those who challenge the president’s increasingly authoritarian bent.”

The authorities have accused most of the detainees of “conspiracy against state security” without clarifying the criminal acts that constitute the alleged conspiracy.

Seven Ennahda-related cases for which Human Rights Watch has been able to get additional information show the political nature of the arrests, the reliance on flimsy evidence, and disregard for due-process rights. At least four of these cases amount to barring peaceful expression.

Founded in 1981, Ennahda – formerly the Islamic Tendency Movement – was **legalized** only in 2011, after a popular uprising ousted the longtime authoritarian President Zine el Abidine Ben Ali. Ennahda played a central role in all government coalitions until 2019.

Ennahda President Ghannouchi has been a prominent opponent of Saied’s one-man-rule that followed his seizure of extraordinary powers on July 25, 2021. On April 17, plainclothes officers arrested Ghannouchi at his home. They did not show an arrest warrant, one of his lawyers told Human Rights Watch.

On April 20, an investigative judge issued a detention warrant for Ghannouchi on charges of attempting to “change the nature of the state” and “conspiring against internal state security,” crimes for which a death sentence is possible. The accusations are based on a **warning** by Ghannouchi on April 15 during a meeting that alienating opposition political movements, including Ennahda and “the left,” was a “project for civil war.” Over the past 18 months, Ghannouchi, 81, has been questioned in relation to 19 different investigations, his lawyer Mokhtar Jemai **said** in a radio interview.

The police closed **Ennahda’s headquarters** in Tunis on April 18, without presenting any court decision or formal document, another lawyer said. Security forces have prevented members from accessing the offices of the party across the country, the lawyer said.

The same day, the authorities shut the Tunis headquarters of a party known as the [Tunisia Will Movement](#), which hosted activities of the National Salvation Front (NSF), an opposition coalition cofounded by Ennahda.

An unverified Interior Ministry memorandum invoking the state of emergency – which has continuously been extended since 2015 – ordering the closure of Ennahda’s offices and banning their meetings across the country, as well as the NSF’s gatherings in Tunis, has circulated online.

The two Ennahda vice presidents, Laarayedh and Bhiri, are being held in Mornaguia prison. [Laarayedh](#), 67, a former interior and prime minister, is facing prosecution for decisions he made in office between 2011 and 2014 that allegedly failed to combat fundamentalism and Islamic extremist violence “in the necessary way.” He has been held since December 19, without being brought before a judge.

Former Justice Minister [Bhiri](#) was arrested on February 13 for attempting to “change the nature of the state,” his lawyer, Amine Bouker, told Human Rights Watch, for a Facebook post urging, Tunisians to demonstrate against Saied on January 14, the anniversary of Ben Ali’s ouster. Bhiri’s lawyers said he did not write or post the call. Said Ferjani, another Ennahda leader who was in the Parliament dissolved by Saied in March 2022, was arrested in Tunis on February 27 as part of an investigation into the digital content production company Instalingo, one of his lawyers said. The state prosecutor has accused the company, whose customers include Arabic-speaking media organizations critical of Saied, of inciting violence and slandering Saied.

Ferjani is accused of “money laundering,” attempting to “change the nature of the state,” “undermining external State security,” and inciting violence, among other charges – including under [the 2015 Anti-Terrorist law](#) – some of which are punishable by death. An investigative judge questioned Ferjani on March 1 about his relationships and finances. [His family](#) and lawyer told Human Rights Watch that he has no link with the company. He is in Sousse prison and he has not been further questioned by a judge. At least two other Ennahda members are detained in the Instalingo case: the former Investment Minister Riadh Bettaieb, his lawyer told Human Rights Watch, and Ghannouchi, who was placed under a [detention warrant](#) in this case on May 9.

Mohamed Mzoughi, Ennahda’s head of public relations in the city of Beja, was arrested on March 9. The following day, Mohamed Saleh Bouallagui, Ennahda’s general secretary in Beja, was arrested. They remain in detention, accused of “conspiracy against state security” including through “contacts with a foreign power,” “insulting the president” and terrorism-related charges for their alleged role in managing social media pages critical of Saied’s rule, their lawyers said.

Documents filed by the state prosecutor indicate that Bouallagui and Mzoughi are being investigated under [the 2015 Anti-Terrorist law](#) for offenses punishable by up to 20 years in prison, including “membership in a terrorist organization,” “using the Tunisian territory to commit terrorist offenses,” “providing weapons” and money laundering. They are also being investigated under articles of the [Penal Code](#) and article 86 of the [Telecommunications Code](#). The investigative judge last questioned Mzoughi on March 24 and Bouallagui on March 28.

Mohamed Ben Salem, a former Ennahda leader and former minister of agriculture, was arrested on March 3, without a warrant, in the southeastern town of Bir Lahmar. He is being investigated for “forming an organization aiming to prepare and commit the crime of illegally leaving the Tunisian territory” under article 42 of [law 1975-40](#) on Travel Documents and “holding sums of money in foreign currency,” under articles of the [foreign exchange code](#).

Ben Salem has not been questioned by a judge since his detention. However, the financial crimes police unit interrogated him on April 12 in a separate investigation into alleged corruption.

Four other people are detained in relation to the cases against Ben Salem, including former Ennahda parliament member, Ahmed Laamari, his lawyer told Human Rights Watch.

Ben Salem, detained in Sfax prison, has lost his ability to walk and suffered two strokes since his arrest, his lawyer, Abdelwahhab Maatar, told Human Rights Watch. He has had a heart condition and chronic diseases for years, his family said.

Ruling by decree, Saied has systematically undermined judicial independence, raising fair trial concerns for these and other people accused after they criticized him. In February 2022, Saied dissolved the High Judicial Council, which was mandated to guarantee the independence of the judiciary, and appointed a temporary body over which he has broad control. In June 2022, he granted himself the authority to unilaterally dismiss magistrates and fired 57. The authorities have refused to comply with an administrative court order to reinstate 49 of them.

Under international law, a suspect should be held in pretrial detention only in exceptional circumstances when the court provides reasons for holding them that are compelling, individualized, and subject to periodic review and appeal. Pretrial detention is only to be imposed as “an exception” under article 84 of Tunisia’s Criminal Procedure Code. The International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), to which Tunisia is a party, protects the rights to freedom of opinion, expression, association, and assembly. Tunisia is also bound under the ICCPR and the African Charter on Human and Peoples’ Rights to respect the right to a fair trial.

“The Tunisian authorities should stop their reprisal against Ennahda and other opponents and release all those jailed in the absence of credible evidence of crimes,” Chellali said.



President: Tunisia Remains Safe Despite Synagogue Shooting

"I want to reassure the Tunisian people and the whole world that Tunisia will remain safe..."

On Wednesday, President Kais Saied of Tunisia assured that the safety of the nation will be maintained, following the tragedy that occurred on Tuesday which involved the fatal shooting of at least five individuals at a synagogue.

"I want to reassure the Tunisian people and the whole world that Tunisia will remain safe despite this type of attempt intended to disturb its stability," Saied said in a statement. During a National Security Council forum, the President conveyed that the recent assault on La Ghriba synagogue, located in the southern region of Tunisia, was a deliberate attempt to inflict harm on the state, destabilize its institutions, and negatively impact the tourism season.

"The state will watch over the security of the population and the stability of the country," Saied said, adding, "Tunisia will always remain a land of tolerance and coexistence."

On the evening of Tuesday, a guardsman with affiliations to the National Guard opened fire towards security personnel stationed close to the synagogue. This resulted in the demise of three security officers and two visiting individuals. The guardsman was later shot dead during an exchange of gunfire.

Several others, encompassing both security personnel and non-military personnel, sustained injuries and were transported to a medical facility for treatment.

Meanwhile, Tunisian Foreign Minister Nabil Ammar proclaimed the nation's preparedness to receive and ensure the safety of individuals opting to vacation in Tunisia during the forthcoming summer vacation season.

According to an official statement by the Ministry, Ammar expressed his views during a meeting with his Belgian and Portuguese counterparts, Hadja Lahbib and João Gomes Cravinho, respectively, who were conducting a work-related visit to Tunisia.

Ammar called on European nations to elevate their investment undertakings in Tunisia and eradicate prevalent customs barriers. In addition, he strongly advocated for a concerted exertion in bolstering the tourism industry between Tunisia and the European region.

The two diplomats expressed Europe's willingness to provide support to Tunisia in overcoming challenges and bolstering the resurgence of the Tunisian economy, with a view to promoting the shared interests of both sides.



Attaque d'une synagogue en Tunisie : le parquet antiterroriste français a ouvert une enquête

Deux fidèles d'une synagogue ont été tuées mardi soir à Djerba dans une attaque perpétrée par un gendarme qui a également tué deux collègues avant d'être abattu.

Le parquet national antiterroriste (Pnat) a ouvert à Paris une enquête sur la mort d'un Franco-Tunisien de 41 ans dans un attentat mardi soir devant la synagogue de la Ghriba à Djerba, qui a fait trois autres morts, selon un communiqué publié ce jeudi. Le Pnat, compétent du fait de la nationalité française de l'une des victimes, a ouvert mercredi «une enquête du chef d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste. Les investigations ont été confiées à la Direction générale de la sécurité intérieure», précise-t-il.

Un attentat «aussi lâche qu'odieux»

L'attaque, qui a eu lieu alors que des centaines de fidèles achevaient le pèlerinage juif annuel dans la synagogue de la Ghriba, la plus ancienne d'Afrique, a fait cinq morts : trois gendarmes et deux fidèles, un Israélo-Tunisien et le Franco-Tunisien, tués devant la synagogue par les tirs de l'assaillant.

«L'attaque contre la synagogue de la Ghriba nous bouleverse. Nous pensons avec douleur aux victimes, au peuple tunisien, nos amis. Nous sommes aux côtés de la famille de notre compatriote assassiné», a réagi le président Emmanuel Macron dans un message publié sur Twitter. Le Consistoire central de France a condamné mercredi cet attentat «aussi lâche qu'odieux».

Côté tunisien, «une enquête criminelle préliminaire a été ouverte», a déclaré à l'AFP Fethi Bakkouche, porte-parole du tribunal de Médenine (sud-est), dont dépend l'île de Djerba.



Attaque de Djerba: Identité des martyrs des forces de l'Intérieur

Le ministère de l'Intérieur a dévoilé, dans un communiqué publié ce jeudi, l'identité des agents de sécurité tombés en martyrs, mardi, lors de l'attaque de Djerba.

Le Colonel-major Maher Arbi, 54 ans, travaillant à la direction de la police de circulation (Menzel Bourguiba- gouvernorat de Bizerte).

L'adjudant-chef Khaireddine Ellafi, 31 ans, appartenant aux unités de la Garde nationale maritime à Djerba.

Le brigadier-chef Mohamed Abdelmajid Atig, 31 ans, travaillant à l'unité nationale de lutte contre le terrorisme. Il a succombé à ses blessures.

Le ministère, tous ses agents et cadres présentent dans cette douloureuse circonstance leurs sincères condoléances aux familles des martyrs.

Pour rappel, le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'un agent sécuritaire a tué, mardi, son collègue au port de Djerba avant de se rendre à El Ghriba où il a ouvert le feu.

A cet effet, six sécuritaires ont été blessés dont un est mort. Deux pèlerins sont morts alors que quatre sont blessés, d'après la même source.

Selon le même communiqué, l'assaillant a été éliminé.

مقالات باللغة العربية



منتدى الحقوق الاقتصادية والاجتماعية يدين عملية جربة ويدعو إلى مصارحة الشعب ادان المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية بأشد العبارات،“ العملية الاجرامية ”- استنادا الى بلاغ رئاسة الجمهورية-

التي وقعت في جزيرة جربة وعبر عن اصدق تعازيه لعائلات الضحايا من امنيين ومواطنين وزوار ويتضامن مع الجرحى وعائلاتهم ويتمنى لهم شفاء عاجلا.

ودعا المنتدى في بيان له صدراليوم الدولة التونسية الى مصارحة شعبها بكل ما حدث في جربة والحرص على تكرييم ابطال التصدي ،“للحملة الاجرامية ”، ومساءلة المقصرين ومحاسبتهم.

كما دعا جميع القوى الوطنية في هذا الوضع السياسي والأمني والاقتصادي والاجتماعي الدقيق الى مزيد الوحدة والتضامن دفاعا عن المصلحة العليا للشعب والوطن وضرورة التصدي لكل ما يهدد استقراره من ارهاب وجريمة وفساد.

(تونس) – قالت "هيومن رايتس ووتش" اليوم إن **السلطات التونسية** كثفت هجومها على المعارضين لاستيلاء الرئيس قيس سعيد على السلطة في 2021، وانتقلت إلى تحديد "حركة النهضة"، أكبر حزب سياسي في البلاد. منذ ديسمبر/كانون الأول 2022، اعتقلت الحكومة التونسية ما لا يقل عن 17 عضواً حالياً وسابقاً في الحزب، بما في ذلك زعيمه، وأغلقت مقراته في كل أنحاء البلاد. يتعين على السلطات الإفراج فوراً عن جميع الموقوفين تعسفياً، ورفع القيود المفروضة على حرية تكوين الجمعيات والتجمّع.

استمرت الاعتقالات في أعقاب **موجة** استهدفت شخصيات من انتتماءات سياسية مختلفة في فبراير/شباط، مما رفع عدد الشخصيات العامة التي ثُعتبر منتقدة لسعيد وتم إيقافها إلى ما لا يقل عن 30، أغلبها متهمة بـ"المؤامرة ضدّ الدولة". من بين الموقوفين المرتبطين بالنهضة أربعة وزراء سابقين والعديد من أعضاء البرلمان سابقاً. من بينهم أيضاً رئيس الحزب ورئيس البرلمان الأسبق راشد الغنوشي، ونائبه في الحزب على العريض ونور الدين البشيري. لم تُوجَّه إلى أيٍ منهم تهم رسمية.

قالت **سلسلي شلال**، مديرية تونس في هيومن رايتس ووتش: "بعد شيطنة حزب النهضة وتوجيه **اتهامات خطيرة** له دون دليل، انتقلت سلطات الرئيس سعيد إلى تفكيكه فعلياً. التكتيكات الأخيرة التي اتبعتها السلطات التونسية بغية إسكات الأصوات المنتقدة ارتكزت على توجيه تهمة التآمر يميناً وشمالاً وضدّ كلّ من يتحدى نزعة الاستبداد المترسدة لدى الرئيس".

اتهمت السلطات أغلب الموقوفين بـ"المؤامرة ضدّ أمن الدولة" دون تحديد الأعمال الجنائية التي تشكّل المؤامرة المزعومة.

هناك سبع قضايا تتعلق بالنهضة تمكّنت هيومن رايتس ووتش من الحصول على معلومات إضافية بشأنها تؤكد الطبيعة السياسية للاعتقالات، والاعتماد على أدلة واهية، وتجاهل للحقوق المتعلقة بسلامة الإجراءات. أربعة من هذه القضايا على الأقل ترقى إلى حظر التعبير الإسلامي.

حزب النهضة، "حركة الاتجاه الإسلامي" سابقاً، الذي تأسس سنة 1981، لم يحصل على **اعتراف قانوني** إلا في 2011، بعد انفلاطه شعبياً أطاحت بالرئيس السطوي منذ زمن طويل زين العابدين بن علي. لعب حزب النهضة دوراً محوريّاً في كل التحالفات الحكومية حتى 2019.

كان الغنوشي، رئيس النهضة، معارضًا بارزاً للحكم الفردي لسعيد بعد استحواذه هذا الأخير على سلطات استثنائية يوم 25 يوليو/تموز 2021. في 17 أبريل/نيسان، اعتقل أعونان أمن بلباس مدني الغنوشي في منزله. قال أحد محامييه إنّهم لم يستظهروا بمذكرة اعتقال.

في 20 أبريل/نيسان، أصدر قاضي تحقيق بطاقة إيداع ضدّ الغنوشي بتهمة محاولة "تبديل هيئة الدولة" وـ"المؤامرة ضدّ أمن الدولة الداخلي"، وهي جرائم قد تصل عقوبتها إلى الإعدام. استندت الاتهامات إلى **تحذير** وجهه الغنوشي يوم 15 أبريل/نيسان أثناء تجمع قال فيه إنّ إلغاءحركات السياسية، بما في ذلك النهضة وـ"اليسار" هو "مشروع حرب أهلية".

قال محامييه مختار الجماعي في مقابلة إذاعية إنّ الغنوشي (81 عاماً) خضع خلال الأشهر الـ 18 الماضية إلى الاستجواب في 19 تحقيقاً مختلفاً.

أغلقت الشرطة المقرّ الرئيسي للنهضة في تونس العاصمة يوم 18 أبريل/نيسان دون الاستظهار بقرار من المحكمة أو وثائق رسمية، بحسب محام آخر. قال أيضاً إنّ قوات الأمن منعت أعضاء من الدخول إلى مكاتب الحزب في كل أنحاء البلاد.

في اليوم نفسه، أغلقت السلطات المقرّ الرئيسي لحزب يُعرف بـ"**حراك تونس الرادة**" في تونس العاصمة، كان يستضيف أنشطة "جبهة الخالص الوطني"، وهو تحالف معارض شارك في تأسيسه النهضة. راجت على الانترنت مذكرة صادرة عن وزارة الداخلية لم يتّسّن التأكيد من صحتها فيها إشارة إلى حالة الطوارئ – التي تم تجديدها بشكل مستمرّ منذ 2015 – تأمر بغلق مكاتب النهضة وحظر اجتماعاته في كل أنحاء البلاد، وكذلك تجمّعات جبهة الخالص في تونس.

نائباً رئيس حركة النهضة العريض والبشيري موقوفان في سجن المرناقية. يواجه **العربي** (67 عاماً)، وزير الداخلية ورئيس الحكومة سابقاً، المحاكمة بسبب قرارات اتخذها لما كان في المنصبين بين 2011 و2014 وينزم أنّها لم تُحارب الأصولية والعنف الإسلامي المتطرّف "بالكيفية الالزامية". العريض موقوف منذ 19 ديسمبر/كانون الأول، دون أن يُعرض على قاض.

اعتُقل وزير العدل الأسبق **الباجي** يوم 13 فبراير/شباط بتهمة محاولة "تبديل هيئة الدولة" على خلفية منشور على "فيسبوك" دعا فيه التونسيين إلى الناطر ضدّ سعيد يوم 14 يناير/كانون الثاني، ذكرى سقوط بن علي، بحسب ما قاله محامييه أمين بوكر لـ هيومن رايتس ووتش. قال محامو الباجي إنه لم يكتب المنشور ولم ينشره.

اعتُقل السيد الفرجاني، قيادي آخر في النهضة وعضو في البرلمان الذي حلّه سعيد في مارس/آذار 2022، في تونس العاصمة يوم 27 فبراير/شباط في إطار تحقيق بشأن شركة "إنستالينغو" لصناعة المحتوى الرقمي، بحسب أحد محامييه. وجّهت النيابة العمومية للشركة، التي من بين زبائنها مؤسسات إعلامية ناطقة بالعربية ومنتقدة لسعيد، تهمة التحرّيض على العنف والتشهير بسعيد.

يواجه الفرجاني تهمة "غسيل الأموال"، ومحاولة "تبديل هيئة الدولة" والإعتداء على أمن الدولة الخارجي"، والتحرّيض على العنف، من بين تهم أخرى – بما في ذلك بموجب **قانون مكافحة الإرهاب** "لسنة 2015" – وبعضها تصل عقوبتها إلى الإعدام. استجوب أحد قضاة التحقيق الفرجاني يوم 1 مارس/آذار حول علاقاته وأمواله.

قالت **عائنة** ومحامي لـ هيومن رايتس ووتش إنّه لا صلة له بالشركة. يقع الفرجاني في سجن سوسة، ولم يُستجب من قبل قاض بعدها.

هناك عضوان آخران من النهضة على الأقل موقفان في قضية انتاليينغو: وزير الاستثمار الأسبق رياض بالطيف حسبما قال محامي لـ هيومن رايتس ووتش، والغنوشي الذي صدرت بحقه **مذكرة إيقاف** في هذه القضية في 9 مايول/أيار.

اعتقل محمد المزوعي، مدير العلاقات العامة لحزب النهضة في مدينة باجة يوم 9 مارس/آذار. في اليوم التالي، اعتقل محمد صالح بوعلاقي، الكاتب العام الجهوي للنهضة في نفس المدينة. قال محاموهما إنّهما موقفان بتهمة "المؤامرة ضد أمن الدولة"، بما في ذلك من خلال "الربط مع أعوان دولة أجنبية"، و"الإساءة للرئيس"، و"تهم تتعلق بالإرهاب بسبب دورهما المزعوم في إدارة صفحات نادرة لحكم سعيد على موقع التواصل الاجتماعي.

تشير الوثائق التي قدمتها النيابة العمومية إلى أنّ بوعلاقي والمزوعي يخضعان للتحقيق بموجب **قانون مكافحة الإرهاب لسنة 2015** في جرائم تصل عقوبتها إلى السجن 20 عاماً، ومنها "الانتماء إلى منظمة إرهابية" و"استخدام التراب التونسي لارتكاب جرائم إرهابية"، و"توفير أسلحة" وغسيل الأموال. كما يخضعان للتحقيق بموجب فصول من "المجلة الجزائية" والفصل 86 من "مجلة الاتصالات". استجوب قاضي التحقيق المزوعي آخر مرّة يوم 24 مارس/آذار وبوعلامي يوم 28 مارس/آذار.

اعتقل أيضاً محمد بن سالم، قيادي سابق في النهضة ووزير الفلاحة الأسبق، يوم 3 مارس/آذار دون أمر قضائي في بلدة البير لحرم جنوب شرق البلاد. يخضع بن سالم للتحقيق بتهمة "تنظيم وفاق لهدف إعداد وتحضير ارتكاب جريمة مغادرة التراب التونسي خلسة" بموجب الفصل 42 من **القانون عدد 40 لسنة 1975** المتعلق بجوازات السفر ووثائق السفر" و"حيازة مبالغ مالية بعملة أجنبية" بموجب فصول من "مجلة الصرف".

لم يُستجب بن سالم من قبل قاض منذ إيقافه. لكن شرطة الجرائم المالية استجوبته في تحقيق منفصل يتعلق بفساد مزعم يوم 12 أبريل/نيسان.

قال محامي لـ هيومن رايتس ووتش إنّ أربعة أشخاص آخرين موقفين على صلة بالقضايا المرفوعة ضدّ بن سالم، ومنهم عضو البرلمان عن النهضة أحمد العماري. بن سالم، الموقوف في سجن صفاقس، فقد قررته على المشي وتعرّض لجلطتين منذ اعتقاله، بحسب ما قاله محامي عبد الوهاب معطر لـ هيومن رايتس ووتش. قالت عائنة أيضاً إنه يعاني من مشاكل في القلب وأمراض مزمنة منذ سنوات.

سعيد، الذي يحكم بالمراسيم، **قضى استقلالية القضاء بشكل منهجي**، مما يثير مخاوف بشأن هؤلاء وغيرهم من الناس الذين يواجهون اتهامات بعدم انتقدوه. في فبراير/شباط 2022، حلّ سعيد "المجلس الأعلى للقضاء"، المكلف بضمّان استقلالية القضاء، وعيّن مكانه مجلساً مؤقتاً له سلطة كبيرة عليه. في يونيو/حزيران 2022، منح لنفسه سلطة فصل القضاة بشكل أحادي، وفصل 57 منهم. رفضت السلطات الامتنال لحكم المحكمة الإدارية بإعادة 49 منهم إلى مناصبهم.

بموجب **القانون الدولي**، لا يجوز إيقاف شخص تحفظياً إلا في حالات استثنائية، عندما تقدم المحكمة أسباباً مقنعة وفردية وخاضعة للمراجعة الدورية والاستئناف. يفرض الإيقاف التحفظي فقط "cas-titane" بموجب الفصل 84 من **"مجلة الإجراءات الجزائية" التونسية**.

يكفل "العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية" (العهد)، وتونس طرف فيه، الحق في حرية الرأي والتعبير وتكوين الجمعيات والتجمع. تونس ملزمة أيضاً بموجب العهد و**"الميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب"** "باحترام الحق في المحاكمة العادلة".

قالت شلالي: "على السلطات التونسية الكف عن الانتقام من النهضة والمعارضين الآخرين، وإطلاق سراح جميع المسجونين في غياب أدلة موثوقة عن ارتكابهم جرائم".

الإعلام التونسي بعد 25 جويلية: آليات الإخضاع واستبعادات التوظيف
من نافل القول أنّ التجربة التونسية منذ سنة 2011 قد انفتحت على مجموعة من المجالات التي ظلت موصدة منذ نشأة دولة الاستقلال. ولعلّ أبرزها على الإطلاق هو هامش الحرية الذي بُرِزَ منذ 2011 وانعكس على الأداء الإعلامي الذي أقبل على المادة السياسية التي كانت تصنّف في خانة التابوهات.

ورغم تبنّب الأداء في هذا المجال والدفع – من قوى مختلفة – للعودة إلى الوراء من خلال محاولات وضع اليد على الإعلام، إلاّ أنه تم رسم حدود راسخة مثلت الحد الأدنى والخط الأحمر الذي لا يمكن تجاوزه في علاقة بحرية التعبير عموماً وحرية الإعلام بشكل خاص.

لكن السياقات التي فرضتها التغييرات التي حصلت منذ 25 جويلية على مختلف الأصعدة (أبرزها السياسي) كانت بمثابة العودة إلى مرتب البداية فيما يتعلّق بحرية التعبير عموماً وحرية الإعلام بشكل خاص. وهو ما يتأكد من خلال **مجموعة من المؤشرات التي تمثل – في كل مرحلة – مزيداً من التققر**.

فالإعلام العمومي الذي كان في قلب المعركة السياسية لمدة سنوات، كان يترّجح بين ظلال التغيير ودوليب التوظيف. وقد عصفت رياح 25 جويلية بأخر امكانيات المقاومة وتمّت عملية الإخضاع لتحول النافذة الوطنية إلى بوق دعاية للسلطة القائمة منذ بداية ما سمي "مسار 25 جويلية".

ليّة 25 جويلية: الإعلام العمومي منبطحاً
يعتبر ما **حدث** ليلة 25 جويلية وما تبعها من قراراتٍ فيما بعد كإغلاق **البرلمان** بمدّ عات عسكرية، تغييراً جذرياًًاً منظوماً تمّ إرساءها منذ سنواتٍ طويلة. فاتّخذ النقاش بعدّاً سياسياً قانونياً ولم نتساءل – ولو للحظة – عن ليلة 25 جويلية في حد ذاتها. ليس المقصود هنا مضمون الخطاب في حد ذاته بل منصة بثّه أي التلفزة الوطنية.

لقد كانت عملية البث بمثابة إعلان لوضعية انبطاح نظام جديد. إذ لم يعقب خطاب ليلة 25 جويلية نقاش لتوضيح السياقات وإيضاح الصورة. فقد كانت تلك الليلة بداية منع حضور الأحزاب السياسية المعارضه في الإعلام العمومي. تطورت الأمور في الأيام الموالية ليمنع ممثلا الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان والنقابة الوطنية للصحفيين التونسيين من الحضور في برنامج حواري. حادثة كانت بمثابة إعلان مبكر عن عودة الصنارة والمنع . هكذا يمكن أن نستنتج أن التعامل “الآلي” مع حدث سياسي مهم يعكس هشاشة هيكلية صلب الإعلام العمومي. فقد كان مشاركا – بطريقة أو بأخرى – فيما سمي بمسار 25 جويلية.

ولعل انحرافاً للتفرقة العمومية في المسار يأتي من “تجرد” يرتفق إلى مستوى الانبطاح. فهو يعتبر بمثابة العودة إلى ما قبل 14 جانفي عندما كان الإعلام جزءاً من منظومة الحكم. فالموطن التونسي السياسي لم يجد مرافقاً عمومياً قائماً بدوره. فكان الحال في اللجوء إلى وسائل التواصل الاجتماعي والتوجه إلى وسائل إعلام أجنبية سعى إلى تعطية اللحظة الفارقة في تاريخ البلد (مثلاً تدخل العديد من السياسيين في برنامج تغطية خاصة ليلة 25 جويلية على قناة الجزيرة، التي اقتصرت الأمن مكتبه في تونس وأغلقه في 26 جويلية 2023).

تنأك هشاشة الإعلام العمومي من خلال ترثه – لمدة أكثر من عقد – بين مختلف الأطراف السياسية في السلطة. وهذا ما جعله يصطدم بمسار 25 جويلية ويصطبغ بلونه. إنها لحظة تحول للتفرقة العمومية من كيان يصارع من أجل استقلاليته إلى جهاز أيدولوجي للدولة يعكس توجهات السلطة. وهي عملية أعادت للأذهان لحظة بسط السيطرة على الإعلام في فترة انقلاب بن علي. فقد لعبت الإذاعة الوطنية دوراً محورياً في بث خطاب 7 نوفمبر 1987. هنا، نخلص إلى أن لحظة السيطرة، تمثل انطلاقاً مرحلياً مهمّاً في عملية بث الخطاب ومقولتيه، عند شريحةٍ واسعة من المجتمع، بصفته الخطاب المهيمن والأوحد. وهو نسق سيتواصل ويجعل من التفرقة الوطنية بوقوع دعاية للسلطة مع غياب تأمّل للخطاب المعارض الذي حُمل وزر الأزمة بمختلف أبعادها وجعل السياسة بعضاً من الظهور.

بعيُّ التسييس: الإعلام العمومي وحنين التعليمات
إن المتمعن في “مسار 25 جويلية” والدور الذي لعبه الإعلام دون تحديد للسياسات وفتح للنقاش، يفهم أنها كرة الثلج التي انطلقت لتكبر وتتطيع بأعمدة منظومة قائمة بمختلف مؤسساتها. فالإعلام كـ“ملك عمومي” قائم بداعيي الضرائب مرتبط ارتباطاً وثيقاً بالصالحة العامة [1] التي تتحقق من خلال فتح النقاش حول السياسات العامة التي ستطبق لبلوغ هذا الهدف.

لا تتم هذه العملية إلا عن طريق افتتاح المرفق العام للتناظر وتبادل الآراء. وهو ما لم يحصل منذ 25 جويلية. فكما سبق وأشارنا، سعي الخطاب المهيمن إلى تغيير مجموعة من المفاهيم. وأصبح التسييس والنقاش السياسي عموماً أمراً غير محمودٍ بل ومرفوض في كثير من الأحيان.

وقد انعكس هذا التمشي على المنتج الإعلامي للتفرقة الوطنية من خلال منع ظهور الفاعلين السياسيين خاصة المعارضين. ومع سعي السلطة إلى تثبيت هذا المنهج المتبّع، تم تعين عواطف الدالي أحد أبرز الإعلاميين المساندين للمسار على رأس مؤسسة التفرقة الوطنية. “هذا جعلنا أمام مأزق حقيقي وبرامج حوارية يغيب فيها صوت المعارضة” [2].

لم يكن إخضاع الإعلام العمومي مجرد قرارات اعتباطية بل هو استراتيجية مدروسة. فالجمهوريّة الجديدة التي يُعد بها قيس سعيد، لا يمكن أن تبني إلا من خلال تضييق الخناق على النخب بشكل عام والسياسيين بشكل خاص. ذلك أن الخطاب الشعوي يستهدف المتناثق مباشرة. ولكسب الأنصار وحشدهم، كان لا بد من توفر أرضية ملائمة وخالية من أي خطاب مضاد. وهي وضعية ملائمة للرئيس ومسانديه. فكان الإعلام العمومي منصة خاضعة لأنصار المسار – كلّ حركة سياسية – بهدف تحقيق شكلٍ من أشكال التعبئة السياسية أو الحشد السياسي. [3] فالشعوبية يؤيدوها أشخاص عاديون تقampaًن حدة الضغوطات عليهم. [4] وإذا ما قارينا المسألة من هذه الزاوية، فقد استشرَ “مسار 25 جويلية” الإعلام العمومي لإيصال مجموعة من الرسائل التي تدغدغ المشاعر وتلقى بأسباب “حدة الضغوطات” على من سبق من النخب. وقد تعزّز هذا التمشي وتواصل حتى مع النشرات الإخبارية.

نشرات الأخبار: لا مركزية التغطية أم سياسة للثورة؟
تخترل نشرة الثامنة للأخبار في تونس علاقة التونسي مع المعلومة الرسمية. لذلك كان هذا الحيز الزمني الذي يشاهده ملايين التونسيين وسيلة للتوجيه. فالنشرات عموماً ونشرة الثامنة بصفة خاصة كانت من أكثر تمازجات ما أسميه سابقاً إخضاع الإعلام العمومي وجعله مجرد منصة بث بروبراغندا مسار 25 جويلية. من المعلوم أن بداية النشرات – عادةً – يكون موضوعها ترتيباً للأحداث حسب الأهمية. وفي ظلّ الأزمة السياسية التي يعيشها البلد، كان هذا المقياس متغيراً. كما شهدت نشرات الأخبار محاولة لتسلیط الضوء على مجموعة من المواضيع المرتبطة مباشرة بطرح السلطة أو بتقسيرها في عديد المجالات. من ذلك ذكر مثلاً ما حصل في نشرة الثامنة في 9 جانفي 2023. فقد حُصّص تقرير للتنويه بأضرار الحليب نصف الدسم في وقت تشهد فيه السوق التونسيّة نقصاً في هذه المادة.

لم يقتصر الضغط الممنهج على التفرقة الوطنية فقط، بل تجاوزها إلى وكالة تونس أفريقيا للأنباء التي شهدت صنارة للصحفيين علىخلفية مجموعة من المقالات والتحقيقات وهو ما نددت به نقابة الصحفيين في بيان صادر في 07 مارس 2023. وقد تأكّدت نوايا السلطة من خلال إحكام السيطرة على مختلف مراكز بثّ، “المعلومة الرسمية” بتعيين ناجح الميساوي رئيساً مديرًا عاماً للوكالة وهو الذي يُعدّ من أبرز وجوه الإعلامية في نظام بن علي. أمام هذه المحاولات تتكشف آليات اشتغال الشعوبية وطريقة توظيفها لنشرات الأخبار في التفرقة الوطنية. وهو وعي بأنّ المشاهد لا يسهلك المحتوى الإعلامي فقط، بل يكون مفهومه الخاص عنه ويتفاعل معه وفي بعض الحالات يعيّد تشكيله من أجل أهدافه الخاصة. [5]

يقرّ بيار بورديو أن التلفزيون هو أداة للإعلام، ذات استقلالية ضعيفة جداً تقع على كاهله سلسلة كاملة من المحددات والقيود. [6] وقد استغلت منظومة 25 جويلية هذه القيود لتحول انتباه المشاهد عن الواقع السياسي المأزوم والوضعية الاقتصادية الهشة من خلال التركيز على المترافقات في مختلف الجهات مع تقاييس حجز النقاش السياسي-الاقتصادي.

والاكتفاء برأي بعض الخبراء الذين يقدمون قراءة قريبة من تلك التي تقدمها السلطة في أغلب الأحيان. أمام هذه التغييرات التي طرأت على المشهد الإعلامي العمومي، لا يمكن أن ننكر دون أن نتسائل عن دور الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري.

الهایکا: المنزلة بين المنزلتين؟

أحدثت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري عبر المرسوم عدد 116 لسنة 2011، ثم تم إرساؤها في 2013. لقد كان الهدف تحقيق شيء من التوازن في المشهد الإعلامي وفتح نقاش حول قطاع تطور تدريجياً منذ سنوات. لكن توقف ذلك مع "مسار 25 جويلية". إذ صُنفت الهایکا - مع العديد من الهيئات - كجزء من منظومةٍ وجب القطع عنها.

واللافت أن تقصير الهيئة في اتخاذ قرارات صارمة وحاسمة هو ما جعلها تخسر حرب التموقع في المشهد الجديد. وهي تجني ثمار سياسات توفيقية. فاما تجاوزات الإعلام العمومي وانحيازه للسلطة، لم يسمع للهيئة صوت إلا في حالات قصورية مع **خرق رئيس الجمهورية للصمت الانتخابي** مثلاً.

لا تستثنى الهایکا من استراتيجيات الإقصاء التي تتبعها السلطة مع مختلف مؤسسات مرحلة الانتقال الديمقراطي. ولعل غياب قنوات الحوار مع السلطة [17] أكبر دليل على ذلك. وفي نفس السياق، يمكن أن تعتبر نزع البساط من تحتها في الانتخابات التشريعية وتكليف الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بالرقابة على الإعلام موقفاً واضحاً من رئاسة الجمهورية.

إذ تدفع الهایکا ثمن تردد وتذبذب شاب أدائها في فترات مختلفة خاصة فيما يتعلق بوضعية الإعلام العمومي بعد 25 جويلية. إنها منزلة بين المنزلتين لهيئة في مهب الريح. فرغم أن الهيئة حاولت الدفاع عن استقلاليتها إلا أن ضغط السلطة كان الأقوى فقد، "تخلى النوري الأجمي عن منصبه كرئيس وتَم على إثر ذلك اختراف للهيئة من الداخل مع وضع اليد على مكتب الضبط(...)" بالإضافة إلى منع صدور أو إرسال مراسلات تتعلق برئاسة الجمهورية [18]. بهذه الوضعية صلب الهيئة، دفعت نائب رئيسها هشام السنوسي إلى "اعتبار استقالة مجلس الهيئة الحل الأنسب" [19]. هكذا، يكتمل المشهد وتتضخم النية. فالمنتقم في تطور علاقة الهایکا برئاسة الجمهورية يلاحظ تركيزاً على العملية الانتخابية. فتحويل المهمة الرقابية على وسائل الإعلام خلال فترة الانتخابات إلى هيئة فاروق بوعسرك التي عين الرئيس أعضاءها تعطي لمحنة عن مفهوم الشفافية في هذا المسار الذي رغم تغوله مازال يلاقي معارضة من منظمات المجتمع المدني.

النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين أو آخر قلاع السلطة المضادة

أمام تحول الإعلام العمومي إلى مجرد غرف دعاية [10] وافتتاحه حسراً على القوى المساندة لمسار 25 جويلية باتت مكونات المجتمع المدني - وعلى رأسها النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين - آخر قلاع الدفاع عن الحريات عموماً وعن فضاء إعلامي مشترك وتعددي بشكل خاص. فاحتقار الكلمة لمساندي المسار كان سبباً في انتشار مغالطات حول مساندة الشعب لهذا التمشي.

تفطّلت النقابة إلى الانحراف عن الخط التحريري في التلفزة الوطنية بالإضافة إلى تداخل واضح بين الإدارة والتحرير. يأتي إيلاء أهمية لهذه المسألة لأن التطبيع معها يفتح الباب أمام تخصيص الإعلام لبني خطاب لا علاقة له بالواقع.

تضارف جهود منظمات المجتمع المدني لمحاولة التموقع كسلطة مضادة للدم التسلطى مع "مسار 25 جويلية" المهدى للحرّيات. وفي كل مرة، تتعرّق **الأزمة** من خلال المرسوم 54 ومحاكمة الصحفيين لمجرد القيام بمهامهم. بدأ الأمر بممثل الصحافي نزار بلهول في 14 نوفمبر 2022 أمام فرقة مكافحة الإجرام بسبب **[مقال]** انتقد فيه أداء رئيسة الحكومة. ليتواصل استهداف الصحفيين مع **محمد بو غلاب ومنية العرفاوي** اللذين مثلاً أمام نفس الفرقة بعد شكيات من وزير الشؤون الدينية. وهي استراتيجية مدروسة لترهيب الصحفيين مع تجاهل تام للمرسوم 115 بهدف تكميم الأفواه.

يعتبر الخطاب الشعبي حلوله واستراتيجياته هي الأنسب مقابل مجموعة من الخونة الذين لا يريدون خيراً للبلد. والحقيقة أن هذه السردية التي لطالما تبنّاها رئيس الجمهورية تكمن خطورتها في كونها تقدّم ساكن قرطاج كمسؤول ووصي على الشعب الذي يمثله وحده أمام الله [11].

يتعرّز هذا التصور من خلال انحراف الإعلام العمومي في تضخيمه وتجنّب الموضوعية في مختلف محطّات مسار كانت هي الذراع الإعلامي الذي ينقله ويساهم في إعطائه مشروعية. من هذا المنطلق، تكمن خطورة المنعرج الذي وصل إليه الإعلام العمومي لاحتياج حرية الحديث باسم الشعب في حين أن المصطلح في حد ذاته متغير بتغيير السياقات.

لأن كانت معركة الحرّيات مهمةً بعد سنتين تقريباً من المنحى السلطوي الذي شهدته البلاد، إلا أن مسألة الإعلام العمومي تبدو الأكثر إلحاحاً لأنها تسرّع عملية التراجع عن مختلف المكتسبات التي حصلت منذ الثورة وتساهم في بروز خطاب الكراهية والتقييم مع تعميق للأزمة السياسية.

[11] Katharine SARIKAKI, Les médias de service public en Europe : un changement tranquille de paradigme ?, Le journalisme à l'épreuve, p.185-207.

[2] ضياء بوسالمي، الإعلام العمومي في تونس بين المغالطة والتطبيل، **نشر** في آلترا صوت، 17 نوفمبر 2022

[3] Slavoj ZIZEK, In Defense of Lost Causes, verso, 2008.

[4] مني خوبص، رجال الشرفات، دراسة تحليلية للظاهرة الشعبوية، دار الغرابي (بيروت)، ص. 42.

[5] ستيفن كولمان وكارين روس، الإعلام والجمهور، ترجمة صباح عبد القادر، دار الفجر للنشر (القاهرة)،

	<p>[6] بيار بورديو، التلفزيون وأليات التلاعب بالعقل، ترجمة درويش الحلوج، دار كنعان للدراسات والنشر (دمشق)، 2004، ص. 78.</p> <p>[7] تصريح هشام السنوسي لإذاعة أكسبراس أف أم بتاريخ 03 ماي 2023. "المراسلات لرئيسة الحكومة ورئيس الجمهورية لا تلقى إجابة."</p> <p>[8] تصريح النوري اللجمي لجريدة الصباح بتاريخ 04 أفريل 2023.</p> <p>[9] تصريح لشمس أف أم بتاريخ 17 أفريل 2023.</p> <p>[10] حوار مع أستاذ علوم الميديا والاتصال الصادق الحمامي، نشر في المفكرة القانونية بتاريخ 28 سبتمبر 2022.</p> <p>[11] Éric GOBE, « La Tunisie en 2021 : un coup politique peut masquer un coup d'État », L'Année du Maghreb [En ligne], 28 2022, vol. 2, mis en ligne le 10 janvier 2023.</p>
 <p>Alaraby.co.uk 11-05-2023</p>	<p>عملية جربة في تونس.. إرهابية أم "إجرامية"؟</p> <p>ينتظر المتابعون في تونس وخارجها توضيحات وزارة الداخلية التونسية بشأن اعتداءات جربة، ليل الثلاثاء الماضي، وملابساتها، بينما ما زال التوصيف الرسمي التونسي للاعتداءات غير واضح، حيث يستخدم المسؤولون التونسيون تعبيري "إرهابية" و"إجرامية".</p> <p>وطالبت جمعية القضاة التونسيين، اليوم الخميس، النيابة العمومية بأن "تنير الرأي العام حول طبيعة الحادثة بحسب ما يقتضيه واجب النطق الرسمي للمحاكم في مثل هذه القضايا، التي تهم الرأي العام الوطني والدولي، وذلك في نطاق الاستقلالية والشفافية".</p> <p>كلام الجمعية جاء في بيان نشرته اليوم الخميس بخصوص حادثة جربة، ووصف الجماعة الاعتداءات بـ"الإرهابية"، ما يزيد الغموض حول نوعية هذه العملية وأسبابها الحقيقة ومن يقف وراءها.</p> <p>ونشرت وزارة الداخلية التونسية، الخميس، حصيلة اعتداءات جربة وكشفت، في بيان، عن هوية الأمنيين الثلاثة الذين راحوا ضحية ما وصفته بـ"الاعتداء الغادر" الذي حدث ليلة الثلاثاء في جزيرة جربة.</p> <p>وكان الرئيس التونسي قيس سعيد قد وصف، مساء أمس الأربعاء، الاعتداءات التي شهدها جزيرة جربة في محيط معبد الغريبة بـ"العملية الإجرامية الغادره والجبانة"، وأضاف، في كلمة له خلال اجتماع لمجلس الأمن القومي وفق مقطع فيديو نشرته الرئاسة، أن "مثل هذه العمليات الإجرامية عرفتها الكثير من الدول ولا تزال تعاني منها حتى الدول الكبرى في أوروبا والولايات المتحدة الأمريكية وغيرها". وكرر سعيد أكثر من مرة مصطلحات "المجرم" والمجرمين" والعملية الإجرامية، ولم يشر إلى طبيعة إرهابية في اعتداء جربة.</p> <p>من جهته، قال رئيس البرلمان التونسي إبراهيم بودربالة، في ختام الجلسة الصباحية اليوم الخميس، إن العملية هي "إجرامية" كما وصفتها المؤسسة القضائية. وذكر أن "المؤسسة القضائية كتبت العملية بأنها إجرامية، ونحن كمؤسسة سيادية نتعامل مع باقي المؤسسات بصفة قانونية، وبالتالي هي عملية إجرامية، وهي جريمة اقترفت في حق الضحايا، وكذلك في حق الوطن، وهذه مسألة واضحة".</p> <p>كما استذكر بودربالة، تصريحات مسؤولين غربيين لمحث إلى تعهدهم بحماية اليهود في تونس، وقال: "نستذكر بعض التصريحات، فدولتنا مستقلة ولها سيادتها، ونحن لم نكون خلية أزمة عندما وقعت أحداث إرهابية في دول أخرى".</p> <p>وكان الرئيس الفرنسي إيمانويل ماكرون تعهد بمكافحة "معاداة السامية"، قائلاً "دائما، وبلا كلل، سنكافح معاداة السامية"، معتبراً عن قوله من العملية التي راح ضحيتها عدد من الأمنيين والزوار، من بينهم مواطن يحمل الجنسية الفرنسية.</p> <p>وقالت رئيسة الوزراء الإيطالية جورجيا ميلوني، اليوم الخميس، إن "الهجوم الجبان على كنيس جربة أثر علينا بشدة"، وأعربت عن تضامنها مع أسر الضحايا والحكومة والشعب التونسي، وفق ما نقلت عنها وكالة " نوفا".</p> <p>وقال بودربالة، في تصريحات نقلتها إذاعة "موزاييك" الخاصة: "كل المواطنين في تونس لهم الحق والواجبات نفسها والدولة تدافع عنهم جميعاً، ولا مجال لاعتبار عملية جربة معاداة السامية، إخواننا اليهود يعيشون بيننا بكل ملأنية".</p> <p>وفيما ذهبت أحزاب تونسية إلى اعتبار الحادث إرهابياً، حذرت جبهة الخلاص الوطني المعارضة، في بيان لها، أمس الأربعاء، من "محاولات البعض توظيف حادثة جربة الأليمية في الصراعات الأيديولوجية، وتلبيسها للخصوم السياسيين قصد تأجيج الانقسام الداخلي، وتعريض الوحدة الوطنية إلى مزيد من الخطر".</p> <p>ودعا حزب "افق تونس"، أمس الأربعاء، إلى "فتح تحقيق فوري وشفاف في ملابسات هذه العملية، وتحديد المسؤوليات واستخلاص التوصيات اللازمة بشأنها، إلى جانب العمل على إدارة الأزمة وطمأنة الرأي العام الوطني والدولي بخصوص توفر مقومات الأمان والاستقرار في بلادنا مناسبة الموسم السياسي الجديد".</p> <p>من جهته، دعا المرصد الوطني لمقاومة الإرهاب والجريمة المنظمة، في بيان له، اليوم الخميس، القوى الوطنية إلى "الكف عن بث الشائعات واستغلال الحدث في المناكفات السياسية"، حاثاً إياها على "التضامن مع عائلات وأسر الضحايا والحفاظ على الوحدة الوطنية في مواجهة هذا المصائب الجلل".</p> <p>وفتحت النيابة العامة لمكافحة الإرهاب في باريس تحقيقاً بشأن مقتل فرنسي-تونسي يبلغ من العمر 41 عاماً في اعتداء جربة، بحسب بيان صدر الخميس.</p> <p>وأوضح البيان، الذي نقله موقع "يورو نيوز"، أن النيابة المختصة فتحت، أمس الأربعاء، "تحقيقاً بتهمة القتل بما يتصل بمجموعة إرهابية، وأوكلت التحقيقات إلى المديرية العامة للأمن الداخلي، بسبب الجنسية الفرنسية التي يحملها أحد الضحايا".</p> <p>من جانبه، ذكرت السفارة الأمريكية بتونس، اليوم الخميس، أن السفيرة ديبورا ليبيستادت، المبعوثة الخاصة لرصد ومكافحة معاداة السامية، زارت تونس في الفترة ما بين 5 و10 مايو/أيار".</p>

وقالت، في بيان، إن المبعوثة الخاصة لبيستادت والسفير هود، قاما بزيارة كنيس الغربية قبل هجوم 9 مايو المروع، مشيراً إلى أنهما حضرا الاحتفالات السنوية في جزيرة جربة حيث تقطن واحدة من أقدم الجاليات اليهودية في شمال أفريقيا.

وذكر البيان أن "المبعوثة الخاصة، التقت أثناء تواجدها في تونس العاصمة بكاتب الدولة لدى وزير الشؤون الخارجية والهجرة والتونسيين بالخارج منير بن رجبية لمناقشة الحريات الدينية، كما شاركت في حلقات حوارية مع ممثلين من المجتمع المدني والتلتقي بطلبة الجامعة الأوروبية بتونس الذين أعربوا عنأملهم في التأثير الإيجابي للتبادل الثقافي في تعزيز التعايش".

Le 12-05-2023

<http://adlitn.org/fr>



France24.com
12-05-2023

Deadly synagogue attack in Tunisia was premeditated, interior minister says A Tunisian national guardsman behind an attack that killed five people intentionally targeted the ancient synagogue on the Mediterranean island of Djerba in a premeditated act, Tunisia's interior minister said Thursday.

Interior Minister Kamel Fekih pledged to “spare no effort to ensure the stability of the country” and to protect foreigners after Tuesday’s [attack](#). Three [Tunisian](#) servicemen and two civilians attending an international pilgrimage at the El Ghriba synagogue were killed. A dozen others were wounded.

El Ghriba is believed to be one of the world’s oldest Jewish temples. Tunisian authorities revealed the gunman’s name — Wissam Khazri — and said he planned the attack, but they gave no explanation of why.

Fekih said security forces killed the gunman within 120 seconds of arriving outside the synagogue complex. The minister described the shooting as a “cowardly criminal attack” but refrained from calling it a terrorist act.

[France](#)’s anti-terrorism prosecutor’s office opened an investigation. A French citizen was among the victims.

Israeli and Tunisian authorities and family members identified the civilian victims as cousins: Aviel Haddad, 30, who held dual Tunisian and Israeli citizenship, and Benjamin Haddad, 42, who was French.

The interior minister called on security services to be vigilant for any efforts to destabilize the North African country. Tunisia is mired in political and economic crisis, and the synagogue attack is a new blow to its once-thriving tourism industry as well as to a vibrant Jewish community.

Fekri said the gunman killed one of his colleagues and seized his weapon at a national guard base on the coast of Djerba, then took a National Guard motorcycle to a schoolyard about 200 meters from the Ghriba temple, where hundreds of worshipers were present.

“When he left the school after monitoring the movement of a traffic police car that was parked in the vicinity, he shot the first victim at about 8:13 p.m. and then moved toward the security guards, who were protecting the area around the synagogue, opening fire indiscriminately in order to cause as many victims as possible. But he was immediately surrounded and shot,” Fekri told reporters in Tunis.

He said that a spirit of “celebration quickly returned to the island of Djerba, a land of peace and tolerance, which is proof that the author failed to implement his plan.”

Tunisian President Kais Saied sought to assure his compatriots and foreign visitors that “Tunisia will remain a safe country, despite the criminal attempts to destabilize it.”

Speaking Wednesday night at a meeting of the National Security Council, Saied claimed the attack was intended to sow discord and sabotage the tourist season in the run-up to summer.

“But these criminals will not succeed because the state is strong in its institutions, its security forces and its people awake,” he said.

The chair of the synagogue's committee, Perez Trabelsi, was in the house of worship during the attack and told The Associated Press of his terror.

"I was scared, as were most of the people gathered in the 'oukala,' a large space adjacent to the synagogue. Everyone was panicked. Many took refuge in the rooms for fear of being hit by the shots that came from outside," he said.

The synagogue attracted more pilgrims this year — around 6,000 people from the United States, Canada, Australia, Europe and beyond — than it had for some time, Trabelsi said. He said he was saddened that the pilgrimage to the site that is revered in Judaism "was spoiled by those who wish Tunisia harm."

Jews have lived on Djerba, a picturesque island off the southern coast of Tunisia, since 500 B.C. Djerba's Jewish population is one of North Africa's biggest, although in recent years it declined to 1,500, down from 100,000 in the 1960s.

In 2002, a truck bombing killed about 20 people at the entrance to the same temple during the annual Jewish pilgrimage. Al-Qaida claimed that attack, whose victims included German and French tourists as well as Tunisians.

(AP)


developmentdiaries.com
12-05-2023

Tunisia: HRW Raises Political Suppression Concerns

Human Rights Watch (HRW) has decried a move by the government of Tunisia to dismantle the country's largest opposition party. Development Diaries reports that Tunisian authorities have been accused by the rights organisation of attacking opponents of President Kais Saied. HRW, in a statement, said that since December 2022, the Tunisian government has arrested at least 17 current or former members of the party, including its leader, and shut its offices across the country. It called on the authorities to immediately release all those arbitrarily detained and end restrictions on freedom of association and assembly. The arrests have so far targeted figures of various political affiliations, bringing the number of public figures deemed critical of Saied behind bars to at least 30, with most accused of 'conspiring against state security'. 'The Ennahda-linked detainees include four former ministers and several former parliament members', HRW said. 'The party president and former speaker of parliament, Rached Ghannouchi, and two party vice presidents, Ali Laarayedh and Nourredine Bhiri, are among them. None has been formally charged'. Tunisia Director at HRW, Salsabil Chellali, said, 'After demonising the Ennahda Party and making serious accusations without proof, President Saied's authorities have moved to effectively dismantle it. 'Tunisian authorities' latest tactic to muzzle critical voices consists of tossing around conspiracy charges left and right against all those who challenge the president's increasingly authoritarian bent'. Chellali called on the Tunisian authorities to stop their reprisal against Ennahda and other opponents and release all those jailed in the absence of credible evidence of crimes. Freedom House ranked Tunisia as 'partly free' in its 2023 Freedom in the World report on political rights and civil liberties, with the Maghreb nation earning 64 points out of a possible 100. Photo source: Al Jazeera

Continue reading at <https://www.developmentdiaries.com/2023/05/tunisia-hrw-raises-political-suppression-concerns/>


Businessnews.com.tn
12-05-2023

Adoption - Le parcours du combattant des familles

Si l'adoption est légale en Tunisie, dans les faits, cela reste pour les familles un vrai parcours du combattant. Pour aider les familles, l'Association des amis de l'Institut national de protection de l'enfance (INPE) œuvre et milite pour que les droits et les intérêts des enfants sans soutien familial soient préservés et placés au-dessus de toute autre considération.

La Tunisie est l'un des rares pays musulmans à avoir légalisé l'adoption. Cependant, l'adoption dans un pays musulman reste un sujet épique. Étant interdite par l'islam, le recours à l'adoption n'a pas été très courant. Les choses ont toutefois changé avec le test

d'ADN qui est venu régler, définitivement, le problème des liens de parentés ignorés. De plus en plus de familles s'engagent dans la procédure d'adoption et la demande dépasserait même le nombre d'enfants en attente d'être adoptés.

On rappellera que l'adoption est l'acte par lequel une famille prend définitivement à sa charge un enfant sans soutien familial en vertu d'un jugement selon lequel l'adopté devient l'enfant légitime de la famille avec les mêmes droits et obligations qu'un enfant biologique, notamment le nom de famille et les droits successoraux.

Que dit la loi ?

L'ancien président de la République, Habib Bourguiba, a inscrit l'adoption dans la loi n° 1958-0027 du 4 mars 1958 relative à la tutelle publique, à la tutelle officieuse et à l'adoption.

Cette loi dispose ce qui suit :

L'adoption est permise dans les conditions suivantes : L'adoptant doit être une personne majeure de l'un ou l'autre sexe, mariée, jouissant de la pleine capacité civile. Il doit être de bonne moralité, sain de corps et d'esprit et en mesure de subvenir aux besoins de l'adopté.

La différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté doit être au minimum de 15 ans, sauf dans les cas où l'adopté est l'enfant du conjoint de l'adoptant.

Dans tous les cas, le consentement du conjoint est nécessaire.

L'adopté doit être un enfant mineur de l'un ou de l'autre sexe.

L'adopté prend le nom de l'adoptant et il peut changer de prénom, mention en sera faite dans le jugement d'adoption à la demande de l'adoptant. Il a les mêmes droits et les mêmes obligations que l'enfant légitime.

L'adoptant a, vis-à-vis de l'adopté, les mêmes droits que la loi reconnaît aux parents légitimes et les mêmes obligations qu'elle leur impose.

Les autres régimes possibles *

La tutelle officieuse ou la Kafala, est l'acte par lequel une famille prend à sa charge un enfant sans soutien familial en vertu d'un contrat passé entre le tuteur public et le tuteur officieux et selon lequel la pupille est traitée comme l'enfant légitime de la famille et en possède les mêmes droits et devoirs à l'exception du nom et des droits successoraux.

Ce contrat peut toutefois être résilié par le tuteur public lorsqu'il est prouvé que la famille a manqué à ses obligations ou sur demande de la famille lorsque souhaité par l'enfant à sa majorité.

Le placement familial par lequel une famille s'engage à prendre en charge provisoirement et à éduquer un ou plusieurs enfants parmi les enfants sans soutien familial jusqu'à la régularisation de leur situation juridique et sociale

Un tel placement peut durer entre un jour et deux ans pour le placement provisoire ou plus dans certains cas particuliers de placement à long terme. La famille d'accueil bénéficie d'un suivi pour assurer une bonne éducation à l'enfant et reçoit en contrepartie une subvention et des aides pour l'enfant.

L'Association des amis de l'INPE : les enfants avant tout !

L'Association des amis de l'INPE œuvre, depuis les années 80, à améliorer les conditions de vie des enfants qui vivent sous la tutelle de l'institut.

Elle organise divers événements, mène de nombreuses actions et milite pour le bien-être et les intérêts des enfants sans soutien familial.

Nous avons, pour en savoir plus sur le sujet, mené un entretien avec la chargée de communication au sein de l'association, Mme Jihene Ferjani.

Mme Fejani a d'abord commencé par saluer le travail de l'INPE, soulignant que les équipes de l'institut, qui prend en charge des enfants de zéro à six ans, font un travail colossal dans la mesure où la capacité d'accueil de l'établissement est depuis quelque temps dépassée.

« Les équipes de l'INPE sont dévouées et accomplissent leur mission en y mettant du cœur, parfois et quand le nombre d'enfants devient très important, au détriment de leur vie et surtout au détriment des besoins des enfants. Ceci peut être résolu d'autant plus que le nombre de couples qui souhaitent adopter est nettement plus important que le nombre d'enfants en attente d'adoption. Ce qui coince, c'est d'abord la lenteur importante au niveau des procédures juridiques et administratives qui fait que l'enfant demeure longtemps, des mois et des années, dans l'institut alors que là n'est pas sa place. On peut atteindre plus de deux ans d'attente, surtout pour les petites filles, l'enfant a pourtant une famille qui l'attend mais reste à l'institut » a-t-elle expliqué.

« Il faut le souligner, l'institut n'est pas l'endroit propice à l'épanouissement d'un enfant, ce n'est pas là qu'est sa place, mais auprès d'une famille qui l'aime et qui l'entoure. Même si les conditions à l'institut sont excellentes, si tout leur est fourni, les enfants n'y sont pas à leur place et leurs yeux en disent long sur la carence affective dont ils souffrent et qui peuvent conduire à des maladies en fragilisant leur santé » a ajouté Jihene Ferjani.

Elle a lancé un appel aux juges aux affaires familiales pour accélérer les procédures et faire en sorte que les enfants puissent rapidement quitter le centre et rejoindre les familles qui les attendent. « L'enfant devrait passer quelques jours à l'institut, le temps que la procédure soit finalisée et pas des années à attendre, cela n'a pas de sens. Si le nombre d'enfants est si important à l'INPE, c'est principalement à cause de ces lenteurs, qui au final nuisent aux enfants et ont des répercussions sur l'attention et les soins qui leur sont prodigués faute de temps. Un enfant n'a rien à faire dans un centre si une famille l'attend, je tiens à insister sur ce point » a affirmé Mme Ferjani.

Elle a enfin tenu à préciser que l'association œuvre également à ce qu'un projet soit mis en place pour la prise en charge, auprès de familles d'accueil à long terme, des enfants qui ont des besoins spécifiques. Un projet d'autant plus urgent, que les enfants qui ont des besoins spécifiques sont de plus en plus nombreux et que les demandeurs d'adoption, dans ce type de cas, restent très peu nombreux.

« Certains enfants qui ont des besoins spécifiques dépassent les six ans à l'institut qui n'est pas habilité, ni équipé pour les gérer à partir d'un certain âge. Les familles d'accueil à long terme restent rares même si des facilités et des avantages leur sont accordés et que l'association aide aussi énormément. Évidemment on ne confie les enfants qu'à des familles qui sont aptes à les prendre en charge et à prendre en charge leurs soins. Il faut savoir que la tendresse et l'affection apportées par une famille font des miracles et nous avons assisté à de très belles histoires d'enfants que des familles ont sauvé et guéri. Ces enfants doivent être encadrés, on doit leur prévoir un programme et des solutions car à partir d'un certain moment, ils sont automatiquement confiés au centre Sanad à Sidi Thabet et ne pourront plus jamais le quitter. Le centre, et là survient un énorme problème, n'a même plus la capacité d'accueillir d'autres enfants. Ils demeurent donc à l'INPE qui n'est pas équipé pour les garder. Il n'existe aucun projet clair de l'État pour remédier à cela » a déploré Mme Ferjani.

L'Association des amis de l'INPE organise le 13 mai 2023 une Kermesse qui aura lieu à l'hippodrome de Ksar Saïd. L'évènement est ouvert au public et gratuit, des activités sont prévues. Les visiteurs pourront rencontrer les membres de l'association, se renseigner sur le bénévolat et discuter des actions à mener pour améliorer les conditions de vie des enfants sans soutien familial.

Myriam Ben Zineb

F / International
Lefiagro.fr
12-05-2023

Démocratie en panne, pénuries, inflation, grèves : la Tunisie au bord du chaos ?
ENTRETIEN - La seule démocratie née du Printemps arabe se trouve dans une «zone grise» alors que les libertés individuelles des Tunisiens sont grignotées, soutient le politologue tunisien Hamadi Redissi.

Hamadi Redissi est un universitaire, islamologue et politologue tunisien. Il a écrit de nombreux ouvrages sur la Tunisie, dont La tentation populiste : les élections de 2019 en Tunisie (éd. Cérès, 2020).

Les titres du matinNewsletter

Tous les jours

Recevez chaque matin, l'actualité du jour : politique, international, société...

Adresse e-mail

S'INSCRIRE

LE FIGARO. - Le président Kaïs Saïed a pris le pouvoir le 25 juillet 2021 par un coup de force. Quelle est la situation politique dans le pays depuis ?

Hamadi REDISSI. - Depuis le 25 juillet 2021, la situation est inquiétante car on ne sait pas où l'on va. Ce jour-là, le chef de l'État a procédé à un coup de force, un auto-coup d'État en s'appuyant sur l'article 80 de la Constitution tunisienne [il confère les pleins pouvoirs constitutionnels au chef de l'État, pour une durée limitée, en cas de péril imminent menaçant la sécurité, l'indépendance du pays, et le bon fonctionnement des institutions, NDLR]. Kaïs Saïed est même allé au-delà de cet article en révoquant le gouvernement et en suspendant les travaux du Parlement. Le 22 septembre 2021, il a franchi un nouveau cap en sortant du cadre constitutionnel : il s'est arrogé par décret tout le pouvoir exécutif, s'est emparé du pouvoir législatif et a suspendu la Constitution. Il s'est mis à gouverner par des décrets-lois, lesquels ne sont plus susceptibles d'être annulés par le tribunal administratif.

Il a ensuite déployé sa stratégie, sous la forme d'un rouleau compresseur. Sur les deux années écoulées, il a dissous le Conseil supérieur de la magistrature et a limogé 57 magistrats, il a dissous le parlement et les conseils municipaux. Il a ensuite mis en place son nouvel agenda politique : il a organisé un référendum sur une nouvelle Constitution (taux de participation à 30%), précédé d'une consultation digitale sur le même sujet avec un taux de participation ridicule. Il a finalement organisé des élections législatives en décembre 2022 et janvier 2023, auxquelles seulement 11,4% des Tunisiens ont participé... C'est une situation où un seul gouverne avec des pouvoirs pharaoniques. Le chef de l'État possède la totalité du pouvoir exécutif face à un Parlement croupion, et donc sans contre-pouvoir.

Que reste-t-il de la démocratie tunisienne, encore si jeune ?

C'est très difficile de répondre de manière arrêtée. Nous sommes dans une zone grise. Sur le plan institutionnel, c'est un pouvoir dictatorial, car c'est le pouvoir d'un seul. Sur le front des libertés, il y a des entorses flagrantes aux droits individuels et aux libertés des politiques. Il y a eu des arrestations dans le monde politique et des médias et notamment le directeur de Mosaique FM, Noureddine Boutar. Une vingtaine de personnes a également été arrêtée en février dernier, accusés de «*complot contre la sûreté de l'État*». Parmi eux, on compte également d'anciens ministres et des hommes d'affaires.

Le risque est, qu'à terme, nous atteignons un système autoritaire et complètement fermé, sur le modèle de Ben Ali. La Tunisie est sur une ligne de crête.

Hamadi Redissi

Mais les médias se sont tous mis au pas. Un exemple parlant : à l'occasion de la foire internationale du livre, deux ouvrages avaient été retirés par le pouvoir, Le Frankenstein tunisien et Kaïs 1er, président d'un bateau ivre. Face à la contestation, le pouvoir a cependant dû reculer. On voit que le pouvoir hésite à sauter le pas, c'est-à-dire à passer d'une politique autoritaire à un système autoritaire. C'est pour cela que l'on peut parler de «zone grise». Progressivement, les libertés individuelles sont grignotées et le risque est, qu'à terme, nous atteignons un système autoritaire et complètement fermé, sur le modèle de Ben Ali. Nous sommes donc sur une ligne de crête.

La vie au quotidien, la violence dans les stades, tout cela participe à un climat d'incertitude. La Tunisie a-t-elle encore une chance de s'en sortir et de revenir à un cadre démocratique ? Les avis sont partagés.

D'un point de vue économique et social, la Tunisie est-elle au bord du chaos ?

Pourquoi un tel immobilisme depuis plus d'un an et demi ?

L'économie tunisienne est une économie sinistrée mais elle n'est pas totalement au bord du gouffre car elle a encore quelques réserves pour les mois à venir. Le rythme de

croissance depuis 2011 est de 1,3%, la dette extérieure a doublé depuis 2010, le taux d'inflation est de 15,2% et le taux de chômage est d'un peu plus de 15%. Le chômage des diplômés, l'absence de création d'emplois... ce sont autant d'éléments structurels qui font que le pays a décliné. C'est aussi l'une des raisons pour laquelle le 25 juillet [jour du coup de force du président, NDLR] a été accueilli avec soulagement sinon enthousiasme par une bonne partie de la population.

Depuis plus d'un an et demi maintenant, la Tunisie négocie avec le FMI pour un plan de sauvetage de 1,9 milliard de dollars, sous conditions. Mais il y a un double problème : l'État rechigne tout d'abord à mettre en œuvre des réformes demandées par le FMI (c'est-à-dire la réduction de la masse salariale, le décrochage progressif de la subvention au titre de la caisse de compensation et la restructuration des entreprises publiques), car ce dernier demande à ce que les réformes soient lancées avant la libération des prêts. Kaïs Saïed exige le contraire. Le deuxième problème est bien plus grave. C'est le décalage entre le discours rhétorique et souverainiste du chef de l'État qui affirme que la Tunisie n'a pas à recevoir de diktat d'institutions étrangères internationales et le discours technocratique du gouvernement. C'est pour cela que de nombreux Tunisiens craignent que l'économie s'effondre : sans ce prêt du FMI, les budgets de 2022 et de 2023 ne pourront être bouclés et le pays ne recevra pas d'investissements étrangers.

Dans ces conditions, quel est l'état d'esprit des Tunisiens ?

Les Tunisiens pensent principalement à leurs conditions de vie. D'abord à cause des pénuries de matières premières et de produits de première nécessité mais aussi du renchérissement du coût de la vie. Pour le moment, il n'y a pas de réaction populaire à grande échelle, il y a cependant des grèves et des tentatives de négociations.

Ils sont par ailleurs mitigés. Dans l'esprit d'une grande partie des Tunisiens, le chef de l'État les a débarrassés de l'islam politique. Quant aux forces d'opposition, elles peinent à s'organiser de manière cohérente. La situation est confuse.

Quelle est aujourd'hui la position des Tunisiens vis-à-vis de l'islam politique et notamment après l'arrestation du chef d'Ennahdha en avril dernier, Rached Ghannouchi ?

L'islam politique c'est la grande déception des Tunisiens. Ils sont passés de la fascination à la détestation. Ils ont fait confiance massivement au parti Ennahdha aux élections de 2011 qui a obtenu moins de voix en 2014 et encore moins en 2019, sans totalement péricliter. La crise rattrape l'islam politique, accusé d'en être le seul responsable, quoiqu'il ait toujours gouverné avec des laïcs. Ainsi, l'islam politique ne s'est pas dissous dans l'urne mais dans le panier de la ménagère. Entre-temps, le parti est passé du piétisme à l'affairisme, de l'islamisation de la société au clientélisme. Saïed qui a été élu avec les voix des islamistes, l'a bien compris : il solde le compte. Il arrête Ghannouchi, l'homme le plus détesté des Tunisiens, tous sondages confondus depuis une dizaine d'années, sur un délit d'opinion. Ceux qui le soutiennent dans sa démarche n'en ont cure : ils abominent autant Ghannouchi qu'ils haïssent la démocratie. De nouveau le parti se ressource dans le droit de révolte contre la tyrannie. Dire donc que l'islam politique est fini, c'est aller vite en besogne : le parti vient de remporter les élections étudiantes pour la énième fois.

Le chef de l'État avait récemment tenu des propos sur les migrants subsahariens en reprenant le concept de «*grand remplacement*». Pourquoi cette soudaine prise de position ?

Il y a deux raisons à cela. Une raison contingente d'abord : celle de la pression italienne sur l'immigration, sur la capacité de la Tunisie à contenir le flot d'immigrés qui souhaitent rejoindre les côtes italiennes. La raison de fond, c'est que le chef de l'État est prisonnier de son discours populiste. Ce dernier s'attaque à la fois aux ennemis intérieurs, c'est-à-dire les élites corrompues, les spéculateurs, les traîtres, mais également aux ennemis extérieurs sous la double forme du diktat des puissances étrangères et des immigrés. La rhétorique populiste consiste à se créer un ennemi commun. C'est un épisode douloureux pour la conscience nationale.

Que peut-on dire de l'attaque qui a eu lieu dans la synagogue de la Ghriba, à Djerba, faisant 5 morts le mercredi 10 mai ?

Pour la Tunisie, c'est un jour de deuil. Nos compatriotes de confession juive ont été frappés dans leur chair vive par une attaque meurtrière, à la synagogue de la Ghriba. Trois agents de police ont également été tués dans l'opération. Or, on pensait avoir réduit le terrorisme à néant.

Après un silence pesant, l'attaque du 10 mai 2023 a été qualifiée d'acte «*criminel*» et non de terroriste par l'État tunisien, ce qui est honteux [le parquet antiterroriste français a ouvert ce jeudi 11 mai une enquête, NDLR]. La police, le ministère de l'Intérieur et l'armée ont fourni un immense effort pour juguler ce fléau. Mais il est indépendant de la nature du régime et n'a pas entièrement cessé.

À mon sens, le fléau terroriste doit être combattu par trois choses. En premier lieu par une politique sécuritaire, sans laquelle cette lutte est un vœu pieux. Deuxièmement, il faut une éducation à la tolérance dès le plus jeune âge et par-delà les réseaux sociaux : lutter contre l'antisémitisme, l'antijudaïsme et le racisme, mais aussi la haine des femmes. Enfin, le troisième point est politique. Sans front uni et démocratique de toutes les forces tunisiennes, le terrorisme ne sera pas maîtrisé. C'est le talon d'Achille de la Tunisie et cela advient à la veille d'une saison touristique qui apparaissait prometteuse pour le pays en souffrance économique.

مقالات باللغة العربية

هجوم جربة في تونس.. أصوات الاتهام تتجه نحو حركة "النهضة"
وجه نواب برلمان وأحزاب في تونس، أصوات الاتهام إلى حركة النهضة الإخوانية، في الهجوم الذي تعرض له المبعد اليهودي في جزيرة جربة.

ويتفق خبران، أحدهما سياسي والأخر قانوني، من [تونس](#) في تعليقهما لموقع "سكاي نيوز عربية" مع هذا الرأي، عارضين المؤشرات التي يستندان إليها في ذلك الاتهام، ومن بينها "حرص النهضة" على توظيف أشخاص تابعين لها في الأجهزة الأمنية، خلال فترة حكمها للبلاد.

وادعت كتل سياسية وبرلمانية، صباح الخميس، إلى "مراجعة شاملة للسياسات الأمنية، لكشف اختراقات حركة النهضة إبان حكمها في تونس"، على خلفية الهجوم الذي وقع الأربعاء، وخلف 6 قتلى، من بينهم منفذ الهجوم، وهو جندي في الحرس الوطني، أطلق الرصاص بشكل عشوائي على الزوار وقوات الأمن.

اتهامات مباشرة
النائبة فاطمة المسدي، قالت خلال جلسة عامة للبرلمان، الخميس، إن حادثة جربة "أثبتت اختراق النهضة للمؤسسة الأمنية"، داعية إلى مراجعة كل التعيينات في الجهاز الأمني التي تمت خلال السنوات الـ10 التي حكمت فيها الحركة البلاد (2011-2021)، كما طالبت بحل الحركة وتصنيفها كتنظيم إرهابي.
كذلك اتهم حزب الوطنيين الديمقراطيين الموحد، "النهضة" بالوقوف وراء الهجوم، معتبرا أن "نشر الإرهاب تزامن مع صعودها إلى الحكم في 2011".
وفي أول تعليق له على الهجوم، قال الرئيس التونسي، قيس سعيد، مساء الأربعاء، إن "الهدف من الهجوم هو زعزعة الاستقرار، لكنهم لن يقدروا على ذلك"، مبينا أن هناك "دولة ومؤسسات" وأن الشعب التونسي "يعلم جيدا مخططات المجرمين".

38 نائباً تونسياً يرفضون التكفل في البرلمان: صراع المحاسبة والمناصب
انطلاق اليوم، الجمعة، فصل جديد من المفاوضات داخل [البرلمان التونسي](#) بعد حسم تكوين 6 كتل نيابية جديدة، ليبقى نحو ربع نواب المجلس خارج التكتلات، ما عقد نظام المحاسبة، وفتح أبواب الصراع حول أهم المناصب البرلمانية في مكتب الرئيس ورئاسة اللجان.

وأعلن رئيس البرلمان إبراهيم بودربالة، خلال جلسة عامة، أمس الخميس، عن تكوين 6 كتل برلمانية، انضم إليها نحو 115 نائباً من جملة 154، لتبرز مجموعة من 39 نائباً لم يتضمنوا إلى أي كتلة، من ضمنهم النائب وجدي الغاوي الذي يقع في السجن منذ بداية إشغال المجلس، بسبب قضية تزوير انتخابي، ولم يتم تعويضه بعد، وبالتالي امتنع 38 نائباً عن تشكيل أي كتلة واختاروا مراقبة الوضع، رغم أنّ نصاب تشكيل الكتل هو 15 عضواً على الأقل كما يشترط القانون.

ولم يعلن بودربالة عن حصص الكتل والنواب غير المنتسبين، من المناصب، وكيفية توزيع المسؤوليات.
 واستقر النائب هشام حسني، في تدوينة على "فيسبوك"، بقاء الجلسة العامة مفتوحة إلى يوم الثلاثاء المقبل دون تحديد سقف واضح، قائلاً: "لا أدرى لماذا هذا التعطيل في انطلاق البرلمان في وظيفته التشريعية.. البقاء على جلسة مفتوحة إلى يوم الثلاثاء غير مبرر."

ودخل البرلمان في مفاوضات ومصادرات داخلية لتوزيع المناصب، وهو ما دفع العديد من النواب للبقاء خارج الكتل بسبب عدم تمكينهم من منصب في مكتب البرلمان، بحسب ما كشفه مصدر لـ"[العربي الجديد](#)", اليوم الجمعة، مشيراً إلى أن "بودربالة بحث عن تشكيل كتلة تدعمه ولكن لم يتيسر ذلك".



Skynewsarabia.com
12-05-2023



Alaraby.co.uk
12-05-2023

وقال المصدر إن "كتلة مساندة لرئيس البرلمان ستتجنبه هاجس التهديد بسحب الثقة أو تغييره من الرئاسة مستقبلاً، وإن كانت الأمور على أفضل ما يكون حالياً". وقرر بودربالة ترحيل الجلسة العامة للأسبوع المقبل، حتى تستقر الكتل وتتوصل إلى تفاهمات مع غير المنتسبين، لإيجاد صيغة قضي لتكوين مكتب المجلس وانطلاق اللجان دون خلافات.

وتصدر الكتلة النيابية "صوت الجمهورية" بـ25 عضواً، وهي كتلة حزبية تمثل حزب صوت الجمهورية الذي يرأسه الأمين العام السابق لحزب نداء تونس والوزير في حكومة هشام المشيشي المقالة بقرار رئاسي رجل الأعمال علي الحفصي.

وأنسنت رئاسة الكتلة الكبرى للقيادية السابقة في حزب نداء تونس آمال المؤدب، وهي رئيسة سابقة لبلدية تونس المدينة، وقد تم سجنها قبل انطلاق عمل المجلس بسبب قضية انتخابية، قبل أن يتم الإفراج عنها.

وتأتي في المركز الثاني "الكتلة الوطنية المستقلة"، وعدد أعضائها 21 نائباً، ويترأسها عماد أولاد جبريل، القبادي السابق في حزب نداء تونس، وعضو البرلمان المنحل عن حزب قلب تونس الذي أسسه رجل الأعمال الفار نبيل القروي، والذي ترأس لجنة إعداد النظام الداخلي الجديد. أما نائب رئيس الكتلة أيمين بن صالح فهو من القيادات المحلية لحزب نداء تونس قبل أن يدخل الانتخابات بوصفه مستقلاً.

وتترز في المرتبة الثالثة عددياً الكتلة النيابية "الأمانة والعمل"، وعدد أعضائها 20 نائباً، ويرأسها فخرى عبد الخالق، القبادي سابقًا في حزب المبادرة، وعضو بلدية المحمدية مرشحاً عن حزب المبادرة، الذي أسسه القبادي في حزب التجمع المنحل وزير الدفاع زمن زين العابدين بن علي كمال مرجان.

أما الكتلة الرابعة، فبلغ عدد نوابها 19، وسميت "كتلة الأحرار"، ويرأسها الطيب صابر المصمودي.

وتشكلت كتلتان، الخامسة والسادسة، بالحد الأدنى القانوني لتشكيل كتلة برلمانية، من 15 نائباً على الأقل. الكتلة الخامسة هي "لينتصر الشعب"، برئاسة علي زغدو، وتحمل اسم المبادرة المناصرة لرئيس الجمهورية قيس سعيد، وترشح باسمها رئيس البرلمان الحالي إبراهيم بودربالة قبل أن ينشب خلاف داخلها.

والكتلة السادسة التي تضم 15 نائباً بدورها، هي كتلة "الخط الوطني السياسي"، وهي تحالف يجمع نواب حركة الشعب (قومي ناصري) مع نواب حزب الوطنيين الديمقراطيين الموحد (يساري أنسه شكري بلعيد الذي اغتيل في 2013).

ويترأس الكتلة القيادي في حزب الوطيد يوسف طرشون، وهو مساند لتيار النائب السابق منجي الروحي بعد انقسام الحزب، بينما قبلت حركة الشعب بمنصب نائب رئيس الكتلة رغم أغلبيتها بـ11 نائباً، وذلك بتعيين رئيس مكتبه السياسي عبد الرزاق عويدات في المنصب.

وينص القانون الداخلي للبرلمان على أنه "كل خمسة عشر عضواً أو أكثر حق تكوين كتلة نيابية، ولا يجوز للحزب أو الالتفاف نفسه أن تكون له أكثر من كتلة نيابية واحدة. يمكن لكل عضو من أعضاء المجلس الانتقاء لكتلة التي يختارها. ولا يمكن للعضو الانتقاء إلى أكثر من كتلة نيابية واحدة".

ويمنع القانون التنقل بين الكتل البرلمانية، حيث ينص على أنه "إذا انسحب نائب من الكتلة النيابية التي كان ينتمي إليها عند بداية المدة النيابية أو اثناءها لا يجوز له الالتحاق بكتلة أخرى".

بداية فصل من الصراع

وتنافس الكتل على أهم المناصب في البرلمان، وكلها مناصب مساعدي رئيس المجلس وعددها 10:

- نائب مساعد للرئيس مكلف بشؤون التشريع
- نائب مساعد للرئيس مكلف بالعلاقات مع رئاسة الجمهورية والحكومة
- نائب مساعد للرئيس مكلف بالعلاقات مع السلطة القضائية والهيئات الدستورية والوطنية
- نائب مساعد للرئيس مكلف بالعلاقة مع المجلس الوطني للجهات والأقاليم
- نائب مساعد للرئيس مكلف بالعلاقات الخارجية وبالتونسيين بالخارج والهجرة
- نائب مساعد للرئيس مكلف بالعلاقات مع المواطن والمجتمع المدني
- نائب مساعد للرئيس مكلف بالإعلام والاتصال
- نائب مساعد للرئيس مكلف بالتصريف العام
- نائب مساعد للرئيس مكلف بالإصلاحات الكبرى
- نائب مساعد للرئيس مكلف بشؤون النواب

وينص القانون الداخلي على أنه "يتم اعتماد النواب المساعدين للرئيس، ما عدى نائبه، بالتمثيل النسبي. وللكل الأكثر أعضاء الأولوية في اختيار المسؤوليات بالتناوب واحدة بوحدة. وتراعى في ذلك حصة مجموع غير المنتسبين".

وتترز الصعوبة في تحديد حصص النواب غير المنتسبين وعدهم نظرياً 46 عضواً، 38 نائباً رفضوا التكفل بوضوح، وباعتبار أنّ المجلس منقوص من النائب السجين وجي الغاوي، وكذلك من 7 نواب آخرين لم يتم انتخابهم بعد، وقد انطلق المجلس الجديد بـ154 عضواً فقط من جملة 161 مقعداً ضبطها الدستور بسبب عدم تسجيل ترشحات في 7 دوائر في الخارج.

ويتصدر رئيس البرلمان إبراهيم بودربالة قائمة البرلمانيين الرافضين للكتل إلى جانب عدد هام من مناصري الرئيس سعيد الذين طفت أسماؤهم خلال الحملة الانتخابية، على غرار فوزي دعايس عضو الحملة التفسيرية، والنائبة السابقة في "نداء تونس" فاطمة المساي.

ودونت النائبة المستقلة ريم الصغير، على صفحتها في "فيسبوك"، أن "أول خطواتنا في الفكر النيابي الجديد أنني ماضية قدماً في التثبت برأي دائمي وقواعدنا في عدم التكفل الذي يعد آلية غير ناجحة لتنفيذ القوانين والتشريعات ومن ثم البرامج".

واستغرب النائب بالبرلمان المنحل زياد الهاشمي، في حديث لـ"العربي الجديد"، اليوم الجمعة، ما وصفه "تشدق الأحزاب المساندة والمناصرة فور انتخابها ببرلمان سعيد بعزمها على تشكيل كتل كبيرة بـ80 و60 نائباً على غرار حركة الشعب" (لينتصر الشعب)، لظهور اليوم أنها بالكاد قادرة على تحصيل الحد الأدنى".

وتطرق الهاشمي إلى اعتماد نواب المجلس الجديد القانون الداخلي السابق نفسه "ولكن بصيغة مشوهة وبنظام أخرج"، و"سقوطهم في نظام المحاخصة البرلمانية بعدما تمت شيطنة الأحزاب والكتل ونظام النسبة في المجلس السابق على أساس اقسام المناصب".

من جهته، قال عضو الكتلة الوطنية المستقلة ثابت العابد، لـ"العربي الجديد"، إنه سيتم توزيع المسؤوليات في مكتب المجلس وعددها 10 مناصب نواب مساعدين للرئيس حسب حجم الكتل وتمثيلها النسبي، بحسب مقدار لكل كتلة من الكتل السنت ومقعد ثان لكتلة الكبرى "صوت الجمهورية" فيما سيتم إسناد 3 مقاعد لغير المنتدبين للكتل.

وبين أن "الكتل المنظمة ستقدم ممثليها في مكتب المجلس بينما يتنتظر أن ينتخب 3 من غير المنتدبين".

واعتبر العابد أن ترحيل الجلسات العامة إلى الأسبوع المقبل "جاء ليفسح المجال لكتل وغير المنتدبين للتشاور في ما بينهم"، مضيفاً أنه "لن يتم تعطيل أعمال المجلس باعتبار أنَّ غير المنتدبين هم في حقيقة الأمر مجموعات برلمانيات تنعقد في ما بينهم؛ أي كتل موازية ستتوصل إلى انتخاب من يمثلها".

وبين أنه لم تعد هناك إمكانية لتشكيل كتل جديدة بعد الان، ولكن يمكن لغير المنتدبين الانضمام إلى إحدى الكتل الموجودة، وبالتالي هي مناسبة لتنشيط الكتل جدارتها ونوعيتها لتقع من يريد الالتحاق بها"، بحسب قوله. وأشار العابد إلى أن "تكوين المكتب وتوزيع المسؤوليات يعد شأنًا داخليًا ويجب أن ينطلق المجلس في القيام بوظيفته والأنكباب على الأولويات التي تنتظره".



Alhurra.com

12-05-2023

"رقم مفرز لانتحار الأطفال" في تونس يدفع الحكومة للتحرك

كشفت وزيرة الأسرة التونسية، أمال موسى، الجمعة، أن البلاد تعرف تصاعداً لظاهرة الانتحار ومحاولات الانتحار، لا سيما وسط الأطفال، حيث وصل معدل الانتحار لدى هذه الفئة، خلال الأربعة أشهر الأولى من السنة الجارية، إلى انتحاريين في الشهر.

وكشفت موسى في افتتاح الملتقى السنوي لمندوبي حماية الطفولة، تسجيل 102 محاولة انتحار بمعدل 26 محاولة شهرياً بين يناير وإبريل 2023.

وقالت بحسب بيان نشرته الصفحة الرسمية للوزارة إن 80 بالمائة من محاولات الانتحار في صفوف الأطفال، كانت من قبل إناث.

في السياق، أعلنت الوزيرة عن شروع الوزارة في إنجاز "دراسة علمية معمقة حول محاولات الانتحار لدى الأطفال".

وأول أمس، الأربعاء، انتحر تلميذ مراهق بمعهد في القิروان، ما جعل الوزارة المسؤولة تأمر وسائل الإعلام بالتعاطي مع الظاهرة بحذر شديد وفق البيان الذي صدر بالخصوص.

وجاء في البيان "تجدد الوزارة التذكرة بضرورة التعاطي الحذر على المستوى الإعلامي وعبر شبكات التواصل الاجتماعي مع حالات الانتحار ومحاولات انتحار الأطفال باحترام تام لمقتضيات مجلة حقوق الطفل والمعايير والضوابط الهدافة إلى ضمان مصلحة الطفل الفضلى وتجنب آثار العدوى اللامباشرة على الأطفال".

الصوفي التونسي مختار غميس قال في تغريدة على تويتر تعليقاً على تصريحات الوزيرة: "رقم مفرز لانتحار الأطفال هذه السنة".

تعليقاً على ذلك، قال رئيس الجمعية التونسية ل الدفاع عن حقوق الطفل، معز الشريفي، إن حالة من الإحباط تتنامي في أوساط الأطفال، منذ سنين، نتيجة تخلي المجتمع عنهم، في غمرة الأزمات المتعددة التي تعيشها تونس منذ أكثر من عقد.

وفي حديث لموقع الحرية، شدد الشريفي على أنه "ليس هناك إحصائيات دقيقة حول عدد المنتحرين، بين الأطفال (...) لكن هناك مؤشرات على أعداد الذين حاولوا الانتحار فقط".

وأرجع الرجل غياب أرقام دقيقة إلى غياب أو "عدم العمل بشكل صحيح" لآليات وضعتها الدولة لرصد وإحصاء المحاولات الانتحارية والعنف في المحيط الذي ينمو فيه الطفل، بداية من الأسرة إلى المدرسة فالمجتمع بشكل عام. يذكر أن موقع الحرية حاول الاتصال بوزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن التونسية، للتعليق على الموضوع، لكن لم تلق أي رد.

بخصوص ارتفاع نسبة محاولات الانتحار بين الإناث، قال الشريفي، إن ذلك راجع لضغط الأعراف على المجتمع التونسي "بالرغم من أن البلاد معروفة بأنها تسير نحو الديمقراطية والمساواة" وفق تعبيره.

ويضيف الشريفي "تونس كباقي المجتمعات العربية، تحكمها أعراف وتقالييد قوية، وهي التي تحكم في سلوكيات الأفراد وليس القوانين".

إلى ذلك، أشار هذا المختص، إلى أن الضغط الاجتماعي على الفتيات أكثر من الذكور "رغم أن تونس تسعى لدعم مبادئ تكافؤ الفرص بين الجنسين".

ولفت الرجل إلى أنه، ورغم أن نسبة النجاح المدرسي عند الفتيات أكبر بنحو 70 في المائة عن الذكور، إلا أنهن يخوضن للتمييز في المجتمع، وهو ما زاد من عزلتهن ورفع فرص الانحراف، عند البعض منها.

وكشف أن الإقبال على التدخين عند الفتيات أصبح أكبر منه عند الذكور واصفاً ذلك بالمؤشر على درجة القلق الذي تعيسه الفتيات في تونس منذ صغر سنهن.

وذكر أنه في عام 2013 كان عدد الفتيات اللاتي تدخن يكاد يكون منعدماً في الإحصائيات التي تطرق للظاهرة في تونس، لكن عددهن ارتفع في إحصائيات حديثة ليصل إلى 13 في المائة.

الشريف وصف ذلك بالقول "هذا مؤشر للتغير في السلوك الاجتماعي عند الفتيات، دون أن يرافقه تغيير من الجانب المجتمعي، سواء على مستوى الاتصال أو التكفل".

العنف وغياب الحوار

بالعودة إلى ارتفاع ظاهرة محاولة الانتحار بين الأطفال عموماً، شدد الشريف على أنه راجع إلى العنف المسلط عليهم في المجتمع ككل، ولا سيما الفضاءات الثلاث: الأسرة، المدرسة، والشارع.

وقال "رغم غياب الإحصائيات الرسمية أستطيع أن أقول لك أن عدد محاولات الانتحار، تضاعف خلال العشرية الأخيرة".

الرجل رد ذلك إلى ما وصفه "تعطل آليات الحوار على مستوى كل الفاعلين فيما يخص الطفولة" وذلك في ضوء الأزمة الاقتصادية والاجتماعية التي ضاعفتها أزمة وباء كورونا الأخيرة، وفقه.

وأوضح الشريف أيضاً أن الأسرة التونسية التي أصبحت في مواجهة تلك الأزمات "ضاقت صدراًها ولم تعد مستعدة للسماع لأطفالها، ومن ثم أغفلت في وجههم كل قنوات الحوار".

ومضى يقول "كذلك الشأن في المؤسسات التربوية وكل المجتمع" ثم تابع "أي طفل يريد إبداء رأيه، يُعامل وكأنه معتم على الأصول والقواعد، وهو ما زاد من عزلة كثيرين منهم".

جهود الدولة

بالحديث عن جهود الدولة بالخصوص قال الشريف إن كل آليات الإحاطة التي وضعتها الدولة أصبحت حبراً على ورق وليس مفعلاً في أغلب المؤسسات التربوية.

يدرك أن وزارة الأسرة والطفل شددت في البيان الذي أعلنت فيه انتحار المراهق من القิروان، الأربعاء على واجب إشعار الهيئات المختصة، حول كافة أشكال التهديد التي يمكن أن يتعرض لها الطفل وذلك من خلال الاتصال المباشر بالمكاتب الجهوية لمندوبية حماية الطفولة بكل ولاية أو عبر الرقم الأخضر 1809 للاحاطة والتوجيه وتلقي الإشعارات عن بعد، إلى جانب بوابة حماية الطفولة على شبكة الانترنت.

الإدمان

يعود الشريف ليؤكد في السياق تنامي ظاهرة الإدمان في صفوف الأطفال والمراهقين، سواء تعلق ذلك بالإدمان الإلكتروني أم تعاطي المخدرات والتدخين.

ويقول عندما يحيط الطفل يلجأ إلى بناء سلوك إدماني، ما يقوده بعد ذلك إلى العنف، ثم محاولة الانتحار لجذب الانتباه.

وتتابع "أضم صوتي للقول بأن على وسائل الإعلام المساهمة في جهود مواجهة الظاهرة بتخفي الحذر والمسؤولية وعدم نشر تفاصيل الانتحار التي قد "تلهم آخرين" وختم "محاولة الانتحار، طلب استغاثة من الطفل".

Le 13-05-2023

<http://adlitn.org/fr>

 Tunisienumerique.com 13-05-2023	<p>Tunisie – L’Affaire Instalingo n’est pas vide et Ghannouchi aurait dû être arrêté depuis longtemps</p> <p>Jalel Hammami, l'avocat de l'ex-porte-parole du ministère de l'intérieur, Mohamed Ali Laroui, a assuré, ce jeudi, au micro d'une radio privée, que l'affaire Instalingo n'est pas vide, comme le prétendent certains, entre autres Rached Ghannouchi, et que celui-ci aurait dû être arrêté dans cette affaire dès le début.</p> <p>Il a ajouté que cette affaire est une affaire d'espionnage où sont impliqués des renseignements étrangers, et qu'il y a beaucoup d'argent qui a été versé de toutes parts.</p> <p>Hammami a ajouté que le dossier va connaître d'autres rebondissements avec de nombreuses arrestations, parmi des hommes d'affaires et parmi des personnalités proches d'Ennahdha.</p> <p>Il a fait part de son étonnement du fait que Rached Ghannouchi prétend que ce dossier est contrefait et vide et qu'il s'agit de simples règlements de comptes.</p>
 directinfo.webmanagercenter.com 13-05-2023	<p>Tunisie : Le SNJT condamne l’agression d’une journaliste radio à Gafsa</p> <p>Le Syndicat national des journalistes tunisiens a vivement condamné la “violence policière” commise par deux sécuritaires contre la présidente de son antenne locale dans le sud-ouest du pays, journaliste à la Radio Gafsa FM, Siwar Amaydia.</p>

Cette agression constitue un “grave incident”, fustige le SNJT, estimant qu’il s’agit d’un “nouvel épisode” qui s’inscrit dans le prolongement d’une série d’agressions policières ciblant des journalistes, hommes et femmes, depuis le début de cette année.

Dans une déclaration publiée, samedi, sur fond de cet incident, le SNJT a appelé le département de l’Intérieur à ouvrir une enquête sine die sur les violences dont la journaliste était la cible, à prendre s’il échoue, des mesures urgentes et à demander des comptes aux deux agents de sécurité, se déclarant disposé à saisir la justice aux fins de donner suite à cette affaire.

S’agissant du déroulé de l’incident, le SNJT avance une version des faits selon laquelle une sécuritaire a agressé la journaliste, Siwar Amadiya, à l’hôpital régional Habib Bouziane de Gafsa alors qu’elle assurait la couverture de l’arrivée d’un caravane sanitaire multidisciplinaire à l’hôpital précité.

La journaliste a été repoussée par la sécuritaire avant d’être violentée par celle-ci, relate encore le SNJT dans sa déclaration, ajoutant qu’un deuxième agent de sécurité a rejoint sa collègue et l’a aussi agressé et a menacé ainsi que son fils, un volontaire du Croissant Rouge.

La journaliste, cite le SNJT, a été transférée au services des urgences où elle a reçu les soins nécessaires après avoir souffert d’un petit malaise.

LaPresse.tn
Lapresse.tn
13-05-2023

Pointant du doigt « une partie politique et idéologique » : Ennahda se dit visé par une campagne diffamatoire

« Une partie politique et idéologique s’efforce de faire endosser au mouvement la responsabilité de l’attaque de Djerba et à son président, malgré la piste criminelle avancée officiellement par le Président de la République et le ministère de l’Intérieur ».

Le mouvement Ennahdha a accusé une « partie politique et idéologique » (sans la citer) qui ne cesse de la cibler d’une campagne « diffamatoire et mensongère » et de lancer à son encontre des « accusations montées de toutes pièces ».

Cette partie, poursuit le mouvement dans une déclaration publiée hier, use de tous les moyens politiques et médiatiques pour répandre de fausses allégations dans le dessein « d’éliminer «ses partisans et sympathisants des organes et institutions de l’État et de les envoyer en prison».

Toujours selon le mouvement, « cette partie » s’efforce de faire endosser au mouvement la responsabilité de l’attaque de Djerba et à son président, malgré « la piste criminelle » avancée officiellement par le président de la République et le ministère de l’Intérieur.

Le mouvement Ennahdha estime que cette « partie politique » (toujours sans la citer) entend saisir cette occasion pour régler ses comptes avec un rival politique qui l’a vaincu par les urnes.

Ennahdha a souligné que cette partie s’acharne à semer la discorde entre le mouvement et le président de la République et les institutions de l’Etat, soulignant que « les Nahdaouis sont des citoyens tunisiens et ont le plein droit de vivre dans leur pays, d’y travailler et d’élever leurs enfants. Et, ils obéissent à la loi comme tout le monde. »

Mercredi dernier, le mouvement Ennahdha avait annoncé qu’il prévoit de porter plainte en référé contre le secrétaire général du Parti des patriotes démocrates unifié (PPDU), Mongi Rahoui, à la suite d’un communiqué publié et dans lequel des accusations « infondées » sont portées contre le mouvement, tenant Rahoui pour responsable des répercussions de ses allégations sur la sécurité des sympathisants du mouvement.

Le PPDU (clan Mongi Rahoui) avait estimé dans un communiqué condamnant l’opération de Djerba publié mercredi dernier, que cette attaque « a coïncidé avec le début du redressement du pays et le lancement de d’une procédure judiciaire contre les symboles du terrorisme et leurs complices, menés par leur chef de file en Tunisie, Rached Ghannouchi. »


Businessnews.com.tn

Mandat de dépôt à l’encontre de Sahbi Atig

Le juge d’instruction près le Tribunal de première instance de l’Ariana a émis, tard dans la nuit de vendredi à samedi 13 mai 2023, un mandat de dépôt à l’encontre du dirigeant nahdhaoui, Sahbi Atig.

13-05-2023

Dans une déclaration à Mosaïque Fm, la porte-parole du tribunal, Fatma Boukataya a fait savoir que Sahbi Atig faisait face à des accusations d'association de malfaiteurs aux fins de blanchiment d'argent, de détention illégale de devises, de dissimulation de preuves et de faux témoignage. Deux autres personnes sont impliquées dans cette affaire et des mandats de dépôt ont été également émis à leur encontre.

Suite à la décision de justice, l'épouse de Sahbi Atig a publié un communiqué pour relater sa version des faits. Zeineb Mrahi a affirmé qu'il s'agit d'une affaire fomentée et qu'elle se base sur de fausses déclarations d'un jeune de 22 ans, actuellement emprisonné dans une affaire de drogue.

« Depuis sa prison, ce jeune a livré un faux témoignage concernant une affaire de vol qui remonte à 2016 dans un quartier voisin au nôtre. La campagne médiatique lancée par ceux habitués à propager des rumeurs a été le point de départ pour justifier l'incarcération de Sahbi Atig sur la base de ce faux témoignage. On l'accuse d'être intervenu, il y a sept ans, pour dissimuler le vol d'un domicile qu'il ne connaît pas. L'enquêteur n'a pas pris la peine de vérifier les allégations faciles à réfuter en consultant les autorités concernées ». Pour Zeineb Mrahi, l'objectif était clair depuis le début et la décision était prête : ajouter Sahbi Atig à la liste des prisonniers politiques. « Il ne réussiront pas à le diffamer et à entamer son moral. J'aurai recours à tous les moyens pacifiques et légaux pour défendre mon époux jusqu'à ce que prenne fin son incarcération injuste », a enfin indiqué Mme Mrahi.



Zeineb Mrahi

9 h ·

...

بلاغ للرأي العام

تم اصدار بطاقة ايداع في السجن في حق زوجي الصبحي عتيق الموقوف منذ يوم 6 ماي الجاري.

القضية كيدية، و الاتهامات الموجهة اليه كاذبة، كل القضية قائمة على اقوال كاذبة و مزورة مصدرها المدعي و.م ، شاب عمره 22 سنة ، ذو سوابق عدلية، مودع حاليا في السجن في قضية مختارات.

من داخل السجن ادى المدعي و.م بأقوال كاذبة في قضية سرقة تعود الى سنة 2016 تعلقت بمنزل في حي مجاور ، وقد تم اعتنام الحملة الإعلامية التي شنتها بعض متعمدي ترويج الإشاعات لاستخدام هذه الوشاية في تبرير سجن الصبحي عتيق بتهمة التدخل منذ 7 سنوات للتحطيم على سرقة منزل لا علاقة له به، ومع فرقه أبحاث لم يدع أي من أفرادها للإستماع إليه بعد الآن ، بل لم يكلف الباحث نفسه عناء التثبت من ادعاءات يسهل دحضها بمجرد مراجعة الجهات المعنية ولكن الهدف كان محدداً منذ البداية والقرار كان جاهزاً : الحق زوجي الصبحي عتيق بمن سبقه من المعتقلين السياسيين .

لن ينجحوا في تشويه زوجي ولا في ضرب معنوياته و أؤكد أنني سأتجه إلى كل الطرق السلمية و المدنية و القانونية للدفاع عن زوجي حتى إنتهاء مظلمة اعتقاله الكيدي السياسي الظالم .
زينب المرايحي (زوجة المعتقل السياسي الصبحي عتيق).

2h 10

Sahbi Atig, avait été interpellé à l'aéroport Tunis-Carthage dans la matinée du samedi 6 mai 2023. Il avait été interdit de voyager et en avait été informé puis conduit à un endroit pour être interrogé. Il avait été placé en garde à vue et une perquisition avait été opérée à son domicile.

I.L

Dilou : les avocats de la défense dans l'affaire de complot seront bientôt traduits en justice

Le Front de salut national a tenu, le 13 mai 2023, une manifestation, devant le Théâtre municipal de Tunis, appelant à la libération des personnes placées en prison dans le cadre de l'affaire de complot contre la sûreté de l'État.

Prenant la parole à cette occasion, Samir Dilou a exprimé son regret de se retrouver dans l'obligation de manifester chaque semaine pour la libération des prisonniers politiques détenus dans le cadre de cette affaire. Il a indiqué que des avocats de la défense seront bientôt traduits en justice.

« Chaque jour, un nouveau nom s'ajoute aux détenus à la Mornaguia... Chaque visite rendue à ces derniers est une occasion de leur montrer que nous ne céderons pas... On nous reprochait, dès les premières manifestations, nos craintes de l'instauration d'une dictature. Avec le temps, avec chaque mois ou chaque semaine, toute personne osant s'exprimer se retrouve face au décret n°54... Ce décret est devenu insuffisant. Désormais, on engage des poursuites contre des déclarations médiatiques », a-t-il dit.

Samir Dilou a rappelé que l'application de la loi de lutte contre le terrorisme pouvait conduire à des peines de mort. Il a cité l'exemple de Chaima Issa. Elle fait face à de nouvelles charges devant le tribunal militaire, en plus d'être poursuivie dans le cadre de l'affaire de complot contre la sûreté de l'État. M. Dilou a mis en garde contre les atteintes à la liberté d'expression. Il a assuré que les déclarations de Zeineb Mraihi au sujet de l'affaire concernant son mari Sahbi Atig étaient véridiques.

Pour rappel, Zeineb Mraihi a affirmé que cette affaire se basait sur de fausses déclarations d'un jeune de 22 ans, actuellement emprisonné dans une affaire de drogue. Elle a assuré que la même personne a livré un faux témoignage concernant une affaire de vol qui remonte à 2016 dans un quartier voisin.

Samir Dilou a assuré que le dossier de l'affaire de complot contre la sûreté de l'État était monté de toutes pièces. Il a indiqué qu'aucune autorité officielle n'a démontré, durant les 92 jours passés, c'est-à-dire depuis les arrestations, le contraire. Il a rappelé que la seule déclaration du ministère public contredit les affirmations de trahison et de complot. Le ministère public avait adressé, à la date du 1er avril 2023, une lettre aux missions diplomatiques présentes en Tunisie les rassurant et affirmant qu'il n'y avait pas de soupçons de rencontres dans le cadre d'un complot touchant à la sûreté de l'Etat.

Samir Dilou a indiqué que le Front de salut national militait pour les libertés contrairement aux soutiens du président de la République, Kaïs Saïed. Il a critiqué l'attitude de ces derniers face à l'injustice et la joie qu'ils expriment. M. Dilou a considéré que le pouvoir en place ciblait les avocats de la défense dans le cadre de l'affaire de complot afin de priver les accusés de leur droit à se défendre et de tenir des procès à huis clos.

<https://www.facebook.com/watch/?v=775230150647500>

La vidéo qui résume les rumeurs dans l'affaire de Noureddine Boutar

La radio Mosaïque Fm a diffusé, vendredi 12 mai 2023, une vidéo de trois minutes qui résume l'affaire du journaliste et du patron de la radio, ainsi que toutes les imprécisions et les fakes news ayant accompagné son arrestation.

Arrêté depuis trois mois, plusieurs rumeurs ont circulé sur la toile et dans certains médias à propos du patron de Mosaïque Fm. Plusieurs informations indiquent qu'il serait impliqué dans l'affaire du complot contre la sûreté de l'Etat, bien que l'instruction concerne des accusations de blanchiment d'argent et d'enrichissement illicite. Ces avocats assurent qu'il avait été interrogé à propos de la ligne éditoriale de la radio. Ce qui a été, également, approuvé par le SNJT qui estime que l'affaire concerne la liberté de la presse.

D'autres rumeurs concernent les parts détenues par Noureddine Boutar dans la radio, ainsi que des informations faisant état de transfert d'argent et de transactions douteuses. Toutes ces informations ont été formellement démenties par les banques et la Commission d'analyses financières.

Le journaliste et directeur de Mosaïque FM, Noureddine Boutar, est injustement détenu depuis le 13 février 2023. Il a été placé en prison durant la très controversée campagne d'arrestations entamée le 11 du même mois. Le comité de défense du journaliste ne cesse de pointer du doigt l'injustice à laquelle il fait face alors que la justice fait semblant de ne pas voir l'évidence.

Des associations dénoncent la minimisation de la gravité de l'attaque de Djerba par les autorités

Plus de vingt associations ont signé un communiqué pour exprimer leur solidarité avec les victimes de l'attaque survenue, mardi 9 mai 2023, aux alentours de la synagogue de la Ghriba à Djerba, en plein pèlerinage annuel juif. Ces associations ont également dénoncé le fait que les autorités aient minimisé la gravité de l'opération, accordant la primauté à son impact économique.

Le texte intégral du communiqué :

« Le mardi 9 mai 2023, une attaque armée a été menée contre la synagogue de la *Ghriba*, sur l'île de Djerba, pendant le pèlerinage juif annuel. Un agent de sécurité, dans le dessein de liquider les visiteurs, a ouvert le feu tuant cinq personnes parmi les civils et les forces de l'ordre et en blessant quatre autres, avant d'être neutralisé par les forces de l'ordre sur place.

Devant cette catastrophe, les associations signataires ne peuvent que s'incliner en hommage aux victimes de cet ignoble acte terroriste qui a frappé les forces de l'ordre et la communauté juive, compatriotes tunisiens et visiteurs étrangers. Nous adressons nos plus sincères condoléances à leurs familles et à leurs proches, leur souhaitant patience et réconfort, et espérons un prompt rétablissement des blessés.

Nous exprimons notre sincère et profonde tristesse aux citoyennes et citoyens juifs (nationaux Tunisiens, binationaux ou autres) que des d'actes d'hostilité, de déni et de haine ciblent dans une redoutable confusion entre défense de la cause palestinienne et antisémitisme.

Les associations soussignées dénoncent la mauvaise gestion de la crise, qui s'est caractérisée par la censure et la désinformation, la minimisation de la gravité de l'opération et la primauté accordée à son impact économique. Faisant abstraction de sa dimension terroriste, elle est décrite comme uniquement une « opération criminelle » de nature à « porter un coup à la saison touristique, semer la zizanie et abattre l'État ».

Enfin, les associations soussignées appellent toutes les forces vives à s'unir et à coopérer pour éliminer toute forme de discrimination et de haine pour le bien du pays et la sauvegarde de la patrie ».

Associations signataires :

Association Beity

Association Nous Tous

Association Tunisienne pour la défense des libertés individuelles (ADLI)

Le comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT)

La Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR)

L'association tunisienne de soutien des minorités (ATSM)

L'association tunisienne de défense des valeurs universitaires (ADVU)

Association volontaires Bouârada (AVB)

Association Droit à la Différence (ADD)

Free Sight Association (FSA)

M'nemty contre le racisme

Muntada Ettajdid

Aswat Nissa (Voix de femmes)

Ligue des électrices tunisiennes (LET)

Association Joussour pour la citoyenneté (AJC)

Association No Peace Without Justice

L'Association Tunisienne pour la culture Amazigh (ATCA)

Chaire Sicile Vincenzo Consolo pour le dialogue de Cultures et Civilisations

Association femmes et citoyenneté Le Kef (AFC Le Kef)

Association l'Art-Rue

مقالات باللغة العربية

ماذا وراء عودة الإرهاب في تونس؟
رغم الاحتياطات الأمنية، عاد الإرهاب البغيض ليضرب تونس في منطقة حساسة بحكم رمزيتها الدينية والثقافية، إلى جانب البعد الاقتصادي. كانت ضربةً غير متوقعة، قام بها رجل أمن راوغ زملاءه، وغالط الجميع، لينفذ جريمته بطريقة جنونية.

تجلى رئيس الدولة وصف ما حدث بالعملية الإرهابية، رغم أن الكلمة التي ألقاها أمام مجلس الأمن القومي كانت مشحونة بكلمات وبأمثلة لا تتطابق إلا على الإرهاب بدرجة أساسية. لماذا هذا التوصيف غير الدقيق للحادثة من أعلى هرم الدولة؟ سؤال شغل الجميع في تونس وخارجها.

يبدو أن هناك منطقة ظل تجلى السلطة سلطة الضوء عليها، فالمعلومات التي قدمها وزير الداخلية في الندوة الصحفية كانت عادية جداً ومختزلة جداً، ولا تستجيب لتساؤلات الصحفيين والرأي العام. وهو ما زاد الأمر غموضاً، خصوصاً بعد رفضه منح فرصة للإعلاميين لعرض أسئلتهم. فالحدث لم يكن بسيطاً، حيث بلغ عدد الضحايا خمسة، وتحققت بعض أهداف العملية، حيث أصيب زوار الغريبة، في نهاية حجّهم، بحزن وكآبة، واحتلت تونس صدارة الأحداث، رغم تعدد البؤر الساخنة في العالم. لقد صدم الجميع بما حدث.

كانت أواسط حركة النهضة الأكثر خوفاً من أن يقع توريط الحزب في الجريمة، أو أن يكون لأحد شبابها يد في العملية. لهذا سارع مكتبه التنفيذي إلى التنديد بها قبل الكشف عن تفاصيلها. مع ذلك، حاول خصومها إثارة الغبار حولها بطرق متعددة. لقد وجداً في الأمر فرصةً لمزيد من حشرها في الزاوية من خلال العودة إلى السنوات العصبية التي مررت بها البلاد بعد الثورة، فشقّ منجي الروحي في حزب الوطنيين الديمقراطيين اليساري أصدراً بيانياً اعتبر فيه ما حدث "حلقة أخرى من حلقات استهداف الدولة منذ صعود حركة النهضة الإخوانية إلى الحكم، وما رافق ذلك من نشر للإرهاب عبر اختراق أجهزة الدولة، وتشكيل عصابات أمنية موازية وشبكات التسفير". ولم يتم الاقتفاء بذلك، بل أشار البيان إلى أن عملية الغريبة "تزامنت مع الشروع في المحاسبة القضائية لرموز الإرهاب، وعلى رأسهم راشد الغنوشي، وهو ما يؤكّد مرة أخرى لجوءهم إلى العنف".

في مثل هذه الأوضاع التي تمر بها تونس، يلجم العلاء إلى إيقاف التزيف، ودعوة المواطنين إلى تحكيم العقل وتجاوز الصاغان، وتغليب المصلحة الوطنية. وهو ما فكر فيه وزير السياحة السابق، وأحد رموز النخبة اليهودية التونسية المستتبّرة والمعتدلة، روني الطرابليسي. دعا بعد الحادثة مباشرةً إلى "توحيد الصفوف ومزيد العمل على مبدأ التعايش بين الديانات الذي لن يزعمه أي إرهابي أو عمل إجرامي". وما أن تقوه بتلك الكلمات حتى تلقّه بعض من الاستنصابيين، وانتقدوه بقوّة، وطالبوه بتعديل خطابه، والتخلّي عن أيّة إشارة إلى الحوار مع الإسلاميين. من وجهة نظرهم، لابد أن يغلق هذا الباب نهائياً، ولا يفتح أبداً مهما حصل في البلاد.

هذا النوع من التفكير العدّمي، القائم على الانغلاق ونشر العداوة بين التونسيين، هو الذي سيقود الوطن إلى كوارث كبرى. وهو ما حاولت مديرية منظمة هيومان رايتس ووتش في تونس بإيضاحه، حين قالت "بعد شیطنة حزب النهضة، وتوجيهاته خطيرة له من دون دليل، انتقلت سلطات الرئيس قيس سعيد إلى تفككه فعلياً، فالاتهامات الأخيرة التي تتبعها السلطات، بغية إسكات الأصوات المنتقدة، ارتكزت على توجيهاته تهمة التآمر يميناً شمالاً، وضد كل من يتحدى نزعة الاستبداد المتزايدة لدى الرئيس".

الإرهاب مرفوض، ومدان مهما كانت دوافعه، فتونس لم تعد تتحمل مزيداً من التقسيم وإثارة الفتن، بمختلف ألوانها وشعاراتها. ولقطع أمم عودة كرة النار إلى الملعب السياسي، يجب المزيد من اليقظة الأمنية وسد الثغرات، ومراقبة جديدة لجميع البوابات التي يمكن للنطرف الديني وغيره بما في ذلك المؤسسة الأمنية العسكرية النفاذ منها. وفي المقابل، يجب التذكير بأن المعالجة الأمنية وحدها لا تكفي، والتجربة التونسية شاهدٌ على ذلك. تنقية المناخ السياسي شرط لابد منه، حتى ولو عارضه كثيرون.

قيس سعيد وديكتاتوريته الناعمة.. أي مستقبل ينتظر تونس؟

هل صحيح ما تداوله ألسنة المواطنين في الشارع عن رئيس الجمهورية التونسي، قيس سعيد، ومفاده أنه يخوض معركةً تحت مسمى الحكم الفردي، أو "الديكتاتورية الناعمة"، ضد مختلف الأطياف السياسية والثقافية والمؤسسات النقابية وحتى المعارضين له، وبحصانة شعبية؟

يأتي هذا الاستفهام كنتيجة لتصريحات الرئيس سعيد المتالية، التي تضمنت نيته إعادة ترشحه لولاية رئاسية ثانية العام المقبل، وما سبقها من شكوك وتعقب حول تدهور حالة الصحة التي، إن صحت، من الممكن أن تفتح المجال لجملة من الأزمات الجديدة القاسية التي قد تواجهها تونس، ويحبس معها الجميع أنفاسهم أمام أي تعقيدات قد تترك قمة هرم السلطة.

لا صوت يعلو فوق صوت "المؤامرة"

في كل مرة يعتلي فيها رئيس الجمهورية المنبر، تفوح من خطاباته رائحة "نظرية المؤامرة" التي تُحاك ضدّ مساعيه لإعلاء صوت الشعب والوطن. فحديثه المتكرر عن هذا المصطلح، حتى نفيه وجود أزمة في البلاد واتهامه أطراً مجهولةً بافعال هذه الأزمات، والوعيد بمحالقهم، أسلحة يتحصن بها سعيد من أي هبة غير متوقعة في الشارع التونسي، كما لو أنها حقنة مسكنة أو مصل يحميه من المضاعفات الخطيرة لخطاباته التي أكسبها نبرةً خاصةً ونغمةً باتت مألوفةً في العالم كله.



Alaraby.co.uk
13-05-2023



Raseef22.net
13-05-2023

حديث رئيس البلاد عن أن "المناصب والقصور لا تهمه، وما يهمه هو الوطن، وأنه ليس على استعداد لتسليم الوطن إلى من لا وطني لهم"، وفي المقابل قوله إن قرار الترشح لولاية ثانية أمر سابق لأوانه، برغم أنه صرخ في الوقت نفسه بأنه "لن يتخل عن المسؤولية"، يثيران التساؤلات حول طبيعة التغيرات التي سطراً في المرحلة القادمة، ونواياه الحقيقة للبقاء في الحكم من عدمه، ومن يقصد بغير الوطنيين، وكيف سيتم تمييز الوطني من اللا وطني، وفق منظوره؟

يدو أن الحنين إلى الديكتاتورية ظل يخالج شعور الرئيس التونسي، إلا أنها قد تكون ديكاتورية مزينة بثياب العفة والنقاء ومسنودة بارادة الشعب المناذ لها هذا الرجل

يرى أستاذ القانون الدستوري والعلوم السياسية خالد الدبابي، أن التعاطي مع مسألة عهدة رئاسة الجمهورية تم بطريقه سيئة منذ البداية، مضيفاً: "اذكر أن الأحكام الانتقالية لدستور 2022، لم تتعرض لإجراء انتخابات رئاسية خلافاً لما تم مع الانتخابات التشريعية. وهذا الأمر كان منطقياً وسليماً لأنه تم إثره صدور دستور جديد ودخوله حيز التنفيذ، وبالتالي لا بد من إجراء انتخابات جديدة لهم جميع السلطات، في حين أن رئيس الجمهورية ارتأى أن يحافظ على العهدة الرئاسية التي بدأ بها بمقتضي دستور 2014، هذا الدستور الذي ألغاه هو بنفسه".

يسنتنح محدث رصيف 22، أن أستاذ القانون سعيد، وبصفته رئيساً للجمهورية، بات يستند إلى مشروعية دستورية منتهية، في حين أن السلطات الأخرى تستند إلى مشروعية دستورية جديدة وهي دستور 2022.

وفي ما يتعلق بإجراء الانتخابات الرئاسية، يرى خالد الدبابي، أن هذه العهدة تنتهي بعد خمس سنوات من بدايتها، أي سنة 2024، ومسألة الترشح لا تزال غامضةً، لكن " علينا أن نصرّ ونلحّ على أن الانتخابات الرئاسية يجب أن تدار في كف الديمقراطيّة وتسودها مبادئ تكافُف الفرَص والشَفَافِيَّة والنزاهة"، خاصةً أن شروط الترشح لمنصب رئيس الجمهورية تتشبّه العديد من النقاط التميّزية، فمثلاً مسألة الاكتفاء بالتونسيين ذوي الجنسية الواحدة، وإقصاء المكتسبين لجنسيات أخرى، وثانياً شرط أن يكون المترشح مسلماً، وكيفية التثبت منه، وما معناه؟ لأن الإسلام شيء للمواطن التونسي شيء آخر وحق الترشح يجب أن يكون محفولاً لأي مواطن.

الوطنية مقاييس...»

أثار حديث رئيس الجمهورية عن مفهوم الوطنية و"أنه لن يكون خليفة مواطناً غير وطني"، حساسية لدى أطياف واسعة من المحللين وحتى من معارضيه.

وقال المتخصص في تحليل الخطاب السياسي منير الشرفي، أن كلمات الرئيس قيس سعيد، "غير المفهومة"، أظهرت وكأنه هو المسؤول عن توزيع الوطنية بما يشمل هذا المعنى من هوية ووطن، لأن الشعب وحده من سيختار رئيسه عبر صناديق الاقتراع، وفي خلوة تنتيج له عدم الخضوع لأي ضغوط، وفق قوله.

أكد منير الشرفي، لرصيف 22، أن هذه التصريحات تحدّ من قيمة الانتخابات التي هي أساس الديمقراطيّة، مستبعداً أن يكون هناك شخص له القدرة على امتحان غيره أو تقرير مدى وطنيّة المترشحين للانتخابات مهما كانت قيمته أو شعبيته أو تجربته في الحياة.

أثار حديث رئيس الجمهورية عن مفهوم الوطنية و"أنه لن يكون خليفة مواطناً غير وطني"، حساسية لدى أطياف واسعة من المحللين وحتى من معارضيه

ولأن سياسة قيس سعيد تتجه نحو بناء منظومة سياسية على قياسه، ولا وجود لها إلا في مخيلته، رأى الشرفي أن انتخابات سنة 2024، قد تصبح صوريةً بدليل إجرائه جملةً من التغييرات في المشهد بطريقة أحادية، مثل تعطيل العمل بالدستور ومن ثم تغييره، وحلّ البرلمان وإقامة انتخابات تشريعية أفرزت مجلس نواب جديداً بنسبة مشاركة لا تتجاوز 11 في المئة، وحل المجالس البلدية واستبدالها ب المجالس خاصة وتعيين أعضاء مجلس قضاء جديد وتغيير هيئة الانتخابات.

ومع توافر هذه التغييرات التي تتجه نحو قطع كل صلة بالماضي، يتتصاعد الحديث عن التآمر على أمن الدولة في خطاباته، وهي "كلمة خطرة جداً" وفق محدثنا، لأنها تهمة قد تؤدي إلى الإعدام لكن للأسف لا يوجد إثبات لهكذا قضية بهذا المستوى من الخطورة.

الرئيس ومعركته ضد الإخوان

لطالما وعد رئيس تونس بمحاربة الفساد وتوعّد بليقاف الساعين إلى ضرب الدولة والتآمر على أمنها بالملaque، إلا أن الكرة الأخيرة التي رماها في مرمى حركة النهضة وزعيمها راشد الغنوشي، قد أفلحت كيل الأحزاب المتخرفة من أن يمسها سعيد ولو برأي.

يذكر أن رئيس البرلمان المنحل وزعيم حركة النهضة راشد الغنوشي، أو كما يطلق عليه حزب الإخوان، قد قال في فيديو راج على موقع التواصل الاجتماعي ولم ينشر على صفحة جبهة الخلاص الوطني، "إنه لا يجب التسامح مع كل من تورطوا مع الانقلاب (في إشارة إلى حراك 25 تموز / يوليو)، واصفاً إياهم بالإرهابيين والاستئصاليين وذلة حرب أهلية".

لم يكن يعلم الشيخ راشد الغنوشي، أن كلمة مسربة له قد تؤدي إلى توقيفه، وتوقف نشاط قياداته وترجم كفة البحث عن ثغرات لحل حزبه

لم يكن يعلم الشيخ راشد الغنوشي، أن كلمة مسربة له قد تؤدي إلى توقيفه، وتوقف نشاط قياداته وترجم كفة البحث عن ثغرات لحل حزبه. فحسب آخر التسريبات، قد يتم في الفترة القادمة الإعلان عن حل حركة النهضة بصفة قانونية ونهائية.

يفسر المحل السياسي مراد علاله، تصرفات الرئيس سعيد بأنها نابعة من الخوف من نفاد الأوراق التي بيده كافة، والتي من المفروض أن ترفع من قيمة شعبنته إلى ما كانت عليه عند بداية ترشحه. وتساءل عن مدى تحطيط قيس سعيد، لخطوة اعتقال راشد الغنوشي؟ وهل ستكون بالفعالية والاستجابة الشعبية اللتين يجب أن تحصل عليهما، خصوصاً في ظل الانتشار الواسع لمنخرطي حزب النهضة في ربوع تونس كلها؟ وكيف سيكون رد الدول الأجنبية على هذه الحركة الأحادية؟

ويرجح محدث رصيف 22، أن عامل الوقت وحده هو الكفيل بجسم المعركة التي يخوضها رئيس البلاد ضدّ المعارضة التي حاولت التصدي له منذ أول وهلة، لأنها تعلم مسبقاً أن نجاح معركته ضدّ حركة النهضة يعني أنه قضى فعلياً على المعارضة، واقتلعها من جذورها، وتالياً ستتدثر جبهة الخلاص وسيخبو حراك الناشطين والسياسيين والنقابيين.

أي مستقبل ينتظر تونس؟

لعلّ من يتصرّ في واقع الحال، وما يقف من أهداف خلف الصراع المعنوي الذي تشنّه السلطة الحاكمة ضدّ كلّ ما تعدد فساداً وضلوعاً في تخريب أحوال العباد والبلاد، سيُعثِر بالتأكيد على الأهداف الحقيقية وراء شنّها، ومن يقف خلفها، وما يقف خلفها من مصالح الشعب التونسي، وسيُسْتَشعر حتّماً السيناريوهات التي ستفضي إليها ديكاتورية قيس سعيد الناعمة.

وفي هذا الخصوص، يعدّ المتخصصون في تحليل الخطاب السياسي منير الشرفي، المآلات الممكنة لهذا الوضع والسيناريوهات المطروحة، قائلاً إن السيناريو الأول لنتيجة سياسة الرئيس للبلاد هي عدم الانفتاح على طاقات شبابية قد يكون الحال بيدها برغم تواصل الرئيس مع الكفاءات الموجودة في كل الميادين، والسبب هو أنه لا يسمع إلى آرائها وحلولها للمشكلات الاقتصادية.

أما السيناريو الثاني، كما يتوقع الشرفي، فهو أن يصطف عدد كبير من المواطنين والأحزاب والمنظمات وراء مبادرة اتحاد الشغل والراباعي التي يبدو أنها تمهد لحوار مهم وعميق ومنفتح على الجمعيات والمجتمع المدني لبحث مشكلات البلاد بطريقة مغایرة، برغم موافقة الرئيس رفضه لها، وتالياً ستتضاءل حظوظه الشعبية وسيخسر فرصة توليه رئاسة ثانية.

لكن إن احتملت المعركة أكثر، وفق محدثنا، فإن السيناريو الأخير والأخطر سيكون الدخول في مرحلة من العنف، وهو ما يتطلب تلافيه جهوداً وتنازلات من السلطة والمعارضة على حد سواء.

يبدو أن الحنين إلى الديكتatorية ظلّ يخالج شعور الرئيس التونسي، إلا أنها قد تكون ديكاتورية مزينة بثياب العفة والنقاء ومسنودة ببراءة الشعب المنحاز لهذا الرجل الذي يؤكد دائمًا أنه لا مجال سوى للعب بطريقة دفاعية عندما يتعلق الأمر بسيادة الدولة وشعبها.

Le 14-05-2023

<http://adlitn.org/fr>

La Presse.tn
Lapresse.com
14-05-2023

Saïed rappelle la solidarité bien ancrée entre Tunisiens, musulmans et juifs : En tout bien tout honneur

« *Ici, dans cet endroit où je suis maintenant, des juifs tunisiens fuyant les forces nazies qui avaient dressé leurs tentes ont trouvé refuge dans cette maison, celle de mon grand-père* », se souvient le Président de la République.

Le Président de la République Kais Saïed s'est rendu, hier, à la ville de l'Ariana où il s'est enquis de la situation générale dans la ville et a pris connaissance des préoccupations et aspirations des citoyens.

Une visite qui intervient au lendemain de l'attaque criminelle qui frappé l'Île de Djerba. C'était aussi une occasion au président de la République de raviver la mémoire collective tunisienne où le vivre ensemble était de mise entre juifs et musulmans.

Récit d'histoire aidant, le chef de l'État a rappelé quelques faits inoubliables témoignant en tout bien tout honneur la solidarité bien ancrée entre Tunisiens, musulmans et juifs. Le Président de la République Kais Saïed s'est rendu, hier, à la ville de l'Ariana où il s'est enquis de la situation générale dans la ville et a pris connaissance des préoccupations et aspirations des citoyens.

Une visite qui intervient au lendemain de l'attaque criminelle qui a frappé l'Île de Djerba. C'était aussi une occasion au Président de la République de raviver la mémoire collective tunisienne où le vivre ensemble était de mise entre juifs et musulmans.

Récit d'histoire aidant, le chef de l'État a rappelé quelques faits inoubliables témoignant en tout bien tout honneur la solidarité bien ancrée entre Tunisiens, musulmans et juifs.

<https://www.facebook.com/watch/?v=557788523191191>

« *Ils n'ont de visée que tramer des conspirations contre l'État* ».

« *Ici, dans cet endroit où je suis maintenant, des juifs tunisiens fuyant les forces nazies qui avaient dressé leurs tentes ont trouvé refuge dans cette maison, celle de mon grand-père* », s'est souvenu le président Saïed dans une vidéo publiée sur la page officielle Facebook de la présidence.

« *Un petit grand récit de l'histoire qui fait figure d'une percutante réponse aux*

faussaires de l'histoire acharnés à dénaturer l'histoire, à falsifier les faits et à répandre les contrevérités », a martelé le chef de l'État, soulignant que ceux-ci n'ont de visée que « *tramer des conspirations contre l'État et mettre en péril la paix sociale* ». Le président Saïed a saisi l'occasion pour lancer un message à l'adresse des capitales occidentales et des parties étrangères qui se sont empressées à tort des accusations d'antisémitisme, critiquant « *une duplicité criarde d'attitude et une courte mémoire à appréhender l'histoire, la vraie histoire* ».

« *Ces parties n'hésitent pas à nous faire porter les fausses accusations d'antisémitisme alors qu'elles font la sourde oreille lorsqu'il s'agit de traiter du sort des Palestiniens qui meurent tous les jours* », a-t-il encore vilipendé, soulignant sur un ton défiant que « *le peuple palestinien parviendra contre vents et marées à triompher et à récupérer sa terre spoliée* ».


Africanmanger.com
14-05-2023

92% des ouvrières du secteur agricole ne bénéficient pas d'une couverture sociale

Une étude sur les » Femmes ouvrières dans le secteur agricole » a révélé que 92% des travailleuses du secteur agricole interrogées ont affirmé ne pas bénéficier d'une couverture sociale.

L'étude élaborée par le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) , dont l'agence TAP s'est procurée une copie, basée sur des observations, la collecte de données et des entretiens directs avec 500 femmes de 12 gouvernorats, a montré que les ouvrières agricoles confondent le système de couverture sociale avec les autres mécanismes de protection sociale, tels que les systèmes de soins gratuits.

L'étude a également montré que seulement 22% des ouvrières agricoles interrogées ont affirmé être affiliées à la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) avec leurs époux, ce qui illustre la situation de marginalisation dont souffre les ouvrières agricoles. L'étude a recommandé la création d'un nouveau mécanisme de renforcement de la sécurité sociale des travailleuses agricoles et la généralisation de ses prestations sur toutes les catégories de travailleuses dans les secteurs public et agricole dont en particulier l'assurance décès et la création de programmes de promotion du secteur agricole et le soutien des petits agriculteurs à travers la mise en place d'incitations. Elle a également préconisé la nécessité d'appliquer l'économie sociale et solidaire et la formation des femmes désirant lancer leurs propres projets et les encourager à travers des incitations financières et faciliter les procédures administratives.

Parmi les recommandations de l'étude figure aussi l'inclusion et l'implication des transporteurs (intermédiaires) dans la recherche d'une solution au problème du transport sous la forme d'une société coopérative à caractère juridique dont la mission est de transporter les travailleuses et de fournir la main-d'œuvre aux agriculteurs loin de l'exploitation et de la violation des lois.

L'étude a appelé à renforcer les capacités des femmes travaillant dans le secteur agricole et à les doter des mécanismes juridiques nécessaires pour défendre leurs droits et lutter contre les violations de toutes sortes ainsi qu'à les accompagner et suivre leurs situation et prendre en charge les victimes de violence tout en leur assurant un accompagnement juridique et un suivi psychologique.

مقالات باللغة العربية


Arabesque.tn
14-05-2023

وقفة احتجاجية في تونس للمطالبة بإطلاق سراح المساجين السياسيين

نظمت جبهة الخلاص الوطني في تونس ، مساء السبت 13 ماي 2023، وقفة احتجاجية للمطالبة بإطلاق سراح المساجين السياسيين والمتدين بالمحاكمات السياسية .

ورفع المتظاهرون، شعارات منددة بالإيقافات التي طالت سياسيين من المعارضة التونسية ومطالبة بإطلاق سراحهم، على غرار "حريات حريات دولية البوليس وفات" ، "شادين شادين في سراح المساجين" ، "دستور حرية كرامة وطنية" ، "الحرية للمعتقلين السياسيين" ، وغيرها من الشعارات.

كما شارك في الوقفة التي نظمتها جبهة الخلاص في تونس كل من رئيس الجبهة أحمد نجيب الشابي، والمحامي والناشط السياسي سمير ديلو، ومستشار حركة النهضة بلقاسم حسن، النائب السابقة والقيادية السابقة بحركة النهضة رباب اللطيف وغيرهم.

وفي كلمة له خلال الوقفة الاحتجاجية لجبهة الخلاص الوطني التي نظمتها أمام المسرح البلدي بتونس العاصمة، قال سمير ديلو إن "هذه الوقفة تدرج في إطار سلسلة الوقفات التضامنية الأسبوعية التي تنظمها الجبهة وفاء للمساجين السياسيين، وستظل متواصلة حتى إطلاق سراحهم" ، وفقه.

و تدرج هذه الوقفة في إطار سلسلة من الوقفات الأسبوعية التي دأبت على تنظيمها جبهة الخلاص الوطني المعارضه من أجل المطالبة بإطلاق سراح المساجين السياسيين بعد سلسلة الإيفاقات التي انطلقت في فيفري الماضي. يذكر أن السلطات في تونس كانت انطلقت في 11 فيفري 2023 في موجة اعتقالات استهدفت بدرجة أولى معارضين لرئيس الجمهورية قيس سعيد.

<https://www.facebook.com/watch/?v=720949293367393>



Alaraby.co.uk
14-05-2023

المحكمة الدستورية. أولوية البرلمان التونسي الجديد والعين على مبادرة قيس سعيد يتفق البرلمانيون في تونس، من داخل الكل و من غير المنتهين إليها، على ضرورة استعمال تركيز المحكمة الدستورية، مؤكدين أن قانونها المنظم يحظى بالأولوية، ومنتظرين أن يبادر الرئيس قيس سعيد بإحالة مشروع في أقرب وقت ممكن.

وينص الفصل الـ 125 من الدستور الجديد على أن "المحكمة الدستورية تترب من تسعه أعضاء، ثلثهم الأول من أقدم رؤساء المؤئر بمحكمة التعقيب، والثلث الثاني من أقدم رؤساء المؤئر التعقيبية بالمحكمة الإدارية، والثلث الثالث والأخير من أقدم أعضاء محكمة المحاسبات".

وبحسب الدستور، فإن "أعضاء المحكمة الدستورية ينتخب من بينهم رئيس، طبقاً لما يضبوطه القانون. وإذا بلغ أحد الأعضاء سن الإحالة على التقاعد، يتم تعويضه آلياً من يليه في الأقدمية، على ألا نقل مدة العضوية في كل الحالات عن سنة واحدة".

ويرى خبراء القانون في تونس أن تركيز المحكمة الدستورية يحتم وضع قانون جديد ينظم عملها وتشكيلاها أولاً بعد التغييرات التي طرأت على تركيبة المحكمة وصلاحياتها في الدستور الجديد.

واعتبر النائب المستقل (38 نائباً غير منتمي) أستاذ القانون زياد عيدان، في تصريح لـ"العربي الجديد"، أن من "الأولويات التركيز على المحكمة الدستورية باعتبار النقص في المنظومة الدستورية"، مبيناً "أنه كان يفترض أن يعرض النظام الداخلي الجديد للبرلمان على المحكمة الدستورية وفي غياب المحكمة الدستورية تبقى المنظومة الدستورية معطلة".

وأكد عيدان أن "الأمر يستوجب من جميع الأطراف، سياسيين وبرلمانيين، وكل الأطراف المتدخلة، أن تكون الأولوية للمحكمة الدستورية، وأن يتحمل كل طرف مسؤوليته".

وقال عيدان إنه "بالتنسيق مع رئيس البرلمان، إبراهيم بودربالة، طلبنا منه أن يتحاور مع رئيس الجمهورية باسم مجلس نواب الشعب، ويتحاور مع رئيسة الحكومة نجلاء بودن، حتى تكون المحكمة الدستورية أولوية الأولويات". وأشار النائب المستقل إلى أن "الرئيس الجمهوري والحكومة إمكانية اقتراح مشروع قانون المحكمة الدستورية، وأما إن كانت الوظيفة التنفيذية غير راغبة في تقديم مقترن، يمكن لمجلس النواب ذلك من خلال مبادرة من 10 نواب".

واستدرك قائلاً: "باعتبار أن المرسوم المحدث قدمنه رئيسة الجمهورية، وحتى يكون هناك تنازع مع المرسوم الرئاسي، ننتظر من رئيس الجمهورية أن يقدم مقترن قانون ينظم المحكمة الدستورية حتى تكون المبادرة متناهية". ولفت إلى أن "مجلس النواب سيقدم رأيه في مقترن رئيس الجمهورية بخصوص المحكمة الدستورية وإمكانية إدخال تعديلات عليه".

و حول الأولويات التشريعية، قال: "لا يمكن إلا أن تكون ذات بعد اقتصادي واجتماعي لأن المشكل الكبير في بلادنا اقتصادي، وبالتالي لا بد من قانون إنفاذ اقتصادي لتفعيل المبادرة وتحريرها ولدفع الاستثمار، تمهي البيروقراطية المقيدة التي تعطل الشباب والاستثمار".

وأضاف أنه "لا بد من مراجعة منظومة الصرف وإعادة النظر في المنظومة الجبائية وإصلاحها".

البرلمان يحتاج للمحكمة الدستورية

بدوره، أكد نائب رئيس كتلة الخط الوطني السياسي (15 نائباً)، ورئيس المكتب السياسي لحركة الشعب، عبد الرزاق عوبيات، في تصريح لـ"العربي الجديد" أن "تركيز المحكمة الدستورية هو أولوية لتونس وليس للبرلمان فقط".

وأوضح أن "مجلس نواب وظيفته تشريعية ويحتاج لمحكمة دستورية للتأكد من دستورية القوانين، فسابقاً كانت هناك هيئة وقية لمراقبة دستورية مشاريع القوانين وتم حلها (قرار من الرئيس قيس سعيد) واليوم إذا حدث نزاع حول تشرع يعنيه ولتأكيد دستوريته يحتاج الأمر محكمة دستورية".

وبيّن أن "تركيز المحكمة الدستورية اليوم لا يتوقف على انتخابات باعتبار أنها تتركب من 9 قضاة معينين بصفتهم ولا ينقص سوى القانون الأساسي المنظم للمحكمة الدستورية، وبالتالي يفترض أن يأتيانا مشروع من رئاسة الجمهورية للتصديق عليه من قبل مجلس نواب الشعب".

وتتابع: "نحن مجبورون على أن يكون التصديق على قانون المحكمة الدستورية أولوية، إليه قانون تنظيم المجلس الوطني الجهات والأقاليم (غرفة تشريعية الثانية) الذي تنتظر انتخابه وكذلك القانون المنظم للعلاقة بين مجلس النواب ومجلس الجهات والأقاليم"، مؤكداً أن "هذه القوانين الثلاثة تنتظرها من رئاسة الجمهورية لتفعيل الوظيفة التشريعية ولاستكمال بناء المؤسسات الدستورية".

أولويات المجلس التشريعي

كذلك، أكد عضو الكتلة الوطنية المستقلة (21 نائباً) طارق الربعي، في تصريح لـ"العربي الجديد"، أن "من أهم أولويات المجلس التشريعي، تركيز المحكمة الدستورية"، مشيراً إلى أن "رئاسة الجمهورية والحكومة لديهم أولوية

النظر، سواء كان هناك مشروع من الجهة التنفيذية أو مقترن من مجلس نواب الشعب سيكون له أولوية النظر".

وأضاف أن "من بين أولويات الوظيفة التشريعية، القوانين ذات الصيغة الاقتصادية، وبالخصوص مراجعة مجلة الاستثمار وقانون الشيكات، الذي يحتاج مراجعة جذرية وتسهيل الاستثمار والمبادرة الحرة وتعزيز الانفتاح الاقتصادي وتشجيع الاستثمار".

من جهته، أوضح نائب رئيس كتلة "الأحرار" (19 نائبًا) يوسف التومي، في تصريح لـ"العربي الجديد"، أنه "بخصوص الأولويات التشريعية بحسب ما جاء في الدستور، فلرئيس الجمهورية أولوية المبادرة التشريعية"، مشيرًا إلى أن "تركيز المحكمة الدستورية مسألة أكيدة ومن الأولويات".

وقال التومي: "سيُنظر إثر ذلك في القوانين المقترحة من النواب وفق ما يقتضيه الدستور والنظام الداخلي، والأولوية لقوانين ذات الطابع الاقتصادي والاجتماعي التي ينتظرها الشعب والتي ستحرر الاستثمار وتدفع التنمية". وحصر الدستور الجديد صلاحيات المحكمة الدستورية في الرقابة على دستورية القوانين، على عكس المحاكم الدستورية في القوانين المقارنة، التي تمثل مراقبة دستورية القوانين فيها جزءاً من العدالة الدستورية، عبر مراقبة بقية السلطات، وفرض احترامها للدستور.

ومنح الرئيس سعيد في الدستور الجديد اختصاصاً لم يخوله دستور 2014 للمحكمة الدستورية، حيث سحب من رئيس البرلمان في حالات الشغور النهائي في رئاسة الجمهورية، نيابة الرئيس وقتياً حتى إجراء انتخابات رئاسية مبكرة، ومنتها لرئيس المحكمة الدستورية.

وتتواصل معضلة تركيز المحكمة الدستورية منذ قيام الثورة في 2011 وسقوط نظام زين العابدين بن علي، حيث فشلت الحكومات والبرلمانات المتعاقبة في تركيزها، وبعد غيابها سبباً في سقوط المنظومة الدستورية في 25 يوليو/تموز 2021 بغياب جهة دستورية تفصل في تأويل أحكام الدستور وتحمي علوية الدستور وتضمن احترام السلطات.

رَصِيف٢٢

Raseef22.net
14-05-2023

الرئيس قيس سعيد وأنصاره والإرهاب الجديد

انتظر التونسيون طويلاً، يوم 10 أيار/مايو الجاري، روايةً رسميةً لأحداث [معبـد الغربـية](#) الإرهابية التي استهدفت الحجاج اليهود، والتي أسفرت عن مقتل خمسة أشخاص بين تونسيين وأجانب وجرح العديد من الزوار الآخرين. غير أن الرواية الرسمية جاءت محبطـةً، وأولـها أن العملية قام بها رجل أمن، وهذا يضرب ما تبقى من سلطة الانقلاب في مقتل، فـ"حاميها حراميها" كما يقول المثل الشرقي، بل منفذ عمليات إرهابـية، وبذلك تصبح المؤسـسة الأمنـية في حرج لأنـها إن تمـكت منـ الحـد منـ الكـارـثـةـ التيـ كانـ يـبنيـ الـقـيـامـ بهاـ لـوـ وـصـلـ إـلـىـ مـقـرـ الحـجـيجـ،ـ فإنـ هوـيـتـهـ كـأـمـنـيـ لاـ يـمـكـنـ أنـ تـمـرـ هـكـذاـ منـ دونـ طـرـحـ عـدـدـ مـنـ الأـسـلـةـ منـ قـبـيلـ:ـ كـيـفـ تـحـوـلـ رـجـلـ الـأـمـنـ مـنـ رـجـلـ يـحـفـظـ الـأـمـنـ وـيـحـمـيـ النـاسـ إـلـىـ إـرـهـابـيـ يـقـتـلـ النـاسـ بـسـلـاحـ الرـسـمـيـ وـسـلـاحـ زـمـيلـهـ الـذـيـ قـتـلـهـ؟ـ أـيـنـ الـمـخـابـراتـ الـأـمـنـيـةـ مـنـ هـذـاـ التـحـولـ الـذـيـ طـرـأـ عـلـىـ الـشـرـطـيـ؟ـ وـإـذـاـ كـانـتـ قـدـ اـكـتـشـفـتـ ذـلـكـ مـنـذـ مـدـةـ فـكـيـفـ تـدـعـهـ دـوـنـ مـرـاقـبـةـ فـيـ مـكـانـ كـجـزـيرـةـ جـرـبـةـ وـفـيـ موـسـمـ سـيـاحـيـ خـاصـ بـالـيـهـودـ كـهـذـاـ موـسـمـ؟ـ

أمام هذه الأسئلة، وهذا الوضع الكابوسي الذي عاشه ضيوف تونس كما شاهدنا عبر الفيديوهات المسربة من [الغربيـةـ](#)، يـخـرـجـ الرئيسـ قـيسـ سـعـيدـ،ـ أـمـامـ مجلسـ الـأـمـنـ الـقـومـيـ،ـ ليـقـدـمـ خطـابـاـ رـيـديـاـ عـدـهـ مـطـمـئـنـاـ،ـ وـيـصـفـ العمـلـيةـ بـ"ـالـعـمـلـيـةـ الـإـجـرـامـيـةـ"ـ،ـ وـيـصـفـ الإـرـهـابـيـ بـ"ـالـمـجـرمـ"ـ،ـ ثـمـ يـصـفـ الضـحـايـاـ منـ الـأـمـنـ الـتـونـسـيـ بـ"ـالـشـهـداءـ"ـ،ـ وـيـسـتـتـيـ بـقـيـةـ الـضـحـايـاـ وـيـكـفـيـ بـتـوـجـيـهـ التـعـازـيـ إـلـىـ أـهـلـيـهـمـ وـظـلـ يـرـدـ أـنـ مـنـ اـرـتـكـ هـذـهـ الـعـمـلـيـةـ وـغـيرـهـ،ـ هـمـ مجرـمـونـ،ـ بـلـ هـوـ يـسـتـصـغـرـ هـذـهـ الـعـمـلـيـةـ عـلـىـ اـعـتـارـ أـنـ العـدـيدـ مـنـ دـوـلـ الـعـالـمـ،ـ مـثـلـ أمـريـكاـ وـأـورـوباـ،ـ شـهـدتـ مـثـلـهـاـ.ـ مـنـ أـيـنـ جـاءـ هـذـاـ إـلـرـهـابـ الجـدـيدـ الـذـيـ يـسـمـيـهـ الرـئـيـسـ إـجـرـامـاـ؟ـ مـنـ الـذـيـ يـؤـجـجـ كـلـ يـوـمـ مـشـاعـرـ الـكـراـهـيـةـ،ـ خـاصـةـ تـجـاهـ الـأـخـرـ،ـ الـذـيـ يـسـمـيـهـ الرـئـيـسـ "ـالـخـارـجـ"ـ،ـ وـهـيـ الـكـلـمـةـ الـتـيـ يـنـضـوـيـ تـحـتـهـ الـأـجـنـبـيـ وـالـتـونـسـيـ اللـذـانـ يـعـيشـانـ خـارـجـ الـتـرـابـ الـتـونـسـيـ؟ـ مـنـ الـذـيـ يـنـكـيـ كـلـ يـوـمـ مـشـاعـرـ الـعـادـاءـ نـحـوـ الـيـهـودـ وـمـعـادـةـ السـامـيـةـ فـيـ تـونـسـ؟ـ مـنـ الـذـيـ يـحـمـيـ تـلـكـ الـحـشـودـ الـتـيـ تـهـاجـمـ الـمـبـدـعـيـنـ وـالـمـفـكـرـيـنـ وـالـمـؤـسـسـاتـ الـقـافـيـةـ بـسـبـبـ كـلـمـةـ الـيـهـودـ أوـ كـلـمـةـ الـعـبـرـيـةـ؟ـ

التراب التونسي؟

لكن من أين جاء هذا الإرهاب الجديد الذي يسميه الرئيس إجراماً؟ من الذي يوجج كل يوم مشاعر الكراهية، خاصةً تجاه الآخر، الذي يسميه الرئيس "الخارج"، وهي الكلمة التي يتضمنها الأجنبي والتونسي اللذان يعيشان خارج التراب التونسي؟ من الذي ينكى كل يوم مشاعر العداء نحو اليهود ومعاداة السامية في تونس؟ من الذي يحمي تلك الحشود التي تهاجم المبدعين والمفكرين والمؤسسات الثقافية بسبب كلمة اليهود أو كلمة اللغة العربية؟

الخيـانـةـ الـعـظـمىـ الـتـيـ جـاءـتـ بـهـ رـئـيـساـ

"ـالـتـطـبـيـعـ خـيـانـةـ عـظـمىـ"ـ؛ـ هـذـهـ جـملـةـ سـحـرـيـةـ اـسـطـاعـ بـهـ قـيسـ سـعـيدـ،ـ أـنـ يـحـشـدـ الـآـلـافـ وـرـاءـهـ فـيـ الدـورـ الـأـوـلــ.ـ كـانـ يـقـفـ جـنـبـ مـعـ مـنـافـسـيـهـ الـأـكـثـرـ حـظـاـ،ـ الـمـعـارـضـ الـتـارـيـخـيـ حـمـةـ الـهـمـامـيـ،ـ وـمـرـشـحـ السـلـطـةـ وـرـئـيـسـ حـكـومـةـ الـبـاجـيـ قـائدـ السـبـسيـ،ـ يـوـسفـ الشـاهـدــ.ـ إـذـ عـنـدـمـاـ سـأـلـهـ الصـحـافـيـ عـنـ مـوـقـعـهـ مـنـ التـطـبـيـعـ،ـ أـجـابـ بـكـلـ قـوـةـ بـأـنـهـ لـاـ يـعـتـقـدـ فـيـ هـذـهـ الـكـلـمـةـ الـتـيـ جـاءـتـ بـعـدـ اـتـقـافـيـةـ كـامـبـ دـيفـيدـ،ـ وـبـأـنـ "ـالـتـطـبـيـعـ خـيـانـةـ عـظـمىـ"ـ.ـ التـفـتـ إـلـيـهـ وـقـتـهاـ حـمـةـ الـهـمـامـيـ،ـ وـرـمـقـهـ بـنـظـرـةـ فـيـ الـكـثـيرـ مـنـ الـمـعـنـىـ وـقـدـ شـرـحـهاـ بـعـدـ سـنـوـاتـ،ـ إـثـرـ الـانـقلـابــ.ـ أـعـادـ قـيسـ سـعـيدـ،ـ فـيـ تـلـكـ السـلـسلـةـ مـنـ الـمـنـاظـرـ الـجـملـةـ نـفـسـهـ فـيـ مـوـاجـهـةـ خـصـمـهـ فـيـ الدـورـ الـثـانـيـ،ـ نـبـيلـ الـقـرـوـيـ،ـ وـأـضـافـ إـلـيـهـ جـملـةـ أـخـرىـ هـيـجـتـ أـنـصارـهـ

وـجـاهـيـرـهـ:ـ "ـنـحنـ فـيـ حـالـةـ حـرـبـ مـعـ الـعـدـوـ إـسـرـائـيلـيـ"ـ.

اكـفـيـ مـنـافـسـهـ نـبـيلـ الـقـرـوـيـ،ـ بـالـقـوـلـ إـنـهـ سـيـدـعـمـ مـوـقـعـ السـلـطـةـ الـفـلـسـطـيـنـيـةـ وـسـيـلـتـزـمـ بـهــ.ـ وـأـمـامـ الـأـخـبـارـ وـالـشـائـعـاتـ حـولـ تـعاـونـهـ مـعـ لـوـبـيـ صـهـيـونـيـ،ـ وـحـذـرـ التـونـسـيـنـ مـنـ وـصـولـ الـمـافـيـوزـيـةـ إـلـىـ قـصـرـ قـرـطـاجـ،ـ وـطـلـبـ رـئـيـسـ حـرـكةـ الـنـهـضةـ رـاـشـدـ الـغـنوـشـيـ،ـ مـنـ أـنـصـارـ حـزـبـهـ التـصـوـيـتـ لـسـعـيدـ،ـ حـسـمـ الـأـمـرـ لـصالـحـ عـدـوـ إـسـرـائـيلـ الـنـظـريـ،ـ وـفـازـ سـعـيدـ فـيـ الـاـنـتـخـابـاتـ،ـ وـنـزـلـ الـمـنـقـادـ النـحـيلـ مـنـ شـقـتـهـ فـيـ ضـاحـيـةـ الـمـنـيـهـلـةـ مـتـوجـهـاـ إـلـىـ قـصـرـ قـرـطـاجـ مـصـحـوـبـاـ بـهـتـافـاتـ الـأـنـصـارـ وـتـحرـيرـ فـلـسـطـينـ.

الـرـئـيـسـ الـذـيـ أـضـاعـ جـملـتـهـ

فيـ [مقـابـلـةـ](#)ـ معـهـ،ـ بـعـدـ 99ـ يـوـمـاـ مـنـ الـاـنـتـخـابـاتـ الـرـئـاسـةـ،ـ وـحـينـ اـسـتـضـافـهـ التـلـفـزيـونـ الـوـطـنـيـ الـتـونـسـيـ لـمـنـاقـشـتـهـ حـولـ وـعـودـهـ الـاـنـتـخـابـيـةـ،ـ وـفـيـ مـوـضـوـعـ التـطـبـيـعـ،ـ وـحـولـ مـاـ إـذـ كـانـ سـيـدـعـمـ بـقـانـونـ لـتـجـرـيمـهـ،ـ قـالـ قـيسـ سـعـيدـ لـلـصـحـافـيـ إـيـهـابـ الشـاوـشـ،ـ إـنـهـ سـيـدـعـمـ بـقـانـونـ "ـالـخـيـانـةـ عـظـمىـ"ـ لـبـقـانـونـ تـجـرـيمـ التـطـبـيـعـ.

ومنذ ذلك الوقت، توقف قيس سعيد عن الحديث عن إسرائيل والخيانة العظمى، حتى اتهمه خصومه بأنه كان ينأى ببناته الجملة، ويتجاهر بالقضية الفلسطينية من أجل الفوز في الانتخابات لكل المتأجرين بالقضية في تونس، من أحزاب وجماعيات بعضها غارق إلى عنقه في علاقات مباشرة مع إسرائيل.

لكن ظل أنصاره يطاردون كل المناوئين له ولتصوراته للحكم، بتهمة التطبيع التي طالت شخصيات حقوقية وأدبيةً وفكريّةً وإعلاميةً وفنيةً، وكانوا دائمًا يذكرون رئيسهم بوعده بتجريم التطبيع وبعبارة الشهيرة: "التطبيع خيانة عظمى"، والخيانة العظمى في تونس تعني الإعدام.

تنامي هذا التيار القومي الشوفيني المعادي للسامية في تونس، وملحقته لكل فكر حر، أصبحا عماد الخطابات التحريرية الخطيرة خطورة الخطابات الدينية التي جاءت بالإرهاب خلال السنوات الماضية عبر تكير المناصرين السياسيين والمتلقين.

ظل قيس سعيد، يبحث عن نبرة لهيئته الجديدة كرئيس دولة، لكن يبدو أنه ظل تحت تأثير الصدمة أشهرًا طويلةً؛ صدمة وصوله إلى كرسي الرئاسة، حتى أنه فقد نبرته وهو يحاول أن يجد نبرةً مناسبةً، ثم عاد في مشاهد مضحكة تابعها العالم إلى هيئة جاهلية مقتبسة من فيلم "الرسالة" لعقاد، وفاق في تلك الهيئة مشاهد عادل إمام في فيلم "رسالة إلى الوالي". يتحدث إلى مدير التشريفات قائلاً: "السيد مدير التشريفات لرئيسة الجمهورية تسلم هذا الكتاب الساعة إلى صاحب البريد ليسمه دوره إلى المرسل إليه، ولا يعود إلى القصر الرئاسي إلا بعد أن يأتي معه بما يفيد التسلّم".

هذا [الفيديو](#) الذي يظهر فيه قيس سعيد، وهو يكتب تلك الرسالة بخط اليد، والذي نشرته صفحة رئاسة الجمهورية، اضطر إلى محوه بسبب ما أثاره من سخرية في الإعلام العالمي والتونسي وفي صحف الشعب التونسي الذي بدأ يشك في المدارك العقلية للرئيس سعيد.

بعد انقلاب قيس سعيد، يوم 25 تموز/يوليو 2021، ظهر [الزعيم اليساري حمة الهمامي](#)، ليفسر تلك النظرة التي رمّ بها قيس سعيد، يوم قال إن التعامل مع إسرائيل خيانة عظمى، فقال في راديو ماد: "أتخدى قيس سعيد يعاود يقول التطبيع خيانة عظمى".

التطبيع وملحقة الأصوات الحرّة في تونس لم تعد عبارة الخيانة العظمى موجهةً أصلًا لنصرة القضية الفلسطينية، بل أمست عبارةً سحريةً للتخلص من خصوم قيس سعيد، عبر أنصاره من الحشود التي صارت مثل القطعان المتوحشة تطارد أي صوت مختلف لتمهد له للانقضاض على الدولة وإنها مرحلة التمهيد للانقلاب الذي بدأ بواحدة من أول أيام وصوله إلى القصر، من خلال رفض التعامل مع رؤساء الحكومات الذين عيّنهم بنفسه ومع البرلمان والامتاع عن تركيز المحكمة الدستورية.

فشلت حرباً على رئيس الوزراء الأسبق ورئيس حزب "تحيا تونس" يوسف الشاهد، بسبب مشاركته في القمة العالمية حول العالم ما بعد كورونا، التي قامت في دبي في 24 آذار/مارس 2021، بمشاركة نائب رئيس الوزراء وزير الداخلية الإسرائيلي السابق سيلفان شالوم، للتخلص منه كمنافس قوي قد يعود ويطيح بالرئيس قيس سعيد. ووُجّهت الاتهامات إلى شخصياً بالتطبيع بسبب ترجمة روایتي من قبل المترجمة الفلسطينية ريم غنaim، إلى العربية، وكانت النية تثوير الشعب على العديد من الشخصيات الثقافية والسياسية والاقتصادية.

وبعد انقلاب 25 تموز/يوليو، صارت الجملة السحرية هي التهمة النموذجية لتصفية الموظفين والمفكرين والأئمة لا ثُدّ ولا ثُخصى. ويكتفي أن نذكر بما حدث في دار الكتب الوطنية، عندما عُقد فيها مؤتمر حول اللغات التقديمة ومنها العربية التونسية، تحت عنوان "لتتكلم اللغات المنوية"، وتم تقديم كتاب "الحيلة والعشق"، وهي رواية لليهودي التونسي يعقوب شملة، بالعربية التونسية، نقلتها إلى الحروف العربية شادية الطروdi، وهي رواية نُشرت لأول مرة سنة 1916. في أثناء ذلك المؤتمر العلمي، هاجمت جماعات قومية متطرفة المكتبة، وعلّت أشغال المؤتمر واتهمت مديرية المكتبة الوطنية الدكتورة رجاء بن سلامة، بالتطبيع الأكاديمي، ولم يهدأ الأمر إلا باستصدار قرار إقالتها من منصبها بعد أشهر.

بعد أشهر قليلة من هذه الحادثة، انفجرت قضية الجامعي الحبيب الكزدغلي، الذي اتهم بالتطبيع لأن اسمه ورد في أشغال مؤتمر علمي سينعقد في فرنسا، تنظمه جمعية تونسية تُعنى بالتراث اليهودي التونسي، وتتهمه التطبيع التي وُجّهت إلى الكزدغلي بسببها أن من ضمن المتدخلين باحثين ينتسبون إلى جماعات إسرائيلية. الهجوم لم يتوقف عند السب والشتائم والسلحل الإلكتروني، بل [هاجمت](#) جماعات قومية متطرفة كلية الآداب والفنون منوبة، والتي كان الكزدغلي عميدها، لتشتم الرجل وتتهمه بالتطبيع برغم خروجه في الإعلام أكثر من مرة، وتنصله من هذه التهمة، بل الأخطر أن الجامعة تستصدر قراراً بسحب لقب "أستاذ مميز" منه، ويتوالى الجدل حول هذه القضية إلى غاية هذه الأيام من شهر أيار/مايو 2023، لنتائج من جديد مع منع كتاب "فرنكشتاين تونس"، ولتعود الحشود المتقطعة إلى ممارسة العنف إلى موضوع التطبيع واتهام الكاتب بالتطبيع مع إسرائيل بسبب ترجمة روایته "المشرط" إلى العربية.

الحبيب الكزدغلي سبق أن [تعرض](#) لهجوم مماثل قبل سنوات، عندما أشرف على إقامة معرض في المكتبة الوطنية، ظهرت فيه بعض الصور لـ"هولوكوست".

إن تنامي هذا التيار القومي الشوفيني المعادي للسامية في تونس، وملحقته لكل فكر حر، أصبحا عماد الخطابات التحريرية الخطيرة خطورة الخطابات الدينية التي جاءت بالإرهاب خلال السنوات الماضية عبر تكير المناصرين السياسيين والمتلقين، مما جاء بالاغتيالات السياسية، ومنها اغتيال الشهيد شكري بلعيد، فالتخوين اليوم هو المعدل للتکفير في العشرية السابقة.

ولكن الأسوأ هذه المرة أن هذا الخطاب التخويني يأتي من السلطة نفسها، ويرعاه أنصار السلطة بالنشر والبحث عن ضحايا مستشهادين دائمًا بعبارة "الخيانة العظمى" التي يطلقها الرئيس في كل مناسبة وفي كل ظهور له. فهل هذا السبب الذي جعل الرئيس يصف العملية الإرهابية في جربة، والتي كانت تستهدف اليهود أساساً ومهد الغربة، بالعملية الإجرامية لا الإرهابية؟

لم تعد عبارة الخيانة العظمى موجهةً أصلًا لنصرة القضية الفلسطينية، بل أمست عبارةً سحريةً للخلاص من خصوم قيس سعيد، عبر أنصاره من الحشود التي صارت مثل القطعان المتواحشة تطارد أي صوت مختلف لتمهد له **للانقضاض على الدولة وإنهاء مرحلة التمهيد للانقلاب**

هل في ذلك الخطاب الرئاسي حماية لهذه الحشود المتعطشة إلى الدم والتي تسحل المثقفين أيضًا وتهدّهم في حيواتهم ومواعدهم ووظائفهم؟ أليس هذا الفكر العدواني تجاه الآخر هو السبب في كل ما وقعت فيه الإنسانية من مأساة بدايةً من الحربين الكوينتين، بسبب الفاشية والنازية اللتين قادتا العالم إلى الاقتتال وارتكاب الفظائع البشرية؟ هل هناك فرق بين التخوين والتفكير إذا ما كانت النتيجة واحدةً؛ المزيد من الضحايا والمزيد من الكراهية والصراعات العرقية؟

أليس هذا الفكر التخويني والعدائي نفسه هو الذي كان وراء ما حصل للأفارقة من جنوب الصحراء في تونس، وما تعرضوا له من عنصرية وطرد وتنكيل وتعنيف، نقل صورها الإعلام العالمي قبل أشهر قليلة؟ عن أي تسامح يتحدث الرئيس قيس سعيد، وهو يغذي مشاعر الكراهية تجاه الكل، ويستعمل خطاباً حربياً تجاه الكل، مستهدفاً الداخل والخارج لتبرير رعونته السياسية؟ ما قصة كلمة "القومي" في تسمية مجلس الأمن، في الوقت الذي تخلت تونس فيه نهائياً عن مصطلحات القومية في تسميات المؤسسات الإعلامية والاتصال والمؤسسة الاقتصادية وصار يطلق عليها "وطنية" بدل قومية؟ ماذا يجهز قيس سعيد بعد الانقلاب وتصفيه الخصوم؟